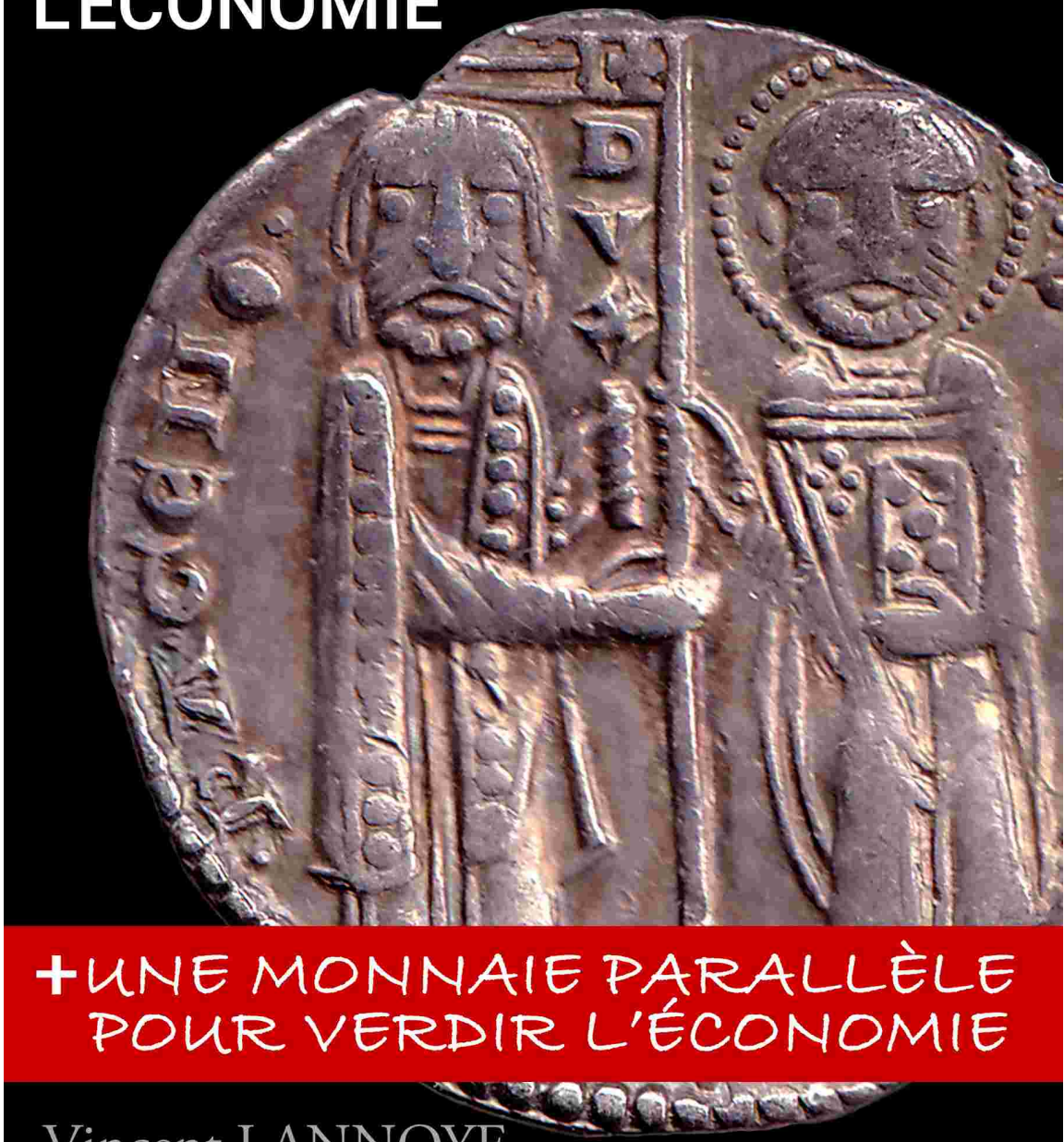
L'HISTOIRE DE LA MONNAIE POUR COMPRENDRE L'ECONOMIE



+UNE MONNAIE PARALLÈLE POUR VERDIR L'ÉCONOMIE

Vincent LANNOYE

L'économie, reine des sciences humaines

Comprendre le monde nécessite d'étudier l'économie. Cette science reste au cœur des problèmes sociaux et est la principale contrainte de tout gouvernement. Et, appréhender la monnaie en est la première étape. Si la monnaie est bien cernée, alors toute action économique sera comprise.

L'Histoire de la Monnaie pour Comprendre l'Économie raconte de manière passionnante et précise la monnaie et la banque depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours. Dans un langage accessible, le livre répond aux questions comme : Comment est apparue la monnaie ? Qu'est-ce qu'une banque ? Où sont passées les pièces d'or ? Qu'est-ce que l'inflation ? Qu'est-ce que le FMI ? Le déficit commercial américain est-il tenable ?

Une solution monétaire, plus que politique

L'Histoire de la Monnaie pour Comprendre l'Économie rejoint une nouvelle interprétation historique qui expose l'évolution du système monétaire comme un catalyseur des grands événements de l'Histoire, de la chute de l'Empire romain jusqu'aux Guerres mondiales du XXe siècle et au-delà.

En considérant les influences monétaires passées, une solution au réchauffement climatique – dont le financement bute sur une augmentation inhérente des inégalités économiques – pourrait-elle être monétaire ? De fait, Lannoye propose au lecteur une innovation monétaire pour accélérer l'économie verte.

L'Histoire de la Monnaie pour Comprendre l'Économie

L'Histoire de la Monnaie pour Comprendre l'Économie

(+ Une monnaie parallèle pour verdir l'économie)

Vincent Lannoye

© Le Cri Édition, 2005-2010 :
La Monnaie et les Banques - De la Mésopotamie à Manhattan
(ISBN : 2-87106-375-3)

© Vincent Lannoye, septembre 2011 (révisé en juillet 2024) :
L'Histoire de la Monnaie pour Comprendre l'Économie
ISBN-10 : 1466200324
ISBN-13 : 978-1466200326

Références sur les données :

Les références des données du livre peuvent être obtenues par une recherche sur Internet des mots clés du texte. Les résultats de ces recherches devraient permettre une vérification aisée des faits. L'auteur peut également être contacté via le site findtheflaw.com.

Remerciements :

À Marc et Didier qui ont collaboré à la rédaction.

À ceux qui ont échangé de bon gré leurs opinions politiques et économiques. Plus spécialement à Eddie et à Carine, différents, intéressants, et jamais rancuniers envers nos divergences.

PROLOGUE

Introduction à l'économie à travers l'Histoire

Pour décortiquer une matière scientifique, il s'avère judicieux d'étudier ses origines et son évolution chronologique. Comparer l'actualité au passé approfondit la compréhension des faits. D'excellentes vulgarisations sont ainsi axées sur l'Histoire, comme en sciences, en physique ou en philosophie. Cependant, aucun livre sur la monnaie n'existait dans un style volontairement simplifié. Les publications qui retracent l'Histoire de la monnaie sont destinées à un public averti en économie. Rien n'avait été écrit pour introduire un néophyte aux questions monétaires par l'Histoire.

Le but de ce livre est d'expliquer la monnaie et la banque depuis l'Antiquité jusqu'à la période contemporaine. La présentation historique a une tendance thématique, tout en respectant la chronologie et en tentant de concilier les divergences entre historiens. Aussi, cet ouvrage se concentre sur les manipulations monétaires qui ont influé sur l'Histoire, ou qui présentent un intérêt pour comprendre le système monétaire moderne.

L'économie sera mieux comprise si le rôle de la monnaie est bien cerné et les causalités et les contraintes de l'économie couleront presque de source. Après tout, la monnaie n'est qu'un moyen en « ***économie*** » qui se définit comme la science de la répartition des ressources, des échanges, du commerce, des budgets, des taxes ou des impôts, et du rôle de l'État.

Quatre concepts encadreront les explications : monnaie, banque, inflation et déflation. Ces quatre notions s'entremêlent étroitement. D'autres définitions secondaires sont exposées et référencées dans l'index

en fin de livre. Les autres désignations basiques seront moins développées, car un dictionnaire ou l'expérience quotidienne doivent suffire à les expliquer. Aussi, le jargon économique et financier est évité.

En fin de compte, le livre inculquera la connaissance monétaire en répondant aux questions suivantes :

- Pourquoi et comment la monnaie est-elle apparue ?
- Quel est le rôle de la banque ?
- Quel est le lien entre les banques et la monnaie ?
- La monnaie est-elle l'épine dorsale de l'économie ?
- Où sont passées les pièces d'or qui circulaient jadis ?
- Qu'y a-t-il derrière la valeur d'un billet de banque en papier ?
- Qu'est-ce que l'inflation ?
- Pourquoi appréhender la déflation ?
- Quelles causes provoquent la dévaluation d'une devise ?
- Qu'est-ce que le FMI ?
- Comment a-t-on introduit l'euro ?
- Le déficit commercial américain est-il intenable ?

Et bien d'autres notions prérequises à la compréhension approfondie de l'économie.

Par son but pédagogique, le livre se concentre sur l'Histoire occidentale dont est originaire le système monétaire actuel. Ce livre n'est donc pas un manuel exhaustif de l'Histoire de la monnaie et de la banque. Il se devait d'ignorer la Chine ou l'Inde notamment. Il ignore également les théories économiques et monétaires dépassées ou jamais appliquées. Il ne vise qu'à introduire au système monétaire du XXIe siècle tel qu'il est, pas comme il aurait dû être.

Coïncidences historiques et réchauffement climatique

L'incidence de l'efficacité du système monétaire sur l'Histoire est soulignée. Elle est loin d'être négligeable. En effet, de nombreuses manipulations ou nouvelles techniques monétaires coïncident avec les grands événements historiques. Depuis une trentaine d'années, une autre vision de l'Histoire apparaît dans ce sens, surtout chez les Anglo-saxons. Certains historiens vont jusqu'à présenter l'évolution du système monétaire comme une des causes primordiales des grands évènements. Ces thèses sont présentées succinctement à la fin de chaque chapitre.

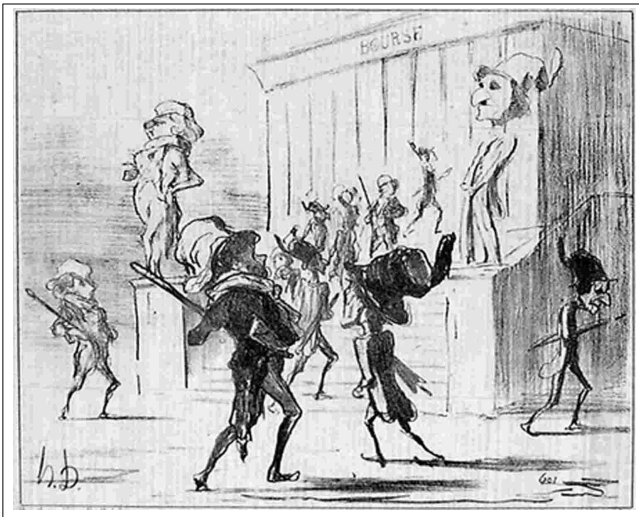
Dans le même esprit, et face aux piétinements d'un monde politique paralysé par la crainte d'une remontée du chômage, ou s'accrochant aux maigres perspectives d'énergies nouvelles ou de captage du carbone bon marché, ou même se cachant derrière le protocole (sans méthode) de Kyoto ou des promesses vides de la COP21, il ne reste peut-être que le financement par de nouvelles techniques monétaires pour lutte contre le réchauffement climatique ? Ces techniques sont présentées dans les derniers chapitres du livre. Elles ne sont cependant accessibles qu'après assimilation des premiers chapitres.

AVERTISSEMENT !

La révolution d'Octobre a triomphé au nom des pauvres. Staline a ensuite succédé à Lénine – sans contestation de Kalinine (3ème sur la photo) – à la tête d'un État tout puissant et a établi une tyrannie sans nom et sans garde-fou sous la coupe d'une « nomenklatura » de politiciens promus par le pouvoir en place, non par le peuple. Que ce soit dans l'Union Soviétique, en Chine ou à Cuba, cette « nomenklatura » emprisonne les journalistes trop critiques. Ce type de répression politique et de lavage de cerveau par la presse officielle, semble être la seule façon pour un gouvernement d'imposer son modèle socialiste au peuple.

Depuis la Magna Carta au XIIIe siècle en Angleterre jusqu'à la déclaration universelle des Droits de l'Homme des Nations Unies de 1948, réaffirmée par la Convention Internationale des Droits Civiques et Politiques de 1993, le droit à la propriété a gardé une place importante dans la défense des individus contre les abus du pouvoir central. Sans ces garanties contre la confiscation ou contre une taxation exces-

sive, un exécutif despotique – même représentant la majorité – étouffera toute opposition ou toute minorité en les privant de toute ressource et de toute possibilité d'enquête coûteuse ou d'expression à grande diffusion. Rien de tel que d'astreindre les chefs de file de la contestation à un labeur de subsistance pour les faire taire. Le malin n'aura plus qu'à bâillonner les médias confisqués et manipuler les élections. Il aura alors les mains libres pour éliminer ses derniers rivaux par un procès truqué ou dans un accident de voiture. Dans ce sens, la taxation abusive ou la confiscation, même au nom des pauvres, est pernicieuse.



Pendant une bonne partie du XIXe siècle, le système économique et monétaire borné rend les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. Capitalistes caricaturés (1854) : « Eh ! bien, Bertrand, tu vois nous pouvons être fiers, nous avons fait des élèves… en voilà de ces gens qui se sont modelés sur nous ! ».

Le peuple s'est révolté contre cette concentration de pouvoir économique. Cependant, nombre de contre-propositions se sont basées sur des analyses économiques douteuses pour joindre des mouvements nationalistes ou communistes. Tous s'accusent jusqu'à la Première Guerre mondiale et la révolution d'Octobre.

En revanche, une certaine taxation est impérative non seulement pour raisons humanitaires ou sociales, mais aussi pour redistribuer les richesses afin de maintenir un équilibre politique. Surtout, toute crise économique tend à concentrer le pouvoir économique aux mains des

plus riches à même d'écraser les salaires des travailleurs menacés par le chômage. Cette concentration du pouvoir peut s'étendre aux autres domaines de la vie publique, politique, judiciaire ou médiatique. La démocratie s'enfonce alors dans la ploutocratie.

Pour mieux jouer au funambule entre les solutions extrémistes ou ineptes qui recherchent trop souvent des boucs émissaires entre groupes sociaux ou entre nations, étudier l'économie est crucial. Cette science reste au cœur de l'étude des solutions aux problèmes des inégalités. Et, étudier la monnaie et la banque est la première étape vers la compréhension de l'économie.

TABLEAU SYNOPTIQUE

Dates	Société	Techniques et philosophie
-9500	Début du **néolithique** : les hommes se sédentarisent et se transforment en fermiers	Agriculture et élevage Mégalithes Outils d'os et de pierre Dernière phase de l'**âge de la pierre** v. -6000 Métallurgie du cuivre
-Ve et -IVe m.	vers -4200 Début de la civilisation des Sumériens en Mésopotamie v. -4000 Premières cités-États Égypte et monarchies protodynastique et v. -3200 unification de l'Égypte. Ie Dynastie Arrivée des Sémites en Syrie.	v. -3750 Sumer : métallurgie du bronze, début de l'**âge du bronze**. v. -3300 Invention de la roue par les Sumériens -3400 Symboles numériques et métrologie en Mésopotamie v. -3200 Premiers hiéroglyphes en Égypte -3000 Écriture cunéiforme et système numérique à Sumer. L'**Histoire** débute avec l'**Antiquité** -3000 Abaque pour simplifier les calculs en Asie Mineure -3000 Charrue en Mésopotamie
-IIIe m.	Civilisation sumérienne : Our, Ourouk. -2750 Fondation de Tyr -2300 Sargon l'Ancien intègre le pays de Sumer dans son empire d'Akkad, premier véritable empire de l'Histoire -2100 Code législatif d'Ur-Nammu en Mésopotamie -2720 Début de l'Ancien Empire d'Égypte -2423 Fin de l'Ancien Empire d'Égypte -2100 Début du Moyen Empire d'Égypte	v. -3000 Première utilisation du fer v. -2900 Apparition des premières écoles v. -2650 Grandes Pyramides, Sphinx de Gizeh. v. -2500 Technique du verre Premiers textes mathématiques mésopotamiens v. -2400 Calendrier sumérien établi selon l'observation des astres. Il précise les meilleures dates d'ensemencement.
-IIe m.	-2000 Les Hittites arrivent en Anatolie. -1900 Début de l'extension de l'empire babylonien -1790 Code d'Hammourabi en	v. -2000 Abraham, patriarche des juifs. v. -2000 Équation du second degré à Babylone v. -1750 Épopée de Gilgamesh, première œuvre littéraire sur tablettes

Dates	Société	Techniques et philosophie
	Mésopotamie -1830 Début de l'Ancien Empire babylonien. -1770 Ancien Empire assyrien. -1680 Fin du Moyen Empire d'Égypte et invasion des Hyksos -1580 Début du Nouvel Empire thébain. -1450 Expansion égyptienne jusqu'en Mésopotamie v. -1300 Avènement de Ramsès II et paix avec les Hittites. v. -1250 Exode des Hébreux avec Moïse	d'argile v. -1800 Calendrier lunaire à Babylone v. -1500 Écriture syllabique v. -1400 Naissance de l'alphabet phénicien v. -1500 Utilisation en Grèce du parchemin qui remplace le fragile papyrus -1250 Construction des temples égyptiens d'Abou Simbel.
-XIIe s.	v. -1200 Catastrophes politiques et économiques liées aux invasions des « Peuples de la Mer ». Fin de l'Empire hittite, de nombreux royaumes du pays de Canaan, de la civilisation mycénienne et début de l'obscure « Moyen âge grec ». Seuls l'Égypte et quelques rares États résistent aux Peuples de la Mer. -1120 Période brillante pour l'Assyrie. -1090 Fin du Nouvel Empire thébain.	v. -1200 Fin de l'âge du bronze. Début de l'âge du fer. v. -1200 Extension en Méditerranée du commerce phénicien (civilisation peut-être intégrée par les « Peuples de la Mer ») grâce à leurs « bateaux ronds » propulsés à la voile.
-Xe s.	-721 Avènement de Sargon II à la tête du puissant empire néo-assyrien -605 Nabuchodonosor, roi de Babylone -753 Fondation de Rome -750 La colonisation grecque débute en Méditerranée -621 Lois de Dracon en Grèce v. -1000 En Palestine : David, Salomon. -721 Destruction d'Israël par les Assyriens -695 Le Royaume de Phrygie est détruit.	-800 Alphabet grec -776 Premiers Jeux olympiques en Grèce -750 Homère : l'Iliade et l'Odyssée
-VIe s.	-597 Nabuchodonosor prend Jérusalem. Après sa mort en -562, déclin de Babylone -586 Captivité des Juifs à Babylone -550 Cyrus fonde l'Empire perse -538 Cyrus libère les Juifs de Babylone. -525 Les Perses annexent l'Égypte divisée. -580 Installation des tyrannies en Grèce -504 Instauration de la démocratie à	-570 Temple d'Artémis à Éphèse Tentative du percement de l'isthme de Corinthe -550 Ecole de Pythagore v. -550 Cartographie par Anaximandre Thalès prévoit (ou explique) une éclipse solaire v. -546 Les Grecs introduisent la vigne par leurs colonies en Gaule -536 Reconstruction du temple de Jérusalem

Dates	Société	Techniques et philosophie
	Athènes	
-Ve s.	-485 Xerxès succède à Darius. -480 Athènes écarte la menace perse après les batailles de Marathon et de Salamine -460 Périclès à Athènes. Retour de la démocratie en Grèce -429 Mort de Périclès et la Grèce s'enfonce dans les incessantes Guerres du Péloponnèse.	-490 Naissance d'Hérodote -472 Première tragédie grecque d'Eschyle, « Les Perses » -460 Développement de la médecine, de l'urbanisme en Ionie (Milet) Théorie atomique du cosmos -447 Début de la construction de l'Acropole d'Athènes. -428 Naissance de Platon
-IVe s.	-400 L'Égypte regagne son indépendance. -341 Elle est reconquise par les Perses. v. -340 Philippe II de Macédoine conquiert la Grèce et son fils Alexandre le Grand conquiert l'Égypte, la Mésopotamie et la Perse. -323 Alexandre meurt à Babylone -327 Séleucus I devient satrape de Mésopotamie et d'Iran. -323 Ptolémée Sôter fonde la dynastie des Lagides en Égypte.	-387 Découvertes des paraboles et des hyperboles et étude de l'ellipse -384 Naissance d'Aristote
-IIIe s.	-264 Première Guerre punique pour Rome	-300 Les « éléments » d'Euclide -298 Fondation de la bibliothèque d'Alexandrie -250 Archimède : les leviers et l'hydrostatique
-IIe s.	-146 Destruction de Carthage par Rome	-149 Hipparque développe l'astronomie, la trigonométrie
-Ie s.	-82 Dictature de Sylla à Rome -63 La Syrie devient province romaine. -44 Assassinat de César -30 Mort de Cléopâtre, reine d'Égypte. L'Égypte est province romaine. -27 Auguste, premier empereur romain	-70 Naissance de Virgile -46 Adoption du calendrier Julien -4 Naissance de Sénèque
Ie s.	54 Néron empereur 81 Domitien empereur 98 Trajan empereur	1 Naissance de Jésus-Christ v. 75 Colisée de Rome v. 100 Fabrication du papier
IIe s.	117 Hadrien empereur	120 Construction du Panthéon de Rome 140 Système astronomique de Ptolémée
IIIe s.	284 Dioclétien empereur	275 Arithmétique de Diophante
IVe s.	312 Fin des persécutions antichrétiennes à Rome et Constantin empereur	325 Concile de Nicée 381 Abandon des rouleaux pour la publication des livres
Ve s.	Conquête de la Gaule par les Francs 433 Attila	400 Compilation du Talmud 480 Débuts de la scolastique

Dates	Société	Techniques et philosophie
	476 Fin de l'Empire Romain et début du Moyen Âge 482 Clovis	
VIe au IXe s.	520 Peste en Europe 527 Justinien, empereur d'Orient 697 Élection du premier doge de Venise 732 Bataille de Poitiers contre les Arabes 800 Charlemagne, empereur d'Occident 843 Partage de l'empire de Charlemagne Début des invasions vikings et féodalité 962 Otton Ie, empereur d'Occident 987 Hugues Capet, roi de France	v. 520 Transferts progressifs de la culture romaine à la culture du Moyen Âge (Boèce). 610 Mahomet fonde l'Islam 650 Écriture du Coran 740 Diffusion des chiffres arabes et de la numérotation décimale d'origine hindoue v. 840 Perfectionnement de l'astrolabe et traduction de nombreux textes grecs en arabe
X au XIIe s.	1054 Schisme d'Orient : rupture définitive entre l'Église d'Orient et Rome 1066 Bataille d'Hastings 1096 Première croisade 1147 Deuxième croisade 1189 Troisième croisade v. 1184 Organisation de l'Inquisition	910 Érection du campanile de Saint-Marc à Venise 967 Fondation de l'université arabe de Cordoue 1126-1198 Averroès en Andalousie et les traductions latines des auteurs de la Grèce antique 1155 Fondation de l'université de Paris 1160 Traduction de l'Almageste de Ptolémée en latin
XIIIe s.	1227 La mort de Gengis Khan n'arrête pas l'expansion mongole qui atteint le Moyen-Orient et l'Europe de l'Est.	1202 Fibonacci explique la numérotation arabe 1221 Publication de l'Encyclopédie géographique arabe v. 1260 Thomas d'Aquin 1271 Marco Polo en Chine
XIVe s.	v. 1300 Les Turcs Ottomans succèdent aux Turcs Seldjoukides affaiblis par les Mongoles. 1337 Début de la Guerre de Cent Ans entre la France et l'Angleterre v. 1350 Peste noire en Europe	1307 Dante : La Divine Comédie 1336 Engrenages métalliques et première horloge publique sonnante à Milan 1377 Métier à tisser à Bristol Écluses sur les canaux aux Pays-Bas
XVe s.	1429 Jeanne d'Arc à Orléans 1453 Fin de la Guerre de Cent Ans 1453 Constantinople tombe aux mains des Turcs Début de la Renaissance en Italie avant le reste de l'Europe 1492 Découverte des Amériques par Christophe Colomb 1498 Vasco de Gama atteint l'Inde	1414 Extension de l'activité bancaire des Médicis 1450 Les arts de la Renaissance rivalisent avec les arts religieux v. 1450 Donatello, David, premier nu monumental de la Renaissance 1453 Installation de l'imprimerie de Gutenberg à Mayence 1480 Première impression de la géométrie d'Euclide
XVIe s.	1500 Naissance de Charles Quint 1515 François Ie, roi de France	1503 Michel-Ange : David 1509 Première montre

Dates	Société	Techniques et philosophie
	1519 Cortès conquiert le Mexique 1534 Cartier explore le Saint-Laurent 1560 Début des guerres de Religion 1588 Défaite de l'Invincible Armada 1572 Massacre de la Saint-Barthélemy 1598 Édit de Nantes	1513 Machiavel : Le Prince 1516 Thomas More : L'Utopie 1521 Excommunication de Luther 1534 Premières cartes de Mercator 1540 Michel Servet découvre la circulation du sang 1543 Nicolas Copernic : De revolutionibus orbium coelestium 1580 Montaigne : Les Essais 1590-1610 Shakespeare : œuvres
XVIIe s.	1620 Le Mayflower accoste l'Amérique du Nord 1618-1648 Guerre de Trente Ans en Allemagne 1642 Guerre civile en Angleterre 1643 Mort de Louis XIII, Mazarin en France 1651 Majorité de Louis XIV, roi de France 1658 Mort de Cromwell en Angleterre 1661 Mort de Mazarin, Louis XIV gouverne seul 1685 Révocation de l'Édit de Nantes	1600 Kepler : mouvements planétaires 1610 Observations de Galilée au télescope. 1614 Les logarithmes 1620 Francis Bacon : Novum Organum – empirisme 1637 Descartes : Discours de la Méthode – rationalisme v. 1650 Enlightenment en Angleterre 1640 Pascal : essai sur les coniques et machine à calculer 1651 Hobbes : Le Léviathan 1656 Huygens découvre les satellites de Saturne 1664 Calcul différentiel : Newton, Leibniz, Pascal 1677 Spinoza : L'Éthique 1667-1694 Racines : œuvres 1689 « Bill of rights » en Angleterre 1690 Locke : Essais sur l'entendement humain
XVIIIe s.	1715 Mort de Louis XIV, Régence 1723 Avènement de Louis XV 1740 Frédéric II, roi de Prusse 1756 Guerre des Sept Ans 1774 Avènement de Louis XVI 1776 Déclaration d'indépendance des États-Unis 1789 Révolution française 1799 18 Brumaire de Napoléon	v. 1700 Début du Siècle des Lumières en France, après l'Angleterre 1705 Première machine à vapeur 1748 Hume : Enquête sur l'entendement humain Montesquieu : De l'esprit des lois v. 1750 Révolution industrielle en Grande-Bretagne 1751 Rousseau : Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes 1756 Voltaire : Candide 1759 Première manufacture de toiles imprimées 1771 Travaux de Lavoisier en chimie 1776 Adam Smith : La Richesse des Nations 1781 Kant : Critique de la raison pure 1790 Métier à tisser de Jacquard 1796 Hypothèse cosmologique de Laplace 1799 Éclairage au gaz
XIXe s.	1804-1814 Premier Empire napoléonien 1815 Waterloo 1815-1824 Charles X, roi de France	1807 Hegel : Phénoménologie de l'esprit 1830 Développement du chemin de fer

Dates	Société	Techniques et philosophie
	1830 Révolution en France 1830-1848 Louis-Philippe 1864 Première Internationale 1852-1870 Second Empire napoléonien jusqu'à la guerre Franco-Allemande de 1870 1861-1865 Guerre de Sécession aux États-Unis 1871 Unification de l'Allemagne Commune de Paris, IIIe République	1846 Proudhon : Philosophie de la misère 1852 Urbanisme de Haussmann à Paris 1866 Mendel : fondements de la génétique 1867 Marx : Le Capital 1870 Travaux de Pasteur, Claude Bernard, Pierre et Marie Curie v. 1870 Télégraphe relie l'Angleterre à l'Amérique du Nord et à l'Inde. Réfrigération mécanique appliquée aux transports par rail et par bateau. 1896 Premier jeux olympiques de l'ère moderne
XXe s.	1914-1918 Première Guerre mondiale 1917 Révolution bolchevique en Russie 1929 Crise économique mondiale 1933 Hitler est nommé chancelier 1939-1945 Seconde Guerre mondiale 1953 Mort de Staline Comptes rendus des « crimes de Staline » v. 1955 Décolonisation 1960 Développement de l'idée de l'Europe 1968 Mouvements écologiques 1973 Crise économique et expansion du chômage de masse 1983 Reprise économique aux USA 1989 Chute du Mur de Berlin	1900 Planck élabore la théorie des quanta Ouverture de la première ligne de métro à Paris Premiers vols en aéroplane 1905 Einstein : relativité restreinte 1913 Débuts du surréalisme 1907 Blériot traverse la Manche 1912 Funk découvre les vitamines 1918 Lénine : L'État et la révolution 1932 Développement du thème de l'État Providence 1936 Keynes : Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie 1945 Bombes nucléaires 1948 Déclaration Universelle des Droits de l'Homme adoptée par les Nations Unies 1965 Vols dans l'espace Développement du nucléaire 1995 Début d'Internet

Préambule : Le chapitre I et l'Antiquité

Parler de l'Antiquité est souvent spéculatif par manque de preuves archéologiques, surtout pour les premiers millénaires de l'Antiquité. C'est d'autant plus vrai pour les marchés et l'économie, qui sont au centre d'une polémique entre chercheurs depuis le XXe siècle.

D'une part, des études historiques considèrent les premiers millénaires de l'Antiquité comme presque hermétique aux mécanismes de marché. Ces recherches proviennent de l'école dite « primitiviste ».

D'autres études acceptent davantage d'interactions commerciales au travers des marchés durant la première phase de l'Antiquité, avant la Grèce classique. Elles viennent de chercheurs « modernistes », qui ont récemment regagné du terrain, après avoir été éclipsés dans la seconde moitié du XXe siècle.

Malgré ces interprétations cacophoniques des historiens, des choix ont dû être faits dans ce livre qui met l'accent sur l'explication de la monnaie à travers l'Histoire. Ce livre a dû aborder les premiers marchés, qu'ils soient embryonnaires ou non. Ce choix, ainsi que la polémique entre « primitivistes » et « modernistes » seront détaillés dans la conclusion du premier chapitre. Bien sûr, l'Histoire est moins controversée après l'âge du bronze, dans les chapitres suivants.

Après avoir lu ce livre, espérons qu'une meilleure compréhension des marchés, de la monnaie, et donc de l'économie, aidera à réévaluer certaines perspectives historiques.

L'Histoire de la Monnaie pour Comprendre l'Économie

CHAPITRE 1
NAISSANCE D'UNITÉS MONÉTAIRES DANS L'ANTIQUITÉ

Économie de redistribution et prémices des marchés à l'âge du bronze

Production spécialisée et excédents depuis 10000 av. J.-C.

Vers 10000 av. J.-C., le néolithique, la période la plus récente de la préhistoire commençait lorsque la dernière glaciation se terminait. Avec un climat plus chaud et l'eau douce de la fonte des glaciers, des tribus nomades de chasseurs-cueilleurs ont commencé à se sédentariser au Moyen-Orient. Les raisons de cette transition restent sujettes à débat, mais beaucoup d'historiens évoquent la croissance démographique et l'épuisement des ressources disponibles pour les chasseurs-cueilleurs. Ainsi, ces hommes devenaient bergers au lieu de chasseurs, et agriculteurs plutôt que cueilleurs. Ils domestiquaient les animaux sur les terres incultes, et cultivaient des plantes sur les meilleures terres rendues arables par l'irrigation, la charrue à traction animale, et d'autres techniques. Une révolution agricole pour un approvisionnement durable démarrait. Elle allait se propager durant le néolithique.

Au cours de ce même néolithique, des individus se spécialisaient. Ils pratiquaient alors une seule profession pour une meilleure productivité individuelle. Les femmes tissaient, tandis que les hommes labouraient. D'autres travaillaient comme ouvrier agricole, éleveur, berger, pêcheur, mineur, sculpteur, potier, tisserand, cordonnier, tailleurs de pierre, même métallurgistes (en cuivre après 6000 av. J.-C., bien avant le solide alliage de bronze produit après 3500 av. J.-C.).

Avec l'échange de viande contre des outils tranchants, un boucher pouvait travailler plus vite. L'outilleur échangeait une houe contre une miche de pain, plutôt que de cuire le pain lui-même. Ces échanges d'outils contre produits amélioraient petit à petit les conditions de chacun dans la communauté et généraient des excédents qu'ils pouvaient partager ou échanger avec d'autres villages. Bien sûr, ils ont dû s'accorder sur les modalités de partage ou d'échange de leur production.

Première villes au début de l'âge du bronze

Vers la fin du néolithique, certaines communautés se regroupaient en villes fortifiées ou cités-États, comme Uruk vers 5000 av. J.-C. ou Ur après 3800 av. J.-C. Elles s'appropriaient des territoires en incluant d'autres villages. Elles les balisaient avec des pierres sacrées. Elles protégeaient leurs troupeaux et leurs récoltes. Ces villes étaient nourries par les fermiers, qui devaient se nourrir eux-mêmes, mais aussi produire des surplus pour nourrir les citadins.

De nouvelles formes d'autorités s'établissaient au sein de ces villes. Le chef était intronisé comme monarque, roi ou pharaon. Les sorciers et chamans étaient sanctifiés en prêtres. Les autorités religieuses et politiques étaient pratiquement fusionnées. Par la suite, elles se sont lentement distinguées, sans vraiment se séparer.

Économie de redistribution dans les communautés

Au néolithique et à l'âge du bronze, l'organisation économique était essentiellement fondée sur la redistribution autoritaire, surtout à l'intérieur de la communauté. Les autorités s'octroyaient les récoltes, le bétail et les autres biens, mais souvent les gens présentaient spontanément leur production au temple. En d'autres mots, les rois et les prêtres amassaient la totalité de la production en nature, donc le taux « d'imposition » était de 100 %, en vocabulaire moderne.

Ensuite, les autorités redistribuaient ces marchandises. Ils gratifiaient une part à chacun, y compris aux personnes non-agricoles spécialisées dans les services communs, comme les tâches militaires ou religieuses. Les rations étaient réparties selon le rang de chaque personne, selon la profession religieuse, militaire ou civile.

Cette redistribution était probablement héritée de la vie tribale et nomade du paléolithique, quand la tribu partageait le gibier de la chasse ou les fruits de la cueillette entre chaque membre, peut-être en fonction de leur statut social. Ce système économique de taxation totale, avant redistribution, est appelé « ***économie de redistribution*** » ou « redistribution centralisée », ou même « ***taxation-redistribution*** ». Cette économie de redistribution était la norme jusque durant l'âge du bronze.

À cette période, l'économie de redistribution était toujours fondamentale dans certaines régions plus que dans d'autres. Par exemple, elle s'appliquait davantage dans l'Égypte autoritaire-hiérarchique des Pharaons, mais moins dans d'autres régions plus égalitaires-individualistes du Moyen-Orient ou d'Asie Mineure, où d'autres méthodes de partage et d'échange étaient pratiquées.

Surplus troqués au marché local au IVe millénaire av. J.-C.

En marge de l'économie de redistribution, les gens pouvaient échanger leurs biens excédentaires contre d'autres marchandises de différentes origines. Ils échangeaient des biens à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur de la communauté locale. Des évidences archéologiques pointent vers des échanges contre du silex ou des couteaux en obsidienne, et des outils en cuivre. Ces ustensiles pouvaient venir de loin, comme révélé par les techniques métallographiques sur base des isotopes ou géologiques modernes. Celles-ci peuvent déterminer la mine d'extraction d'un métal ou d'une pierre et ainsi situer l'origine parfois lointaine des fragments exhumés par les archéologues. Ces biens pouvaient être passés d'une tribu à la tribu voisine, ou bien avoir été transportés par des voyageurs ou des tribus nomades, et échangés contre des excédents de tous genres. L'archéologie a découvert que des individus ou même des villages entiers se spécialisaient dans l'exploitation de certaines pierres ou dans le commerce de ces pierres.

Le commerce pouvait exister à l'intérieur de la communauté quand les villages se transformaient en villes. Dans l'économie de redistribu-

tion, les gens apportaient leur production au temple, mais ils pouvaient échanger les rations qu'ils ne pouvaient consommer entièrement. En outre, les gens pouvaient compléter leurs besoins avec une production secondaire en marge de l'économie de redistribution. L'importance de cette production parallèle variait selon la rigidité du système politique.

Les gens s'accordaient sur un lieu de rencontre, lors des jours de pleine lune pour échanger leurs marchandises. Ce lieu de rencontre était le « ***marché*** », qui deviendrait progressivement le cœur de l'« ***économie de marché*** ». Les rations excédentaires de l'économie de redistribution, les réserves, les outils, les compétences, voire les butins du pillage changeaient de mains dans ces marchés ruraux ou urbains.

Les marchandises étaient échangées directement avec d'autres marchandises. Deux paniers de fruits pour une amphore d'huile. Un poisson séché contre un marteau. Cet échange direct de lots de poissons, bobines de cordon, d'onces d'argent, de sacs de grain ou de têtes de bétail pour une autre marchandise a été appelé le « ***troc*** ».

Les marchés existent depuis longtemps, et les marchés actuels de producteurs locaux ne sont probablement pas très différents de ceux de la fin du néolithique, lorsque certains villages grandissaient en villes aux points de transition entre bateaux et chariots.

Par contre, les marchés n'ont jamais été suspectés parmi les chasseurs-cueilleurs, telles les tribus de l'Amazone qui sont plutôt représentatives du mode de vie paléolithique.

Troc entre contrées en marge de l'économie de redistribution

Dans le courant du néolithique, les « ***négociants*** » commençaient à voyager. C'étaient des tribus nomades ou des aventuriers. Ces gens étaient distincts des producteurs et spécialisés dans le commerce longue distance, avec échanges entre villages locaux et cités éloignées. Ces « ***marchands*** » obtenaient des biens des fournisseurs locaux. Ensuite, ils transportaient ces marchandises à pied, à cheval, en wagons sur roues,

ou par bateaux. Les marchands atteignaient les marchés éloignés accessibles par sentier, rivière ou mer.

Indirectement, les marchands étrangers forçaient la rigide économie royale de redistribution à s'ouvrir aux nouvelles idées du monde extérieur. Cet effet important du commerce venait de la neutralité des marchands étrangers. Ils exploitaient leur neutralité envers le royaume, quand les sujets nationaux voyaient leur activité limitée par les lois de l'économie de redistribution. Si la neutralité des marchands était menacée, ils ne revenaient simplement plus pour offrir leurs cargaisons exotiques à une noblesse en mal de biens de luxe.

Personne ne sait exactement quand une telle spécialisation a commencé, peut-être dès le néolithique, car des indices archéologiques révèlent des silex et des métaux qui circulaient sur de longues distances, peut-être transportés par des négociants. Des preuves historiques (écrites) de ce commerce l'attestent plus sûrement dès 1900 av. J.-C. La découverte archéologique de l'épave d'Uluburun, daté d'environ 1300 av. J.-C., révèle une cargaison de cuivre, tin, verre, or, argent, ivoire, céramiques, olives, amandes, et coriandre entre autres.

Des scientifiques pensent que les hommes de Néandertal n'ont pas su rivaliser avec les Homo sapiens doués d'un langage évolué, qui débouchait sur une capacité naturelle à échanger ou à commercer des information, des histoires, des souvenirs, du savoir-faire, des vivres, des outils, peut-être des armes. L'intention de départ était probablement axée sur la survie, mais il s'agissait bien d'une première étape sur la longue route vers les marchés modernes.

Lente évolution de l'économie de redistribution vers l'économie de marché dans l'Antiquité

Vers 4000 av. J.-C., l'économie de redistribution dominait, quand les marchés étaient restreints. Ce système de redistribution était imposé

par les nobles et les prêtres. D'une certaine manière, il était hérité de l'organisation tribale.

Dans les millénaires suivants, donc au long de l'âge du bronze, l'économie évoluait d'un système de redistribution, vers un mélange de redistribution royale et de marchés hors contrôle des autorités.

Trois raisons expliquent cette évolution vers le commerce et les échanges au sein des marchés. Cependant, le manque de preuves historiques brouille l'ordre d'importance des mobiles de l'intrusion des marchés dans le monopole de l'économie de redistribution.

La première raison de l'essor des marchés est liée au commerce des produits de luxe étrangers avec la bénédiction des autorités, qui étaient friandes de bijoux précieux, ou même d'opium. Les nobles et les hauts fonctionnaires exerçaient eux-mêmes le commerce de luxe afin de redistribuer ces objets rares entre eux-mêmes. Avec le temps, les classes urbaines développaient leurs propres activités comme négociants ou commerçants. Les classes urbaines gagnaient ce droit soit par pression politique, soit par une meilleure gestion du commerce, soit parce que les autorités n'ont pas su contrôler le commerce de luxe facilement caché sous la tunique, ou soit par une combinaison de ces raisons.

La deuxième raison est liée à la croissance de la population urbaine au cours de l'âge du bronze. Dans des villes en expansion, une classe urbaine composée d'artisans et de scribes est apparue. Cette classe urbaine s'est séparée des groupes pré-existants de cultivateurs, bergers, prêtres ou nobles. Les scribes contrôlaient le système de redistribution, tandis que les artisans fournissaient les classes supérieures en art, produits de luxe ou vêtements raffinés. Avec l'administration des villes en expansion, et avec la demande de fonctionnaires qualifiés, les autorités renonçaient à épier les hauts fonctionnaires. De fait, les rois et les prêtres exerçaient rarement un contrôle absolu sur la production, la taxation et la redistribution, même dans les sociétés les plus autoritaires ou hiérarchiques, car les gens parvenaient à camoufler une partie de leur production de la taxation totale. Les autorités ne pouvaient pas toujours recueillir entièrement une production si facilement dissimulée dans des villes ou des territoires trop grands. Avec ce contrôle relâché ou délégué, les marchés pouvaient se développer dans les murs des villes, au bénéfice des principaux agents économiques, en marge du système de taxation-

redistribution. Les villes n'étaient plus seulement des centres de redistribution, mais aussi de commerce.

La troisième raison du développement des marchés peut se trouver dans l'échange des excédents. Les gens pouvaient échanger leurs excédents au marché, en marge de l'économie de redistribution. Avec le commerce longue distance, les terres lointaines profitaient d'un avantage technique local comme une mine de cuivre, un marais salant, une rivière poissonneuse, un champ fertile ou de nouveaux outils développés autour d'idées originales. Le poisson salé de la côte lointaine pouvait être échangé contre les outils de cuivre du village, ce qui permettait aux agriculteurs de manger du poisson, de garder assez de grain pour survivre à la sécheresse, et de semer à la prochaine récolte.

Valeurs des échanges

Influence des autorités sur la valeur des biens

Dans les tribus préhistoriques, les valeurs des biens avaient peu de sens. Les membres de la tribu fabriquaient des chaussures pour celui qui en avait besoin. Les échanges avec le monde extérieur étaient rares. Aucun besoin de quantifier ou comptabiliser les biens.

Au fil des millénaires, des tribus se regroupaient en villages puis en villes de l'Euphrate au Nil. À l'intérieur des cités-états en expansion, il est plausible que le comportement des citadins ait évolué par la distance entre eux.

Les autorités voulaient aussi une imposition cohérente entre les parts apportées par les paysans, en comparant quantité et qualité des contributions. Ensuite, les citadins comparaient jalousement entre voisins la taille des parts taxées ou redistribuées, en particulier entre élites armées, plutôt que parmi les esclaves soumis. Les scribes, élites administratives, prêtres ou nobles, même les paysans exigeaient une ration décente redistribuée par les autorités.

La comparaison poussait à la comptabilité et incitait les autorités à promouvoir certaines mesures pour gérer l'économie de redistribution. Ces mesures étaient également nécessaires par l'accroissement de la

population, qui rendait la gestion de cette économie de redistribution plus complexe. Ces mesures incluaient :

• les premiers écrits pour enregistrer les quantités taxées et redistribuées.

• des mesures calibrées de poids royal, de pied, de pouce ou d'avant-bras.

• des équivalences de taxes : une corbeille de fruits valait autant qu'un certain poids dans le grain, etc. selon des parités par décision royale.

L'Histoire a commencé avec l'invention de l'écriture vers 3500 av. J.-C. quand les Cités-États sont devenus trop larges pour mémoriser chaque transaction de la taxation-redistribution. C'est un fait : l'invention de l'écriture est liée à des facteurs économiques lorsque les villes se sont efforcés de promouvoir l'équité afin d'apaiser les tensions entre leurs nombreux membres.

Valeur des échanges aussi selon négociations et marchandages

Même si les rois et les gouvernements ont joué un rôle important pour établir mesures et valeurs, les historiens rejettent leur influence exclusive pour fixer les valeurs arbitraires des biens par rapport à d'autres. Comme l'Antiquité évoluait de la redistribution vers les marchés, la valeur autoritaire des marchandises allait être supplantée par l'autre l'influence des valeurs : les marchés.

Dans les marchés, les négociations quantifiaient les échanges de biens. Vendeurs et acheteurs s'accordaient sur la valeur relative des objets échangés après négociations. Chacun avait ses critères pour estimer les valeurs et s'entendre sur les volumes à échanger. Vendeurs et acheteurs avaient de nombreux arguments pour justifier une valeur d'échange plus favorable.

Premier argument : l'utilité était une estimation valide pour négocier. Par exemple, si 10 fagots de bois fumaient 200 livres de poisson, et si 40 livres de sel conservaient également 200 livres de poisson, alors en comparant les deux, le paysan pouvait convenir d'échanger 10 fagots de bois contre 40 livres de sel. Chacun mémorisait ces valeurs liées au fagot de bois ou au sac de sel, car ces valeurs pouvaient être remémorées dans des négociations ultérieures.

Deuxième argument : la durée du travail. Par exemple, si une journée en forêt était nécessaire pour ramasser 10 fagots de bois, la journée de travail valait 40 livres de sel, selon la comparaison précédente. Donc, si une journée de pêche ramenait 200 livres de poisson, alors 200 livres de poisson frais valaient 10 fagots de bois ou 40 livres de sel. Ces efforts et les valeurs étaient mis en avant dans les négociations, et dix livres de poisson valaient deux livres de sel, pas trois, sans d'autres explications.

Troisième argument : la disponibilité au marché, qui variait au long des saisons sèches ou pluvieuses, selon l'affluence au marché, ou selon les quantités exposées sur les étals. Les valeurs fluctuaient avec les négociations entre l'« ***offre*** » des marchandises présentées dans les magasins et entre la « ***demande*** » des clients qui se promenaient dans les marchés. Toute variation de l'offre et de la demande influençait la valeur des biens. En toute liberté, n'importe qui pouvait approuver une valeur ou attendre la clôture du marché et la liquidation des inventaires périssables – s'il en restait – pour une croûte de pain. Toute personne était libre de refuser la valeur demandée pour le poisson, si son estomac n'était pas vide. Abondance ou pénurie, bonnes ou mauvaises récoltes étaient décisives dans le marchandage des valeurs. Les niveaux des stocks et de l'urgence des besoins influençaient valeurs et quantités échangées.

Quatrième argument : les marchés distants ou étrangers pouvaient influencer les valeurs par les marchands ambulants, qui étaient spécialistes des valeurs sur les longues distances. Ces marchands étrangers, comme les Phéniciens, excellaient dans l'obtention d'une faible valeur ici pour une meilleure affaire là-bas. Dans les marchés locaux, les marchands n'acceptaient une valeur que si elle leur laissait une marge de profit dans les marchés lointains. Par exemple, ils achetaient un livre de poisson salé au bord de la mer avec l'espoir de la revendre avec profit au pied des montagnes. Au marché local, le marchand de poisson se renseignait sur les bonnes pêches. Au marché éloigné, le même marchand

savait que le poisson salé était échangé contre une bonne quantité de bois. Estimer une valeur postérieure n'était jamais évident ; c'était même un art ou une science en soi pour les producteurs, consommateurs et marchands. Pour anticiper les fluctuations des valeurs, les commerçants devaient garder en mémoire les saisons, les habitudes, les besoins, les spécificités des marchés locaux, mais aussi les valeurs arbitraires des systèmes de taxation-redistribution en Égypte ou à Babylone.

Probablement, l'économie des échanges au marché influençait les valeurs autoritaires de la taxation-redistribution des céréales ou du bronze. Vice-versa, les marchés étaient eux-mêmes influencés par les valeurs autoritaires, au travers du commerce avec les communautés étrangères sous l'emprise de différentes réglementations royales. En fin de compte, la valeur des biens était une synthèse des réglementations des autorités et des valeurs d'échange au marché entre populations locales et commerçants étrangers.

Compter en biens-intermédiaires

Échanges contre biens-intermédiaires dès le néolithique

Pour les activités rudimentaires d'échange et de commerce, le troc, donc les biens échangés directement contre d'autres produits désirés, n'était pas la seule façon de concevoir les échanges ou le commerce.

De fait, les propriétaires de marchandises ne pouvaient pas toujours obtenir le bien désiré lors d'un échange au marché, car il n'était pas disponible chaque jour. Cependant, les propriétaires de biens pouvaient toujours échanger leurs marchandises, non pas directement contre les produits désirés, mais plutôt contre un « ***bien-intermédiaire*** » pouvant être réutilisé lors d'une transaction ultérieure, contre le bien désiré.

La première raison d'un échange de biens contre des biens-intermédiaires était d'augmenter la désirabilité de sa possession. De fait, les principales caractéristiques de ce genre de biens-intermédiaires étaient d'être fort demandé et d'être impérissable, ce qui leur permettait d'être acceptés en contrepartie d'une transaction ultérieure.

Un « sac de sel » était un exemple de bien-intermédiaire. Un sac de sel pouvait certainement être échangé plus tard au marché contre les biens nécessaires, car le besoin de sel pour conserver viande ou poisson

garantissait la demande constante de sel. D'ailleurs, les restes de ces pratiques existent dans le vocabulaire français comme avec les mots « salaire » et « solde » qui proviennent du mot latin « sel ».

Les mégalithes marquaient peut-être l'appartenance de routes de commerce à une communauté. Le commerce du sel au néolithique expliquerait ainsi leur antécédence dans les zones côtières.

Dans l'Antiquité, d'autres biens-intermédiaires existaient à côté des sacs de sel. Tout ce qui préserve les aliments a été utilisé comme bien-intermédiaire, comme tout ce qui peut être utile à terme. Par exemple, le bois pour fumer les aliments, l'orge pour nourrir le bétail en hiver, les grains de blé conservés jusqu'au dernier moment avant d'être moulu en farine, les couteaux en pierre, les outils en métal, les barres de cuivre pour fabriquer des armes, le bétail comptés en têtes de vaches, buffles, chèvres, ou moutons. Cette dernière pratique se retrouve en français au travers du mot latin pour le bétail « pecus », qui a donné « pécuniaire ». Bien sûr, les unités de bétail n'étaient pas aussi flexibles que les sacs de sel comme bien-intermédiaire, car une fraction d'une vache devait être consommée rapidement après l'échange, quand un sac de sel pouvait être scinder facilement. En outre, la conservation du bétail nécessitait un accès aux pâturages.

Comme le sel, les cauris étaient utilisés comme monnaie. Ils étaient brillants, et rares à l'intérieure des terres. Ils ont circulé comme monnaie en Inde ou en Afrique pendant des siècles. Des quantités massives de cauris des Maldives ont même été introduites par les Européens en Afrique au temps du trafic d'esclaves. De nombreuses monnaies ont ainsi existé depuis des temps bien plus reculés que l'on peut le croire.

Simplifier les transactions

Une deuxième raison de l'utilisation des biens-intermédiaires dans le commerce, visait à simplifier les échanges triangulaires. Par exemple, X avait du poisson et voulait un filet de pêche. Y avait un filet et voulait une jarre d'olives. Z avait une jarre d'olives et recherchait du poisson.

Des biens-intermédiaires tels des sacs de sel facilitaient ces échanges triangulaires. Cette amélioration était conditionnée à la pré-accumulation de sacs de sel – ou d'autres biens-intermédiaires équivalents et comptés en sacs de sel – avant de s'engager dans des transactions de marché. Une telle mesure préparatoire établissait un moyen d'échange universellement reconnu. Au marché, X, Y et Z échangeaient leurs produits séparément contre des sacs de sel. Au cours d'une seconde négociation, ils échangeaient encore les sacs de sel pour obtenir les marchandises nécessaires.

Les échanges contre sacs de sel étaient rapides. En quelques instants, chaque partie avait négocié en sacs de sel. Avec un troc primitif, chacun devait passer par un marchandage sans fin, car X, Y et Z auraient dû courir de l'un à l'autre pour négocier l'échange d'un premier élément, tout en tenant compte de la valeur du second objet désiré. Le temps gagné au marché se traduisait par plus d'heures de travail disponible pour la production.

Postposer la dépense en épargnant les biens-intermédiaires

La troisième motivation de l'usage de biens-intermédiaires était leur durabilité. Par exemple, la durabilité des sacs de sel était connue. Les sacs de sel pouvaient être transportés et stockés dans un endroit sec, sans perdre leur qualité. Ces sacs de sel pouvaient être utilisés à tout moment pour saler le poisson frais ou la viande crue, et éviter leur pourrissement rapide.

Par leur durabilité, les sacs de sel avaient une valeur intrinsèque pour les échanges contre d'autres biens. Les sacs de sel étaient toujours prisés par les pêcheurs, les chasseurs, même les braconniers. Les sacs de sel étaient faciles à transporter, et ils pouvaient supporter les voyages vers les marchés intérieurs au pays, où les villageois appréciaient les sacs de sel pour saler la viande. À l'évidence, les propriétaires de marais salants avaient un avantage, parce que pêcheurs et chasseurs échangeaient rapidement leur production contre du sel.

Bien sûr, le poisson salé ou la viande fumée pouvaient être stockés à la place des sacs de sel, à la différence des fruits ou du lait frais. Ces aliments salés pouvaient nourrir la population en hiver. Cependant, en fonction de l'offre de poisson ou de viande, les sacs de sel eux-mêmes pouvaient représenter ultérieurement une meilleure contrepartie que le poisson salé ou la viande fumée. Les sacs de sel stockés pouvaient être échangés contre plus de biens pendant les jours d'abondance au marché. Le stockage temporairement de sacs de sel pouvait fournir plus de nourriture par la suite. En d'autres termes, les économies en sacs de sel permettaient d'optimiser les achats durant des circonstances plus favorables, au lieu de consommation immédiate lors d'une offre plus rare.

En conséquence, les sacs de sel étaient entassés en réserve – non pas la nourriture elle-même – pour assurer un meilleur échange ultérieur dans les marchés. Ils atténuaient la crainte de périodes de vaches maigres, et autorisaient à retarder l'achat jusqu'à réelle nécessité. Manger ou non ne dépendait plus exclusivement des récoltes, de la pêche, ou des réserves de poisson salé. Les estomacs pouvaient également être rassasiés par des transactions futures avec les réserves de sacs de sel sur les marchés. L'« ***épargne*** » en sac de sel réconfortait les hommes angoissés à l'idée d'une mauvaise récolte.

Prix en biens-intermédiaires pour compter et mémoriser les équivalences

Une quatrième raison pour le commerce en biens-intermédiaires était la mesure, la quantité ou le nombre de biens-intermédiaires pour obtenir d'autres biens. Un seul nombre de biens-intermédiaires caractérisait la valeur de chaque objet. Ce nombre est appelé le « ***prix*** » en unités de biens-intermédiaires, comme un prix mesuré en sacs de sel ou en têtes de bétail ou en boisseaux de grain.

Le prix simplifiait les comparaisons lors des négociations, sans devoir mémoriser chaque ratio entre différents biens, comme pour le troc. Les nombreuses valeurs relatives entre biens pouvaient être oubliées, remplacées par une simple référence directe en biens-intermédiaires. Seul était nécessaire le nombre de sacs de sel pour quantifier les échanges de chèvres, de jarres d'olives, ou d'amphores de vin. Les quantités ou prix en biens-intermédiaires étalonnaient les valeurs des échanges.

Ce prix était mémorisé pour les négociations lors des prochaines journées au marché. Il suffisait de se souvenir de ce simple « ***prix du marché*** » sans avoir de se rappeler une infinité de ratios tels que deux jarres d'olives valaient une amphore de vin, ou qu'un bœuf pouvait être échangé contre 5 chèvres, ou qu'un couteau équivalait un pot de poisson salé. Ainsi, payer 5 biens-intermédiaires n'était pas accepté si 4 réglaient l'affaire dans les mois précédents, sauf si explications.

Prix en biens-intermédiaires pour calculer le coût

La cinquième raison pour utiliser les prix en biens-intermédiaires est qu'ils clarifiaient la combinaison la moins chère des différentes transactions pour parvenir à une solution. Seuls les prix en sacs de sel pouvaient être facilement additionnés. Cette somme des prix de chaque composant donnait un « ***coût*** » final, qui pouvait également servir de référence pour un « prix de vente » par la suite.

Au contraire, le décompte des ratios des valeurs du troc rendait les comparaisons impossibles. Par exemple, transporter une cargaison de marchandises par mer et terre nécessitait de considérer des fagots de bois exigés par les bateliers avec des livres de poisson requises par le charretier, ce qui rendait toute comparaison déroutante.

Les prix comme indicateur de rareté

Une sixième justification pour l'utilisation des mécanismes de prix concerne l'influence du « ***signal-prix*** » dans les marchés. Une augmentation de la demande pour une marchandise particulière, telle que la corde de chanvre, entraîne normalement une hausse de son prix à mesure que le stock disponible commence à diminuer. De tels mouvements de prix agissent comme des signaux pour les fournisseurs afin d'augmenter la production ou pour d'autres cultivateurs de commencer à cultiver du chanvre, augmentant ainsi l'offre en réponse à la demande accrue.

Dans les premiers marchés, l'influence du signal-prix était probablement limitée. Au fil des millénaires, elle est devenue plus importante pour gérer l'offre et la demande. Fait remarquable, cette gestion des quantités à produire s'est réalisée sans administration pour déterminer d'éventuels quotas. De fait, les marchés se sont développés avec un système décentralisé qui voyait les individus produire et distribuer les ressources pour répondre aux besoins des consommateurs selon les signaux-prix.

Comptabilité du système de redistribution

Une septième raison pour utiliser les biens-intermédiaires était la comptabilité de la taxation-redistribution. En d'autres termes, l'économie de redistribution a probablement pressé à utiliser des biens-intermédiaires pour comptabiliser les transactions.

Au début de l'âge du bronze, l'utilisation de biens-intermédiaires pour la collecte par les autorités était limitée. L'imposition autoritaire était la règle. L'ensemble de la production était donc ponctionné, avant la redistribution autoritaire. Il y avait probablement peu d'intérêt pour l'équivalence entre les valeurs des biens collectés et redistribués parmi le peuple. Les gens n'étaient pas si libres, ou plutôt, ils avaient encore des liens communautaires et tribaux forts, les empêchant de contester leurs parts de contribution et redistribution.

Au fil de l'âge du bronze, la taxation totale a transitionné vers la taxation partielle lorsque le contrôle s'est assoupli dans les villes en expansion. La comptabilité de la taxation partielle et de la redistribution réservée aux administratifs et soldats était facilitée par les unités de biens-intermédiaires. Ainsi, une contribution en biens-intermédiaires

pouvait être acceptée comme équivalent d'autres marchandises. Enfin, une redistribution en biens-intermédiaires permettait aux gens d'échanger une partie de leur part redistribuée sur le marché local, même avec différents biens reçus, en se référant aux unités de biens-intermédiaires.

Bien sûr, les valeurs de taxation et redistribution peuvent avoir été influencées par les prix des marchés. L'influence peut avoir été réciproque. Les historiens débattent encore pour savoir si l'influence prédominante se trouve dans la taxation-redistribution ou plutôt dans les marchés, comme suggéré précédemment.

Besoin de prêts

Une huitième raison pour utiliser des biens-intermédiaires, en particulier en parallèle à l'économie de redistribution, était qu'un individu pouvait demander une avance sur sa future ration. Il se justifiait, par exemple, par son besoin de payer les travailleurs agricoles saisonniers avant la récolte.

Les prêtres, souvent en charge de la collecte dans le système de redistribution, pouvaient lui avancer une certaine quantité à déduire de la redistribution par la suite. Les prêtres pouvaient accorder de tels « ***prêts*** » à partir de leurs réserves déjà collectées dans les temples. Les prêtres pouvaient également réclamer un intérêt sur le prêt. En accordant ces prêts, les prêtres répondaient doublement à leur vocation : ils s'attiraient la reconnaissance de leurs contemporains, et ils contribuaient à la gloire des dieux par les bénéfices sur les revenus issus des intérêts.

Des preuves archéologiques de 3000 av. J.-C. témoignent de ces prêts. Les premiers prêts étaient accordés en grain, qui était un bien-intermédiaire généralisé, facilement utilisé en paiement pour d'autres biens disponibles au marché local.

Sous le régime rigide des pharaons, l'Égypte a laissé de nombreux monuments, comme les pyramides, qui ont été construits en partie pour conjurer l'oisiveté pendant les mois d'inondations du Nil.

La plus souple Mésopotamie, n'a pas laissé de bâtiments grandioses, mais elle reste le berceau de l'écriture, des mathématiques... et des prêts de banque. Le patrimoine légué par la Mésopotamie est peut-être plus important que celui de l'Égypte.

Biens-intermédiaires propagés par les codes légaux

Profitant de l'invention de l'écriture, les rois imposaient des codes avec des principes du droit et de justice, sous la forme de règles à respecter et de sanctions en cas de faute. Le code le plus ancien trouvé par des archéologues a été gravé sur une stèle vers 2400 av. J.-C. Le plus célèbre d'entre eux reste le « code d'Hammourabi» daté de 1750 av. J.-C.

Ces codes ne réglementaient pas seulement les interactions sociales, mais aussi les transactions de taxation, redistribution, compensation, même les charges d'intérêt sur les prêts, souvent pour éviter les abus.

Pour simplifier les quantités des transactions, ces codes évaluaient des biens secondaires en référence à un bien-intermédiaire principal sélectionné comme unité pivot des valeurs. Autour de l'unité du bien-intermédiaire pivot, les codes simplifiait la quantification des salaires, indemnités, amendes, impôts sur la production, ou autres contributions, toutes évaluées en un certain nombre d'unités du bien-intermédiaire pivot. Ainsi, si une vache valait 20 unités du bien-intermédiaire pivot, et une corde de 100 pieds valait 10 unités, alors deux cordes équivalait à une vache pour contribuer à la taxe ou payer la pénalité de 20 unités.

Le grain était souvent ce bien-intermédiaire pivot, en particulier en Égypte. Tout équivalent en produits secondaires pouvait également régler les transactions stipulées en boisseaux de grain dans le code. En Mésopotamie, la même logique était appliquée, mais en référence à l'once d'argent comme bien-intermédiaire pivot.

Les pharaons et les rois couvraient leurs coûts administratifs et les soldes de leurs armées en redistribuant le grain ou même d'autres biens secondaires. Toutes les quantités de ces opérations se comptaient en unités du bien-intermédiaire central ou pivot tel le grain.

Avec leur salaire en biens-intermédiaires ou équivalents, les soldats et les fonctionnaires pouvaient échanger des biens désirés contre du grain, contre des onces d'argent ou contre des biens secondaires qui leurs avaient été redistribués. En d'autres termes, ils pouvaient acheter des biens de consommation sur le marché et les payer en unités de biens-intermédiaires.

Le grain ou les onces d'argent redistribués étaient bien accueillis par les marchands locaux. Ils pouvaient eux-mêmes utiliser ces biens-intermédiaires dans le commerce local. Ils pouvaient aussi les conserver et les utiliser pour payer la charge fiscale future réclamée par les autorités. Ils pouvaient encore échanger leur grain ou once d'argent contre des biens exotiques des marchands étrangers, qui recherchaient toujours du grain pour nourrir les populations éloignées, mais ils préféraient l'argent plus transportable, et dont la demande était assurée par la fabrication des bijoux et ornement royaux.

Probablement, la valeur de chaque bien faisait référence aux quantités de céréales ou d'argent indiquées dans le code royal de l'économie de redistribution, autant qu'elle était influencée par les valeurs des transactions dans les marchés, comme déjà expliqué. Réciproquement, les quantités du système de taxation-redistribution étaient influencées par les valeurs du poids du grain ou de l'argent qui se pratiquaient au marché.

En fin de compte, l'utilisation de biens-intermédiaires pivots tels que les céréales ou l'once d'argent s'est propagée par deux raisons interconnectées. Premièrement, pour simplifier les codes de lois, qui chiffraient les transactions telles que la taxation, la redistribution ou les sanctions. Deuxièmement, pour faciliter la quantification de l'offre et de la demande au marché.

Stèle d'Hammourabi trônant au-dessus de son code gravé pour réguler actions et transactions. Dans son empire, il a instauré un régime de lois, plus que de terreur et pillage des Cités conquises. Ces lois portaient notamment sur la taxation-redistribution, avec peut-être du commerce toléré en marge de la redistribution.

Certains historiens estiment que l'économie de redistribution était antérieure à l'économie de marché. Selon eux, la taxation-redistribution était la norme quand les marchés n'étaient qu'embryonniques et rudimentaires, car ils fonctionnaient sans véritable monnaie (en ignorant les biens-intermédiaires !?).

Ces mêmes historiens ne rejettent pas l'existence des marchés pour autant, mais ils négligent leur influence, quant à la naissance de la monnaie et à la formation des prix. D'autres historiens contestent leur conclusion trop partiale.

Le bien-intermédiaire appelé scientifiquement « proto-monnaie »

Les biens-intermédiaires facilitaient les échanges locaux ou extérieurs au royaume en permettant comptage rapide, comptabilité, pouvoir libératoire (paiement final sans solde), épargne, et prêt. Ils aidaient à la fois imposition et redistribution, mais aussi échanges sur les marchés, qui contribuaient chacun à la naissance de la comptabilité, et donc aux premières formes d'écriture.

L'utilisation de biens-intermédiaires a pu être répandue autant par l'économie de redistribution que par les marchés en marge de la taxation-redistribution. Les sacs de sel et autres biens-intermédiaires accompagnaient ainsi la progression des marchés au cours des millénaires. Ainsi, les marchandises n'ont peut-être pas souvent été directement troquées contre d'autres biens, comme de l'huile contre du poisson. À la place, les amphores d'huile étaient échangées indirectement contre des biens-intermédiaires du genre sacs de sel ou boisseaux de grain qui étaient échangés à leur tour contre un lot de poissons.

Depuis le néolithique et durant les premiers millénaires de l'Antiquité, le troc pur, donc l'échange direct contre les biens recherchés, a probablement disparu des marchés et même de l'économie de redistribution. Le troc pur a progressivement été remplacé par des échanges contre des sacs de sel ou d'autres biens-intermédiaires.

Plutôt que de parler de biens-intermédiaires, d'autres auteurs préfèrent évoquer la « ***monnaie marchandise*** » ou la « ***proto-monnaie*** », comme des formes précoces de la monnaie. Ces dernières terminologies déconcertent la plupart des lecteurs par la mystérieuse notion de « monnaie ».

Dans ce livre, le « bien-intermédiaire » remplace les termes ambigus de monnaie-marchandise ou de proto-monnaie. Les biens-intermédiaires seront utilisés dans les pages suivantes, qui introduiront la notion de « monnaie ». La nuance entre bien-intermédiaire et monnaie est subtile, et nécessite une explication progressive. La distinction entre les deux définitions est spécifique à ce livre, qui vise plus à comprendre la monnaie et l'économie à travers l'Histoire, plutôt qu'à un amas de détails historiques sur la monnaie.

Vers le bien-intermédiaire de l'once d'argent

Rejet des biens-intermédiaires non fiables

Le sel était un bien-intermédiaire parmi d'autres. Il n'était pas le plus populaire, par sa valeur instable. Tout le monde savait que les producteurs de sel pouvaient accroître leur production du jour au lendemain. Dans ce cas, la valeur de sel diminuerait par rapport à d'autres biens, car les vendeurs négocieraient leurs produits contre plus de sel, en voyant le sel inonder le marché.

Au marché, les gens savaient qu'ils ne pouvaient pas stocker leur sel indéfiniment. Aucun propriétaire de biens n'échangeait l'entièreté de sa production contre du sel qui pouvait être dévalué en cas de surproduction de sel. La valeur des sacs de sel n'était pas sûre pour les échanges à long terme, seulement pour les transactions à court terme. Les marchands ne mémorisaient jamais aveuglément les prix en livres de sel

ou épargnaient du sel sur le long terme. Le sel était seulement un bien-intermédiaire temporaire, jamais épargné sur une longue période.

Dans l'Antiquité, les commerçants devaient dénicher un bien-intermédiaire sûr, donc avec une utilité intrinsèque incontestable et plus difficile à produire. Ce bien-intermédiaire devait régler les paiements en garantissant une valeur préservée sur le long terme. Ce bien-intermédiaire devait circuler rapidement, sans réévaluation systématiquement de sa valeur ou de son utilité intrinsèque. Bien sûr, les métaux précieux étaient le choix parfait pour ce type de bien-intermédiaire éternel.

L'or et l'argent, biens appréciés

La valeur de l'argent et de l'or a des racines profondes. L'or et l'argent ont toujours fasciné les hommes en réfléchissant mystiquement la lumière avec la couleur du Soleil ou de la Lune. Les bijoux en or et en argent était esthétique, durable, inaltérable. Ils ne ternissaient pas en contact avec la sueur, ni n'irritaient pas la peau, ne s'oxydaient pas ou ne rouillaient pas. L'or et l'argent se distinguaient par leur rareté naturelle et par le respect des efforts de la part du mineur jusqu'à l'orfèvre. En effet, ces métaux étaient souvent importés de mines lointaines. De plus, les mineurs s'épuisaient à excaver des pépites hors de montagnes de minerai. Les minerais d'or et d'argent devaient être lavés avec des milliers de seaux d'eau, avant d'être fondus dans des fours nécessitant de brûler des paquets de bois. L'orpaillage n'était pas non plus une sinécure. La valeur de ces métaux était élevée aux yeux des gens et de leurs dirigeants. Ces métaux ont été ainsi étiquetés comme rares ou « précieux ».

Les rois et les prêtres les utilisaient pour leurs couronnes d'or ou ornements en argent, afin d'asséner leur magnificence et leur pouvoir de persuasion sur leurs sujets serviles. Les serviles congénères du royaume ou du temple révéraient une couronne en or sur le crâne. Ornements somptueux et clinquants d'or ou d'argent étaient des symboles vénérés et associés à la richesse et au pouvoir. Les rois et les prêtres récompensaient les plus fidèles en leur passant des médailles dorées ou argentées autour du cou. Les rois et les prêtres, en mal de persuasion de leurs sujets, recherchaient avidement ces métaux nobles, ce qui garantissait leur valeur par rapport à d'autres biens communs.

Les rois et les prêtres payaient même les parts de la redistribution en onces d'or ou d'argent, en particulier aux élites nobles, religieuses et

administratives. Ces mêmes élites pouvaient échanger ces onces d'or ou d'argent contre d'autres biens au marché, ou les utiliser pour payer la prochaine imposition au temple au sein de l'économie de taxation-redistribution.

Pour faciliter l'évaluation des lingots, les autorités poinçonnaient leur sceau royal pour certifier le poids d'or ou d'argent et la finesse du métal précieux. Le sceau attestait le poids et surtout la pureté garantie sans composés en zinc ou cuivre. Une finesse et un poids certains assuraient la liquidité de ces biens-intermédiaires.

Lingots d'or et d'argent dans le commerce

De la Mésopotamie et l'Égypte, les lingots précieux étaient évalués au poids. Ces métaux nobles étaient des biens-intermédiaires appréciés pour la taxation, la redistribution, les échanges et les prêts. Or et argent étaient prisés par les élites, car peu susceptibles de proliférer par leur rareté naturelle, au contraire du sel. En outre, les métaux nobles étaient transportés facilement et leurs prix ne fluctuaient pas selon les saisons, comme pour le grain. Cette stabilité en faisait un premier choix d'unité centrale des valeurs dans les marchés autant que dans l'économie de redistribution.

Au IIe millénaire av. J.-C., les marchands étrangers contribuaient au succès d'onces d'or et d'argent comme biens-intermédiaires. Selon les sources historiques, les Phéniciens acceptaient des lingots comme paiements sur les marchés. Ces marchands les appréciaient car ils étaient inertes, inaltérables, quantifiables, et manipulables par leur grande valeur pour un volume compact, surtout pour les transactions éloignées. Du Moyen-Orient à la Méditerranée, les marchands parcouraient de longues distances. Ils ne pouvaient transporter un lourd paiement en bronze ; ils préféraient la valeur équivalente d'un petit lingot d'or. La fièvre de l'or et l'argent ne faiblissait jamais. Avec les marchands, l'utilisation de métaux nobles comme biens-intermédiaires voyageait à travers la Méditerranée. Par exemple, les Grecs l'adoptaient après 1000 av. J.-C.

La demande d'or a toujours été liée aux splendeurs créées par les orfèvres. Mycènes, XVIe siècle av. J.-C.

L'once d'argent, principale référence de valeur des codes

Après 2000 av. J.-C., notamment en Mésopotamie, l'argent éclipsait le grain ou même l'or comme l'unité centrale de valeur dans les codes. L'argent devenait le bien-intermédiaire préférée comme référence pivot entre les équivalences des autres marchandises, plus que le sel ou le grain, pour régler les opérations définies dans les codes de loi, ou pour solder les transactions dans les marchés.

L'or, pour sa part, était trop rare pour régler toutes les transactions des codes de loi ou sur les marchés. L'or était réservé pour les transactions de grande valeur tels le commerce de luxe ou de grande quantité avec les marchands étrangers.

L'argent, moins rare que l'or, était préféré comme somme avancée pour les prêts. L'argent remplaçait le grain pour les prêts parce qu'il ne pourrissait pas comme le grain. Cette raison jouait aussi en faveur de l'argent pour remplacer progressivement le grain en tant qu'unité centrale de valeur dans les codes de l'économie de redistribution.

Par exemple, vers 1930 av. J.-C. – deux siècles avant Hammourabi – le code du roi Eshnunna de Mésopotamie du Nord prévoyait une rémunération d'une « mina » d'argent (± 500 grammes) dans le cas d'une morsure de nez. Une amende de 10 shekels d'argent, soit un sixième de la sanction précédente, punissait une gifle au visage. Également, une tablette d'argile du IIe millénaire av. J.-C. stipulait que l'argent était préféré pour un prêt accordé par un temple, comme pour son remboursement après la récolte.

L'once d'argent et les caractéristiques de la monnaie

L'once d'argent évoluait lentement pour être plus qu'un simple bien-intermédiaire. L'argent avait certainement les caractéristiques d'un bien-intermédiaire, comme accélérateur des échanges triangulaires au marché, comme unité de valeur pour quantifier les volumes d'échange et simplifier la comptabilité de la taxation-redistribution, et comme garant des valeurs des prêts.

Cependant, l'once d'argent avait d'autres caractéristiques qui la définissaient comme « ***monnaie*** » plus que comme bien-intermédiaire.

Une première caractéristique de la monnaie est d'être manipulée par l'ensemble de la population, dans le commerce, et avec une large acceptation en paiement. En d'autres termes, la monnaie est un bien-intermédiaire utilisé par la plupart, et pas seulement par les nobles pour quelques transactions.

Selon cette caractéristique, l'once d'argent tendait progressivement vers une forme de monnaie en Mésopotamie, où l'argent avait évincé les autres biens-intermédiaires pour régler les transactions. La population mesurait de plus en plus les valeurs en onces d'argent pour échanger des marchandises directement avec d'autres marchandises, peut-être même sans utiliser systématiquement un intermédiaire monétaire en argent pour régler les transactions.

Une deuxième caractéristique de la monnaie est une circulation fluide, en passant rapidement de main en main. La monnaie devenait ainsi une simple unité de mesure des prix, un intermédiaire abstrait dont l'origine de la valeur avait presque été oubliée, une valeur nominale pour compter, un instrument pour régler les paiements, un outil pour épargner pour l'avenir.

Des lingots d'argent commençaient à circuler comme monnaie, dont les qualités intrinsèques ne diminuaient jamais, contrairement aux livres de sel et à d'autres marchandises périssables.

En réalité, cette mutation du bien-intermédiaire jusqu'à la monnaie pure a duré pendant des millénaires. Une telle transition s'est étalée dans le temps pour se répandre à l'ensemble de la population. Le troc de biens et les biens-intermédiaires étaient progressivement remplacés par le commerce en monnaie avec vente et achat.

Les prochains chapitres détailleront cette transition vers une économie d'échanges dans les marchés en dehors du contrôle royal. Et, les

instruments monétaires ont catalysé cette longue transformation, ce conflit universel entre la taxation-redistribution royale et les entreprises individuelles. Cette mutation s'est produite dans tous les royaumes, mais à un rythme différent d'un pays à l'autre. Par exemple, ce chapitre se termine autour du VIIe siècle av. J.-C., quand Babylone avait une économie plus mixte et moins rigide que l'Égypte de la même période.

Cette évolution impliquera d'autres aspects de l'origine de la valeur de la monnaie. En effet, la monnaie a été défini non seulement par les marchés, le commerce, l'économie de redistribution, mais aussi par l'étape finale : avec les banques, à la suite d'un autre développement monétaire : les pièces de monnaie.

Au cours des millénaires, la monnaie n'a pas cessé de s'éloigner de la caractéristique utilitaire du bien-intermédiaire. La notion de monnaie devenait moins palpable. Lentement, le concept de la monnaie a été incompris, diabolisé, et a conduit à des dérives et abus monétaires répétés. La mutation des biens-intermédiaires (tels que le sel dans l'image) en monnaie n'a été achevée qu'au cours du XXe siècle avec la monnaie symbolique sous forme de pièces de monnaie de cupronickel sans valeur intrinsèque, et de billets de simple papier. La monnaie est alors devenue un étalon abstrait, un simple outil pour les paiements, inutilisables en soi, contrairement aux sacs de sel.

Coïncidence :

Biens-intermédiaires, monnaie et Antiquité

Le conflit fait toujours rage entre les « primitivistes » et les « modernistes » au sujet des premiers millénaires de l'Antiquité. Les rares preuves archéologiques disponibles n'ont pas clôturé les débats.

Les primitivistes affirment qu'il n'y avait pas de monnaie et peu de marchés, mais surtout une administration centrale qui collectait la production, et gérait la redistribution à chacun. Vers le milieu du XXe siècle, des historiens comme Karl Polanyi ou Moses Finley ont souligné que la société n'était pas initialement axée sur les marchés, mais agissait d'une manière plus « primitive » que durant les siècles suivants. Ce n'est que plus tard que l'Antiquité s'est recentrée sur les marchés, avec l'agora de la Grèce antique, selon Polanyi. Les peuples de l'Antiquité ont été entraînés dans cette direction sous différentes influences, notamment sous la direction des classes supérieures, selon ces chercheurs. Certes, Polanyi et Finley ont été traumatisés par les années 1920 exubérantes et déréglementées, jusqu'au krach boursier de 1929 et la Grande Dépression des années 1930, qui a contribué à l'éclatement de la Deuxième Guerre Mondiale. Comme beaucoup d'intellectuels d'après-guerre, ils étaient des penseurs de gauche avec des aspirations vers une société plus réglementée.

Les modernistes ont gagné du terrain sur les primitivistes plus récemment. Les modernistes font valoir que les primitivistes avaient peu de preuves archéologiques pour étayer leur thèse, et qu'il n'y a aucune preuve de l'absence de marchés parmi les classes inférieures. Le manque de preuves archéologiques en faveur de ces marchés n'est pas un argument valable pour les ignorer complètement, surtout quand l'écriture cunéiforme ou les hiéroglyphes n'étaient pas une préoccupation des gens ordinaires et de leur économie clandestine. Les modernistes ajoutent que l'absence de marchés n'était pas pratique pour les échanges d'excédents.

Les modernistes voient les marchés exister dans les villes du début de l'Antiquité, comme dans les sociétés « modernes ». Implicitement, les hommes avaient un penchant pour les marchés depuis l'aube de l'Antiquité, et que le partage ou la redistribution de style communiste était plutôt un comportement tribal du Paléolithique ou des campagnes du

néolithique, ou imposées par les autorités des villes du néolithique tardif et du début de l'Antiquité.

Néanmoins, ces deux écoles acceptent que les échanges se sont toujours produits, et que les marchés existaient probablement dès la fin du néolithique, au moins dans les villes, même si leur influence était marginale selon certains, ou significative selon d'autres. Tout le monde s'accorde aussi sur les sociétés postérieures qui vivaient dans un système mixte de taxation et redistribution gouvernementale (armées, infrastructures communes...) et de marchés privés (vente de biens et de services...). Par ailleurs, même dans les régimes communistes, le marché noir a existé ou existe encore.

Le commerce du néolithique peut être tracé, avec l'aide de techniques modernes, par les pierres d'obsidienne trouvés dans les fouilles archéologiques des tombes ou des villages exhumés. Et, ces pierres peuvent signaler des échanges, mais aussi la circulation possible de biens-intermédiaires ou de proto-monnaie. Également, d'autres découvertes archéologiques récentes révèlent l'existence du commerce plus tôt que pensé (Çatalhöyük, épave d'Uluburun, et d'autres sites).

Les biens-intermédiaires, c'est-à-dire les proto-monnaies, se conçoivent dès les premiers millénaires de l'Antiquité. Malgré peu de preuves historiques, on peut comprendre que les biens-intermédiaires peuvent avoir existé par leurs avantages, sans avoir été imposés par la classe supérieure. Après tout, il n'y a aucune preuve que les riches ont dû forcer le peuple à accepter des paiements en argent lors de la transition vers une économie plus ouverte au marché. Au lieu de cela, l'argent était happé par les riches. C'est aussi un peu court de dire qu'il n'y avait pas de monnaie dans les classes inférieures du début de l'Antiquité, ou qu'il n'y avait pas de monnaie du tout, ou que seule la monnaie était les pièces de monnaie. Les biens-intermédiaires peuvent avoir circulé et contribué de manière significative à l'évolution de l'Histoire, en simplifiant les marchés et l'écriture comptable.

Au bout du compte, les hommes se familiarisaient avec la taxation, la redistribution, l'échange, le commerce, les marchés, les biens-intermédiaires, ou les proto-monnaies. Ces notions sont apparues dans l'Antiquité, dans une chronologie impossible à déterminer, et pas si fondamentale pour ce livre qui vise à expliquer la monnaie à travers l'Histoire contée (ou comptée) en biens-intermédiaires de têtes de bétail du marché d'Uruk, ou en dollars dans le marché boursier de Wall Street.

Au premier millénaire av. J.-C., quand le Levant se remettait du mystérieux « effondrement de l'âge du bronze », les Phéniciens (actuel Liban) étendaient leur réseau commercial avec leurs chariots et leur flotte de bateaux ronds propulsés à la voile. Ils profitaient de leur situation géographique entre la Mésopotamie et l'Égypte. Par terre et mer, ils commerçaient papyrus, ivoire, ébène, ambre, chevaux, cuivre, or, argent, bijoux et pierres précieuses. Ils commerçaient également avec les caravanes de la péninsule arabique, qui transportaient l'encens local, mais aussi des épices de l'Inde et de la soie de Chine dès 1000 av. J.-C. Enfin, les Phéniciens exportaient leur propre production de lin, tissu pourpre, broderies, métaux, verrerie, faïence, vin, sel, poisson séché, bois de cèdre et de pin.

Les marchands étrangers – comme les Phéniciens sur la photo de cette pièce de monnaie détaillée dans le chapitre suivant – ont commercé des biens, des outils, voire des idées. Leur influence a fait tomber bien des tabous. Toutes les formes de commerce interne ou externe à une communauté, ville ou pays ont souvent marqué les sociétés visitées. Au contraire, toute société qui a rejeté les marchands a fréquemment périclité dans la dictature ou stagné dans l'isolement.

CHAPITRE 2
LES PIÈCES DE MONNAIE : CATALYSEUR DE L'ANTIQUITÉ

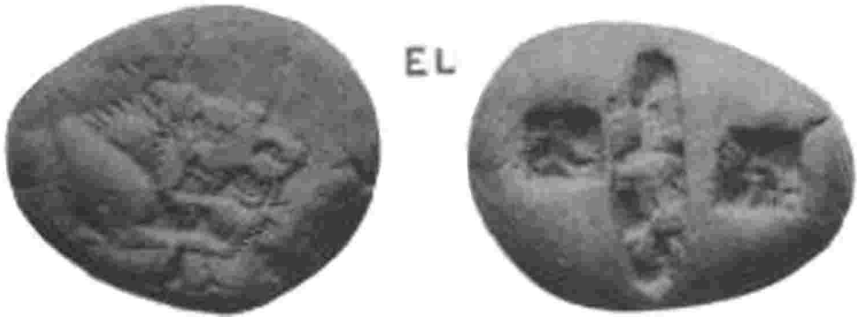
Pièces de monnaie au VIIe siècle av. J.-C.

De minuscules lingots frappés d'un sceau royal

Au VIIe siècle av. J.-C., les rois de Lydie (actuelle Turquie) avaient dû lorgner vers les lingots d'or et d'argent marqués d'un sceau. Selon les indices historiques, les Lydiens ont été les premiers à fondre de minuscules lingots estampillés d'un sceau royal qui en certifiait la légalité, voire le poids. Le nom du premier roi à avoir fondu ces minuscules lingots est inconnu. Les rois intégraient ou imposaient ces micro-lingots dans leur économie de redistribution. Les rois lydiens fabriquaient ces micro-lingots plutôt qu'il fondait de volumineux lingots, car une poignée de micro-lingots était certainement plus acceptée qu'un indivisible lingot. Les rois lydiens écoulaient ainsi plus aisément le métal d'électrum (alliage naturel d'or et d'argent) extrait de leurs fabuleuses mines ou du limon des rivières Pactole et Hermos.

Par la suite, ces micro-lingots ont reçu le nom de « ***pièces de monnaie*** ». Initialement, la fabrication des pièces de monnaie consistait à couler des gouttelettes d'or ou d'argent en fusion sur une plaque. Avec

les siècles, des rondelles étaient obtenues en coulant le métal en fusion dans un moule. Ensuite, un poinçon estampillait ces rondelles. Bien plus tard, un sceau a fini par couvrir l'entièreté de la face de la rondelle, puis l'avers comme le revers. Pour la « ***frappe*** », chaque rondelle était placée entre deux coins, sortes de matrices ou de poinçons. Le choc entre le marteau et l'enclume emboutissait alors la rondelle. Seuls des hommes costauds frappaient les pièces de monnaie. Avec l'énergie du choc, la rondelle prenait la marque des coins. La rondelle s'était transformée en une pièce de monnaie avec des gravures pour authentifier ses origines. Avec les millénaires, la frappe des pièces s'est affinée. Les rondelles ont fini par être découpées dans des plaques métalliques préalablement laminées. À la Renaissance, la presse à vis de l'imprimerie, la presse à rouleaux de laminage, et la force motrice de chevaux ont remplacé la frappe au marteau pour obtenir des pièces plus uniformes.



Statère de Lydie du début du VIe siècle, d'une apparence proche d'un petit lingot, et à la valeur liée à son poids. À l'époque, les gens les appelaient probablement « staters », car le mot générique pour la « monnaie » et la pièce de monnaie sont venus quelques siècles plus tard. « Monnaie » vient du mot latin « monere » qui se traduit par « avertir » pour signaler la valeur ou le poids du métal de la pièce de monnaie. À moins que l'étymologie du mot n'ait ses racines dans le palais de la Moneta de Rome., où l'atelier de fabrication des pièces s'est installé dès l'adoption de l'usage des pièces de monnaie à Rome. Ce palais avait reçu son nom en hommage aux oies du Capitole. Les oies avaient sauvé Rome en « avertissant » l'intrusion des Gaulois dans la ville.

Profit sur ces pièces de monnaie

Les pièces de monnaie d'électrum étaient avalisées pour leur valeur faciale selon les codes de l'économie de redistribution. L'économie de redistribution était encore bien en place. Cependant, la motivation de la frappe des pièces n'était pas seulement leur commodité pour l'économie de redistribution. La valeur faciale était surfaite par rapport à la valeur au poids de la pièce en métal précieux sur les marchés de l'économie des échanges entre contrées. Les autorités engrangeaient un gain réel par rapport aux valeurs des métaux pratiquées dans le commerce hors économie de redistribution. Pour faire avaler cette différence, des symboles religieux variés ont été frappés sur les pièces de monnaie pour en inciter l'accueil comme paiement.

Par contre, les commerçants étrangers acceptaient exclusivement les pièces de monnaie comme argent-métal au poids. L'époque était habituée à traiter avec des poids minuscules, selon la précision des poids des pièces de monnaie retrouvées par les archéologues.

L'influence du commerce étranger entrait aussi en ligne de compte quant à l'écart entre la valeur faciale des pièces et leur valeur au poids. La valeur au poids des pièces d'électrum était toujours comparable aux valeurs des lingots. Les rois de Lydie ne pouvaient exagérer leur ponction. Sinon les paiements en pièces de monnaie selon les valeurs codifiées étaient rejetés. Difficile de décréter une ponction excessive quand les producteurs et les commerçants risquaient de vendre en cachette contre des paiements plus avantageux. La répression n'a jamais su éradiquer l'économie informelle. D'autant plus que cette économie souterraine s'appuyait sur ces discrètes et incontrôlables pièces pour acquitter les paiements sous la table. Avec ces pièces, l'économie rigide de redistribution faisait un pas de plus vers l'économie libre de marché.

Pièces d'argent en Grèce au VIe siècle av. J.-C.

La Grèce connaissait déjà des quasi-pièces d'un format irrégulier dans la première moitié du I^e^ millénaire av. J.-C. Ces quasi-pièces étaient perçues au poids selon la quantité de fragments de pièces et de morceaux de lingots retrouvés par les archéologues dans les magots perdus et datés de l'époque de la propagation des pièces de monnaie. Et dès le VII-VIe siècle, l'usage de la pièce de monnaie est diffusé par les

commerçants lydiens aux pays voisins. L'expansion du modèle monétaire lydien a été rapide dans toute la Grèce.

Selon le modèle lydien, les nouvelles pièces grecques uniformes et frappées d'une valeur faciale étaient surévaluées par rapport au poids des quasi-pièces, des fragments et des lingots de métaux précieux dans le commerce. Dès lors, chaque cité veillait à faire circuler ses propres pièces pour plus de gain par surévaluation en poids. L'indépendance politique des cités-États s'affirmait aussi dans la frappe de pièces de monnaie. En conséquence, les pièces de monnaie ont circulé en Grèce sous des formes et des dénominations hétérogènes.

La Grèce avait des mines d'argent. C'est donc la pièce d'argent qui s'est répandue en Grèce. La pièce d'argent convenait également mieux pour des transactions d'un petit montant. Les pièces d'or, même minuscules, étaient d'une valeur disproportionnée. L'or était surtout thésaurisé sous forme de lingot dans la perspective de transactions importantes. Ces pièces convenaient mieux que les lingots pour les diverses opérations locales ou les rétributions légales, comme les soldes des militaires ou les paiements des fonctionnaires.

La propagation en Grèce de la frappe de pièces de monnaie ne s'explique pas seulement selon des motivations de profit, de commodité relative, ou d'influence du commerce étranger qui se satisfaisait de morceaux de lingots. Une pièce d'argent, même de dimensions réduites, représentait toujours un montant important pour le commerce intracommunautaire. Certaines nécessités philosophiques ont également motivé cet usage. Dès le VIe siècle, la naissance du droit, des poids et mesures, et de la démocratie en Grèce ne sont pas neutres par rapport à l'extension rapide de l'usage des pièces d'argent. Les philosophes réfléchissaient aux moyens d'appliquer les lois. L'usage de la pièce de monnaie était adéquat pour accompagner la transition d'une économie de redistribution royale vers une économie de marché démocratique. L'un des mots grecs pour désigner la monnaie, « nomisma », dérive d'ailleurs du mot pour désigner les lois, « nomos ». Pour profiter librement du commerce et des produits étrangers, les pièces étaient indubitablement plus indiquées pour les transactions. Les impulsions vers l'adoption de l'usage de la pièce de monnaie étaient ainsi économiques et philosophiques. Les historiens débattent encore de ces deux piliers de la propagation des pièces de monnaie.

Pièce d'argent au poids en Méditerranée

Les commerçants étrangers assimilaient les pièces à des petits lingots évalués au poids. Comme la Grèce commerçait avec ses colonies de Méditerranée, c'est surtout la pièce d'argent qui s'est répandue dans le monde antique. La pièce d'argent était aussi moins trouble que l'électrum lydien aux proportions d'or et d'argent incertaines. D'ailleurs, avant l'apparition des pièces, le lingot d'argent était déjà la monnaie la plus répandue pour le commerce entre pays. De fait, les pays du Moyen-Orient et de Méditerranée avaient souvent des mines d'argent, rarement des mines d'or et exceptionnellement des gisements d'électrum.

Bimétallisme en pièces d'or et d'argent au VIe siècle av. J.-C.

Dans le commerce avec l'étranger, les rois lydiens ne profitaient pas pleinement de la valeur des pièces d'électrum alliées d'or et d'argent. Dans les négociations des échanges, les commerçants tendaient à sous-évaluer l'indéterminable et contestable teneur en or, pourtant de plus forte valeur que l'argent. Les pièces à la coloration suspecte de l'électrum étaient considérées comme une masse d'argent en négligeant l'or contenu dans l'alliage. Les pièces d'électrum lydien étaient comparées sur une balance avec des pièces grecques d'argent ou des lingots d'argent fin.

Statère de Crésus en or pur pour remplacer avantageusement l'électrum au VIe siècle av. J.-C. En ce sens, la métallurgie a probablement contribué à la légende de la richesse de Crésus.

Au VIe siècle av. J.-C., la métallurgie des Lydiens parvenait à séparer l'or et l'argent de l'électrum dans une longue procédure de manipulations chimiques en four. Les rois de Lydie ont alors abandonné la frappe des pièces d'électrum. Le roi Crésus de Lydie a probablement été le

premier à produire des pièces d'or et d'argent fin à partir de son électrum. Son sceau sur les pièces de monnaie certifiait un titre fin d'or ou d'argent. Un simple pesage avec une balance suffisait à vérifier la quantité intrinsèque des pièces en métal fin, au contraire des alliages au titre incontrôlable. Les commerçants étrangers ne sous-évaluaient plus les pièces en métal pur comme ils le faisaient pour les pièces impures d'électrum. La Lydie profitait mieux de l'abondance de ses métaux précieux. Dès le règne de Crésus, seule la production de pièces d'or et d'argent fin et d'un poids strict a persisté.

Les codes de l'économie de redistribution déterminaient légalement la valeur des pièces en métaux précieux affinés pour le commerce entre lydiens. Chaque pièce d'or ou d'argent avait une valeur et un poids fixe précisé dans les lois. Un ratio légal existait entre les poids d'or et d'argent. Comme l'or avait une valeur plus forte que l'argent, une pièce d'or équivalait à un nombre défini de pièces d'argent divisionnaires. Ces pièces d'or et d'argent constituaient un « **système monétaire** » qui incluait les outils liés aux paiements, et qui était qualifié de « ***bimétallique*** ». Et le rapport fixe de conversion entre les pièces d'or et les pièces divisionnaires d'argent était le « ***ratio bimétallique*** » de change.

Pour un système viable, le roi maintenait le ratio par ses dépenses d'or ou d'argent dosées par les extractions afin de permettre une conversion en rue entre pièces d'or et pièces d'argent. Sans intervention royale, un système monétaire d'or et d'argent n'était d'ailleurs pas considéré comme bimétallique quand les pièces d'argent côtoyaient les pièces d'or avec un échange au poids fixé selon le bon vouloir versatile de la rue.

En Lydie, ce ratio bimétallique a été décrété à environ 1 poids d'or pour 10 poids d'argent. Comme la Perse a conquis la Lydie de Crésus, ce ratio bimétallique n'a pas duré longtemps.

Bimétallisme en Perse au VIe siècle av. J.-C.

Dès le VIe siècle av. J.-C., la Perse imitait le système bimétallique lydien. La Perse avait des mines d'or et d'argent à mettre en valeur par la frappe de pièces de monnaie. L'usage et la valeur des pièces de monnaie d'or et d'argent étaient prescrits légalement, comme le ratio fixe de conversion entre une once d'or et une dizaine d'onces d'argent. Avec ce ratio, un équilibre était atteint entre quantités de pièces d'or et d'argent en circulation pour satisfaire les besoins de conversion en rue. Les paie-

ments en pièces étaient toujours préférés au troc pénible et aux autres paiements contre des biens-intermédiaires périssables ou multipliables. Toutefois, le troc, peut-être référencé en or ou en argent-métal, côtoyait encore le commerce contre des pièces de monnaie. Le troc convenait toujours pour les transactions des besoins immédiats, tandis que les pièces étaient appréciées pour la thésaurisation.

L'empereur perse jouissait de l'exclusivité de la frappe de pièces d'or. Les délégués régionaux, les « satrapes », frappaient les pièces d'argent. Les autorités avaient le monopole des mines sur le territoire. Durant l'Antiquité, les gouvernants se sont toujours approprié les mines. Ainsi, l'empereur redistribuait, ou plutôt il payait les soldes de ses soldats et les charges de son administration en pièces d'or, tandis que les satrapes couvraient leurs dépenses avec leurs pièces d'argent.

L'Empire perse, premier empire durable de l'Histoire et première vaste entité politique organisée autour de la monnaie. La monnaie est-elle liée aux empires ? L'Empire perse aurait-il pu maintenir sa cohésion et ses armées sans la taxation en monnaie ? (Enluminure de Jean Fouquet, vers 1475 : Cyrus le Grand annonce aux Hébreux qu'ils sont libres.)

La Perse a haussé le ratio bimétallique lydien de 1:10 à 1:13,33. Des calculs astrologiques et religieux du cycle céleste ont servi de prétexte à cette hausse. Ainsi, non content de surévaluer la valeur des pièces par rapport à la valeur au poids du métal pour le commerce étranger, le ratio bimétallique surévaluait l'or à l'argent. L'empereur l'avait gonflé au profit de son or. Avec ce ratio rehaussé à 1:13,33, l'empereur a augmenté artificiellement la valeur de sa production d'or pour obtenir plus de biens consommables de son économie, avec moins de métal jaune.

Bien sûr, ce ratio légal surévalué en faveur de l'or ne s'appliquait qu'en Perse. Cependant, dans les pays voisins, le commerce avec la Perse jouait sur la valeur des pièces de monnaie en rapport à leur poids de métal précieux. Ainsi, en Grèce, le trafic avec la Perse a entraîné à la hausse le cours de l'or. L'once d'or est ainsi montée à une valeur 12 fois supérieure à l'once d'argent.

Pièces de monnaie au poids en Grèce

Propagation des pièces en Grèce au Ve siècle av. J.-C.

Durant le Ve siècle av. J.-C., l'usage de la pièce de monnaie se répandait dans les villes de Grèce, bien avant de circuler dans la vie tribale des villages. Les explications des prochaines pages se concentreront sur les villes.

Les pièces de monnaie convenaient mieux pour les transactions modiques quand un lingot représentait un montant élevé et indivisible. Au marché local, l'avantage de la valeur de référence des pièces de monnaie facilitait les échanges.

En parallèle, la demande des pièces d'or et d'argent croissait aussi pour satisfaire les besoins de thésaurisation. Dans l'embarras, les pièces de monnaie thésaurisées acquittaient les paiements de vivres plus avantageusement que n'importe quelle réserve de biens-intermédiaires. La thésaurisation renforçait le sentiment de sécurité avant de satisfaire la cupidité. Les nombreux magots exhumés par les archéologues illustrent également ce besoin de thésauriser en lingots et surtout en pièces de monnaie pour se rassurer en cas de détresse ou de maladie. Aussi, acheter a toujours été plus pratique ou pacifique que voler ou mettre à sac.

Pour ces raisons, les anciens avaient confiance dans la reconnaissance généralisée, la demande, et finalement la valeur des pièces de monnaie en métaux précieux. Dès leur apparition, les pièces avaient rapidement remplacé les lingots. À la fin du Ve siècle av. J.-C., la plupart des classes sociales avaient adopté l'usage de la pièce de monnaie, selon des témoignages littéraires. Le monde antique a ainsi monétisé l'essentiel de ses métaux précieux. Significativement moins de lingots que de pièces ont été exhumés par les archéologues hors des trésors datés après la moitié du IVe siècle av. J.-C. De tels magots sont repêchés au fond des mers, ou déterrés sans avoir été récupérés par leurs propriétaires assassinés dans les assauts de l'Histoire.

L'argent-métal n'était plus seulement une référence comptable selon les codes. Il devenait palpable dans les échanges. Les échanges en troc autrefois référencés en argent-métal se transformaient en commerce contre des pièces d'argent. Progressivement, les pièces de monnaie se transmutaient en une référence universelle et incontournable pour tout paiement.

La pièce athénienne frappée d'une chouette faisait la réputation de la cité. Pourtant à la fin de la guerre du Péloponnèse (405 av. J.-C.) et faute d'argent-métal dépensé pour payer soldats et alliés, Athènes avait frappé des disques de bronze plaqués d'argent qui étaient acceptés par les citoyens pour leur valeur faciale. Mais rejetées en dehors des murs de la cité, les pièces de bronze ont vite fini démonétisées. Ce n'est que quelques siècles plus tard que des pièces de bronze allaient réapparaître pour de bon et à grande échelle.

Financement des États axé sur les pièces de monnaie

Les Trésors des États obtenaient l'or et l'argent-métal nécessaires à la frappe des pièces par le monopole sur les mines. Les régions qui jouissaient d'un accès aux filons d'or et d'argent avaient d'ailleurs un avantage. Les rois et les empereurs ont également frappé des pièces d'or et d'argent à partir des butins des conquêtes et des tributs. Les Trésors s'appuyaient de plus en plus sur leur instance spécialisée en frappe de pièces de monnaie : la Monnaie ou l'« ***Hôtel de la Monnaie*** ». Ces deux institutions étaient bien sûr des apanages royaux.

Les Trésors des États collectaient également les pièces de monnaie par les offrandes aux temples ou par les impôts et les taxes, selon les principes ancestraux de l'économie de redistribution. La levée d'impôts sur les ressources ou les revenus en pièces était d'ailleurs plus fonctionnelle que la ponction « en nature » de biens périssables, même référencés en argent-métal. Raison supplémentaire pour les États d'encourager l'usage des pièces de monnaie.

Les Trésors injectaient les pièces dans l'économie par les soldes des armées et les dépenses royales. Les pièces satisfaisaient autant l'économie de redistribution par une fiscalité fonctionnelle, qu'elles étaient acceptées en paiements par l'économie de marché pour des transactions fluidisées et pour une thésaurisation d'une valeur inaltérable. Les pièces de monnaie contribuaient à perfectionner l'organisation de l'économie mixte de redistribution et de marché qui était en vigueur.

Pièces grecques standardisées au Ve siècle av. J.-C.

Au Ve siècle av. J.-C., peu de cités grecques avaient autant de poids commercial qu'Athènes avec son port, ses entrepôts et ses mines d'argent à proximité de ses murailles. Athènes avait aussi bénéficié du savoir métallurgique grec. Depuis le VIe siècle av. J.-C., les Grecs savaient séparer le plomb et l'argent du minerai local. L'existence de ces mines et de ces techniques métallurgiques n'était pas pour rien dans l'essor d'Athènes.

Athènes avec son poids économique a pressé les cités alliées et quasi rivales à ratifier bon gré mal gré une uniformisation du système monétaire. Les Athéniens ont forcé la main de leurs alliés à signer des accords sur les spécifications de poids et de formats des pièces de monnaie. Ce

standard « attique » définissait des pièces d'une valeur faciale identique à la valeur au poids d'argent-métal, sans plus de ponction en rapport à la valeur au poids des marchés étrangers. Les Grecs, et les Athéniens en premier, étaient des hommes libres qui ne souhaitaient pas s'entendre dicter une valeur des pièces pour le marché local qui différerait de la valeur des lingots des marchés étrangers ou des autres cités. Dans le cas contraire, les paiements en biens-intermédiaires, en lingots ou en pièces étrangères au poids étaient susceptibles de circuler librement comme monnaie. Aussi, le prestige de la cité s'affirmait dans la qualité des pièces.

L'uniformisation clarifiait les paiements acquittés par les citoyens grecs sans s'emberlificoter avec une variété dérangeante des pièces. Dès lors, les Grecs se plaignaient moins de devoir s'adresser à des professionnels du change au poids : les changeurs-essayeurs apparus au VIe siècle av. J.-C. et décrits dans les prochaines pages.

L'uniformisation monétaire avait fait un premier pas en Grèce. Les armées macédoniennes et romaines ont ensuite rythmé la marche. Avec la synthèse des grands empires de l'Antiquité, un processus de plusieurs siècles se mettait en route vers la frappe d'unités monétaires communes en forme et en poids sur d'immenses territoires, et sur fond de monopole impérial des mines d'or et d'argent.

Les pièces de monnaie : ciment des empires

Pièces bimétalliques dans l'Empire macédonien

L'or et l'argent pour la frappe de pièces de monnaie ont été des prérequis aux ambitions impérialistes macédoniennes. La Macédoine était effectivement riche en mines d'or et d'argent. L'organisation logistique et financière des conquêtes macédoniennes a été largement axée sur les pièces de monnaie. Les armées dépendaient des pièces de monnaie frappées hors des lingots emportés, comme de l'or et de l'argent des butins. Les populations autochtones, déjà familiarisées de longue date à l'usage des pièces et à leurs avantages, recevaient volontiers les pièces en paiement des victuailles et des fournitures achetées par les armées. Dans les territoires conquis, les Macédoniens établissaient en priorité le monopole de la frappe de pièces de monnaie.

Dans son empire, Alexandre le Grand décréta un système monétaire bimétallique avec un ratio or-argent de 1 pour 10. Il conservait le ratio instauré par son père en Macédoine. Les conquêtes d'Alexandre avaient rapporté des trésors d'or et d'argent. Alexandre avait des réserves minières suffisantes pour produire des pièces de l'un ou l'autre métal pour maintenir fonctionnel ce ratio de change entre les pièces d'or et d'argent. Les pièces frappées avec l'un ou l'autre métal judicieusement choisi, étaient injectées dans l'empire principalement au travers des soldes des armées.

Cependant, malgré les conquêtes, les pièces de monnaie n'ont pas été entièrement uniformisées. Alexandre tolérait les frappes de monnaies locales. Les monnaies de l'empire servaient de référence de poids, d'unité commune du système monétaire bimétallique. Les pièces impériales assuraient la continuité du change entre les hétéroclites pièces d'or et les multiples pièces d'argent.

Pièce macédonienne frappée avec la face d'Alexandre le Grand au IVe siècle av. J.-C. Cette pièce était universellement acceptée en paiement, ce qui facilitait grandement le financement de la logistique des conquêtes d'Alexandre. En plus de favoriser les invasions, les pièces de monnaie ont également simplifié la taxation et le contrôle des régions conquises.

République de Rome

Avec l'expansion de la République romaine, l'utilisation des pièces de monnaie en or et en argent s'est intensifiée, suivant le modèle propagé de l'Orient vers l'Occident. Les pièces d'or et d'argent se substi-

tuaient aux sacs de sel, barres de cuivre ou lingots d'argent alors utilisés dans le commerce de l'Ouest méditerranéen. Même les pièces de bronze autrefois si populaires, mais si volumineuses (coulées et non frappées), ont disparu au Ie siècle av. J.-C. Ces pièces de bronze avaient seulement circulé dans quelques économies de redistribution locales avant leur annexion par la République romaine. Elles cédaient la place aux plus sûres, plus transportables et plus universelles pièces d'or et d'argent. Ces pièces de bronze allaient réapparaître après la République, dès les premiers temps de l'Empire, pour des raisons expliquées dans le chapitre suivant.

Le système monétaire romain était également bimétallique comme dans diverses régions avant l'extension romaine. Le ratio bimétallique romain a été porté par César de 1:10 en cours depuis Alexandre à 1:12 par souci de profit sur la production d'or. Pour maintenir ce ratio, l'État romain régulait la production de ses mines d'or et d'argent. Ce ratio de 1:12 a pratiquement perduré comme référence légale pendant plus de mille ans, jusqu'à Byzance. Comme depuis la Lydie, les pièces d'or ou d'argent nécessaires au maintien du ratio étaient injectées en circulation par les soldes des armées, les traitements des fonctionnaires, et les dépenses du sénat puis des empereurs.

Les systèmes monétaires antérieurs à la conquête romaine ont persisté jusqu'au Ie siècle apr. J.-C. Néanmoins, quelques pièces ont rapidement formé l'ossature du système ou la référence pour les autres pièces. Le poids intrinsèque d'argent ou d'or des pièces prévalait dans les échanges commerciaux encore handicapés par une telle variété de pièces. L'uniformisation des frappes de pièces a tardé jusqu'au temps de l'Empire. Les pièces d'or et d'argent de tous types ont fini par converger vers Rome ou les délégations impériales. Le monopole des mines, les tributs des conquêtes, et les impôts ou taxes ont rendu possible cette unification. Le système monétaire s'est normalisé à la cadence des frappes des ateliers de pièces romaines.

Le volume des pièces en circulation a été multiplié par dix entre 157 et 50 av. J.-C. Rome a notamment eu des apports massifs d'or et d'argent par les conquêtes, comme en Gaule. En parallèle à la hausse de la frappe, une formidable expansion du commerce absorbait ces pièces nécessaires comme numéraire pour acquitter les échanges et thésauriser. Les Romains réclamaient des pièces pour commercer et thésauriser effi-

cacement. Le troc représentait une énorme perte de temps. La thésaurisation en pièces était plus sûre qu'un placement dans un autre bien-intermédiaire périssable. Les pièces représentaient une épargne plus liquide et accessible que l'investissement en terres ou en bâtiments. Selon les historiens, l'or et l'argent faisaient même défaut dans l'Antiquité, car les pièces manquaient pour le commerce et la thésaurisation – cette indication importante sera détaillée ultérieurement –. Malgré ce manque relatif de monnaie, le niveau de vie de l'Empire romain allait égaler celui du XVIIe voire du XVIIIe siècle de l'Europe des Temps modernes.

Changeurs-essayeurs et pièces variées de l'Antiquité

Nécessité des changeurs-essayeurs

L'usage des pièces de monnaie d'or et d'argent s'était propagé pour commercer et thésauriser. Avec les pièces, plus besoin de vérifier systématiquement le poids et la pureté en or ou en argent. En cas de doute, le détenteur d'une pièce se rendait chez un « ***changeur-essayeur*** » de monnaie. Ces changeurs étaient apparus du temps des pièces grecques valorisées au poids, et non selon un code de l'économie de redistribution, depuis le Ve siècle av. J.-C. Un seul critère de conversion s'imposait : la quantité réelle d'or ou d'argent contenue dans la pièce. Cette quantité déterminait la valeur intrinsèque de la pièce locale, étrangère, ou même d'origine inconnue. Le poids en once, livre ou marc d'argent chiffrait l'équivalent en pièces locales. Si une pièce d'argent étrangère pouvait donner deux drachmes d'argent lors de la refonte, alors cette pièce valait deux drachmes. L'offre et la demande de la rue, ou un ratio or-argent légal, pouvait s'appliquer pour convertir une pièce d'or en pièces d'argent.

Les changeurs œuvraient à unifier la variété des pièces en circulation en une même ville. Pas question de jouer avec une diversité dérangeante de pièces de toutes les provenances du commerce entre contrées. Les changeurs et leurs esclaves exerçaient leur profession près des ports, des marchés, et des centres commerciaux. Ils convertissaient les pièces étrangères des marchands en pièces locales. Les pièces locales

se transformaient aussi en pièces divisionnaires chez les changeurs de rue, pour les riches commerçants comme pour la plèbe. Les changeurs-essayeurs ponctionnaient un agio de quelques pour cent sur chaque opération de change. Avec l'agio prélevé, eux seuls profitaient de la diversité des pièces. Et en cas d'afflux de pièces étrangères, les changeurs les revendaient à l'atelier officiel de frappe le plus proche. Ces pièces y étaient changées, toujours au poids, contre des pièces locales.

Pièce grecque cisaillée – toujours valable au poids d'argent – sans fourrage de cuivre, c'est sûr. Ce tétradrachme date du Ve siècle av. J.-C. quand des quantités importantes de pièces ont été frappées pour financer la construction du Parthénon.

Les changeurs étaient aussi essayeurs. En plus du poids de la pièce, ils vérifiaient le titre de l'alliage et le fourrage éventuel de celle-ci avec un noyau invisible. Depuis l'instauration des pièces grecques à haute valeur en rapport au poids des lingots, les faux-monnayeurs étaient tentés de fabriquer des pièces allégées en métal précieux qui étaient peu susceptibles d'être systématiquement évaluées. La méfiance était constante pour détecter la fausse monnaie, ou même l'altération furtive par le pouvoir central de la teneur certifiée d'or ou d'argent des pièces.

Les stratagèmes des faussaires étaient éprouvés. Le métal précieux s'obtenait parfois par rognage, grattage ou suage des pièces officielles. Le suage consistait à secouer un sac de pièces. Le frottement des pièces entre elles produisait une précieuse poussière collectée au fond du sac de cuir. Avec les poussières et les copeaux récoltés, les faux-monnayeurs

fondaient des rondelles altérées et les frappaient au marteau en imitant les gravures des pièces officielles. Également, un ajout de cuivre dévaluait le titre en métal précieux. Le cuivre s'allie malicieusement à l'or ou à l'argent par simple mélange des métaux en fusion. Aussi, la tentation était grande de multiplier les pièces originales en de nombreuses fausses pièces. Il suffisait de refondre ces pièces et d'en dévaluer la teneur en or ou en argent par ajout de cuivre. Les pièces d'or et d'argent officielles contenaient elles-mêmes environ 2 % de cuivre. L'or et l'argent purement affiné ne donneraient que des pièces malléables et ductiles, au contraire des pièces alliées avec une pincée de cuivre. Enfin, en plus du poids allégé et de l'alliage dévalué, des fausses pièces étaient fourrées par coulage de l'alliage d'or ou d'argent autour d'un noyau sans valeur.

Du temps de Rome, les historiens ignorent précisément ce qu'il advenait des fausses pièces retirées par les changeurs-essayeurs. Probablement, ces pièces étaient revendues comme matière au poids attesté d'or ou d'argent au Trésor public ou à l'Hôtel de la Monnaie.

Pièces d'or inspectées

Pour vérifier le titre des pièces d'or, les changeurs de l'Antiquité pratiquaient le test de la « ***pierre de touche*** ». Cette pierre se taillait dans une roche spécifique telle l'ardoise ou le quartz lydien sur laquelle la pièce ou le lingot frotté laissait une marque d'un éclat identifiable. Ce test titrait l'or des pièces de manière fiable et probante, mais la présence d'argent faussait l'éclat de la marque sur la pierre. Ceci explique peut-être la profusion de fausses pièces d'or exhumées et composées d'un soupçon d'argent en plus de la traditionnelle pointe du cuivre.

Toujours pour vérifier le titre, un test chimique existait, issu des procédés d'affinage de l'or à partir de l'électrum. Toutefois, ce test chimique était onéreux par la main-d'œuvre et les techniques employées. De plus, il impliquait la destruction de la pièce. Il était donc inadapté pour un change praticable.

Finalement, le pesage et la mesure des dimensions donnaient une bonne estimation de la teneur en or des lingots, car l'or est deux fois plus dense que n'importe quel métal allié. Cependant, la méthode était inopérante pour les petites pièces irrégulières et imprécises de la frappe au marteau. Selon certains historiens, le pesage des pièces a surtout été pratiqué après la Renaissance, lorsque la frappe s'est régularisée grâce à la

presse à vis. Des gabarits et une balance de précision, appelée le « ***trébuchet*** », ont alors été exploités pour comparer les dimensions avec le poids des pièces.

Dans l'Antiquité, des techniques empiriques fondées sur les sens ont été préférées. La pierre de touche abîmait trop les pièces. L'évaluation par la détermination du poids et les dimensions était imprécise. Les changeurs-essayeurs se sont rabattus sur l'examen de la gravure, des marques ou des symboles de l'atelier de frappe d'origine. Ils tâtaient, faisaient tinter la pièce et écoutaient le son si caractéristique de l'or plein et pur, d'où l'expression de la monnaie « sonnante et trébuchante » (avec « trébuchante » pour le trébuchet de la Renaissance comme expliqué plus tard). En cas de fourrage deviné, la pièce était cisaillée pour visualiser son cœur impur.

Pièces d'argent suspectées

Les techniques de vérification du titre des pièces d'or n'étaient pas applicables pour les pièces d'argent. Un essai chimique pour déterminer le titre d'un alliage argent-cuivre n'a été élaboré qu'au XIVe siècle apr. J.-C. Ce même titre n'était pas plus vérifiable par pesage, car le cuivre et l'argent ont une densité trop assimilable. Même avec les frappes régulières de la Renaissance, l'estimation du titre par pesage et mesures n'a pas concerné les pièces d'argent, contrairement aux pièces d'or.

Il ne restait que l'œil averti pour authentifier une pièce d'argent. Le contrôle visuel des pièces portait sur les empreintes et les sceaux composés d'effigies, de symboles, de sigles, de dates, ou d'arabesques. Par la trivialité des techniques métalliques, les frappes ont dessiné des motifs assez sommaires sur les pièces de l'Antiquité au Moyen Âge.

Durant des millénaires, la falsification s'est ainsi acharnée sur les pièces d'argent plus que sur les pièces d'or. Raison de plus pour conserver les pièces d'or plus sûres, et faire circuler les pièces d'argent. Cette justification de la circulation accrue des pièces d'argent s'ajoute aux autres déjà expliquées précédemment. Rappelons-les : une pièce d'or, même de dimensions réduites, représentait une forte valeur inappropriée aux échanges, et les pièces d'or n'étaient pas assez nombreuses pour satisfaire un grand nombre de transactions commerciales.

Naissance de la banque dans l'Antiquité

Monnaie en sécurité dans les banques

La « ***banque*** » était un établissement spécialisé dans les manipulations de valeurs précieuses et principalement de pièces de monnaie. La banque offrait divers services annexes à ces manipulations. Les services offerts par la banque lui ont valu son succès. Le premier de ces services consistait en la sécurisation des dépôts d'orge, de blé, de bijoux, de lingots, de pièces d'or et d'argent dans un coffre-fort inexpugnable ou dans un temple inviolable, parce que sacré. Il faut noter que le terme « banque » date du Moyen Âge et tire son origine de l'italien « banco », désignant les bancs utilisés par les changeurs en Italie.

Pour les dépôts en une monnaie commune, le coffre-fort cessait d'être individuel. Le coût de sauvegarde s'allégeait d'autant. Le banquier tenait juste compte des entrées et des sorties de monnaie du coffre ou du temple. Ces mouvements étaient notés pour chaque client dans un registre sur papyrus ou tablette d'argile, qu'on appellera après l'invention du livre en feuilles de papier : le « ***livre des comptes*** ».

Les clients pouvaient alors effectuer des « ***virements*** » de monnaie entre leurs comptes par simple mandat écrit. Acquitter un paiement de la sorte ne nécessitait aucun déplacement d'unité de monnaie et évitait d'appâter les détrousseurs de grand chemin. Dans une transaction entre comptes, le vendeur et l'acheteur se contentaient de communiquer, par ordre oral ou par contrat écrit, le montant à virer entre les deux comptes clients de la banque. Le banquier retranscrivait méticuleusement et méthodiquement cet ordre de virement dans le livre des comptes.

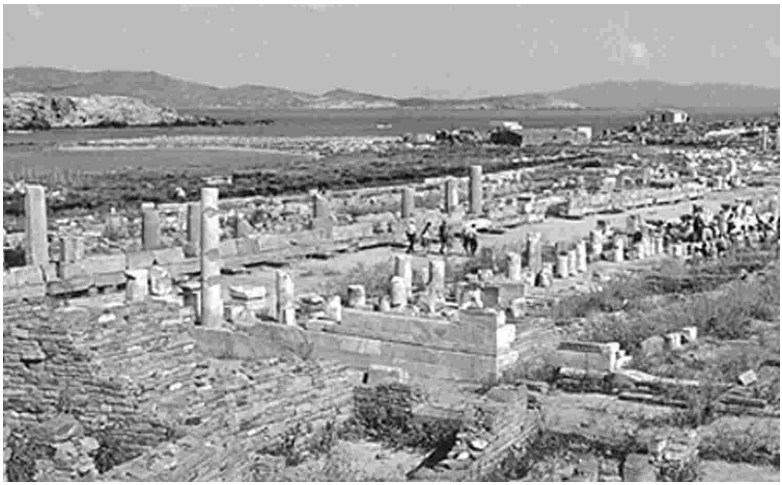
Évolution de la banque dans l'Antiquité

En Mésopotamie et en Égypte, la genèse de la banque était liée à la monnaie de grains, puis à la monnaie d'argent-métal au poids, avant l'introduction des pièces métalliques. Des traces d'un semblant de banque dateraient du IIIe millénaire av. J.-C. dans la région de l'Euphrate. C'est aussi à Babylone que la première banque privée est attestée au VIIe siècle av. J.-C.

Avec l'extension de l'usage des pièces de monnaie métalliques dans l'Antiquité, les banques ont connu un nouvel essor autour de cet outil de paiement. En Méditerranée, ce genre de banque est apparu en Grèce dès le Ve siècle av. J.-C., et à Rome dès le IVe siècle av. J.-C. L'origine se trouvait chez les changeurs-essayeurs aguerris à l'usage des pièces de monnaie, et habitués à conserver les avoirs de leurs clients familiers. Ils avaient peut-être eu vent de l'acquis et du doigté des banquiers mésopotamiens ou égyptiens.

Fait remarquable : les banques égyptiennes atteignent le plus haut degré de développement dans l'Égypte ptolémaïque de 323 à 30 av. J.-C. L'aide des banquiers grecs et d'autres banquiers étrangers y était pour quelque chose. Sur base de la monnaie de grain en Égypte, les Pharaons ptolémaïques inauguraient et institutionnalisaient l'usage de la banque. Les réserves de grain devaient légalement être entreposées en banque. Les Pharaons ont ainsi pu asseoir leur autorité, et surtout surveiller les livres des comptes pour lever les impôts avec moins de plaintes. Cette remarque motivait à elle seule le caractère obligatoire du dépôt de grain en banque. De plus, les traces écrites d'entrées et sorties de grains étaient aussi une assurance contre les contentieux de paiement.

Par ailleurs, le contrôle de la monnaie n'est envisageable que par les banques. Le contrôle de la monnaie en circulation hors compte bancaire est inconcevable, par sa provenance indétectable, et par sa manipulation si aisée sous la table.



Délos, île protégée par les dieux et paradis fiscal. Gloire au commerce sans taxes ! Délos avait un avantage : les marchandises pouvaient être déchargées, rééquilibrées et rechargées en fonction de la destination finale où elles seraient taxées une fois et une fois seulement, comme avec la taxe de la « portoria » imposée à l'entrée des portes des villes.

*Aussi, par sa maîtrise bancaire renommée, Délos était le principal centre de « **compensation** » (« **clearing** » en anglais) ou d'annulation des dettes entre banques en Méditerranée. La banque X doit 100 à la banque Y qui doit elle-même 100 à la banque Z. Comme la banque Z doit également 100 à la banque X, les banquiers soldaient leurs dettes respectives sans déplacement de monnaie, et dans cet exemple-ci, elles annulaient complètement leurs dettes. Les différents centres de compensation en Méditerranée ont sécurisé les transferts vers l'étranger. La majeure portion des transferts s'équilibrait sur papier. Dès lors, un client pouvait déposer de la monnaie dans une banque à Rome, et retirer son dépôt dans une banque de province, sans redouter un scabreux déplacement de monnaie.*

Prêts et crédits consécutifs aux dépôts en banque

Les « ***prêts*** » accordés par les banques ont emboîté le pas aux dépôts bancaires de grains, de lingots, et surtout de pièces de monnaie. Bien sûr, les prêts bancaires n'étaient plausibles qu'avec une monnaie acceptée par tous. Le prêt se rattachait en sens inverse à l'un des avantages de la monnaie : avancer la dépense et postposer le paiement devenu remboursement.

Avec la monnaie en pleine transition du grain vers les pièces précieuses, c'était avec ces pièces laissées en dépôt par leurs clients que les changeurs se sont mués en banquiers, pour prendre la place des temples en ce qui concernait les affaires de prêts. Enfin, il faut distinguer les prêts bancaires accordés avec les pièces de monnaie d'autrui en dépôt, et les simples prêts non bancaires effectués à partir de sa fortune personnelle. Ces derniers prêts ont existé bien avant les prêts accordés par les banques.

Des charges d'« ***intérêts*** » venaient bien sûr s'ajouter aux remboursements à terme des prêts alloués. Les taux d'intérêt variaient au gré des prêteurs et seule la concurrence tempérait ceux-ci. L'opprobre relatif sur les charges d'intérêt prélevées ne limitait pas le volume des prêts dans l'Antiquité, contrairement au Moyen Âge. L'Antiquité a toujours pris un malin plaisir à contourner les éventuels interdits sur les intérêts.

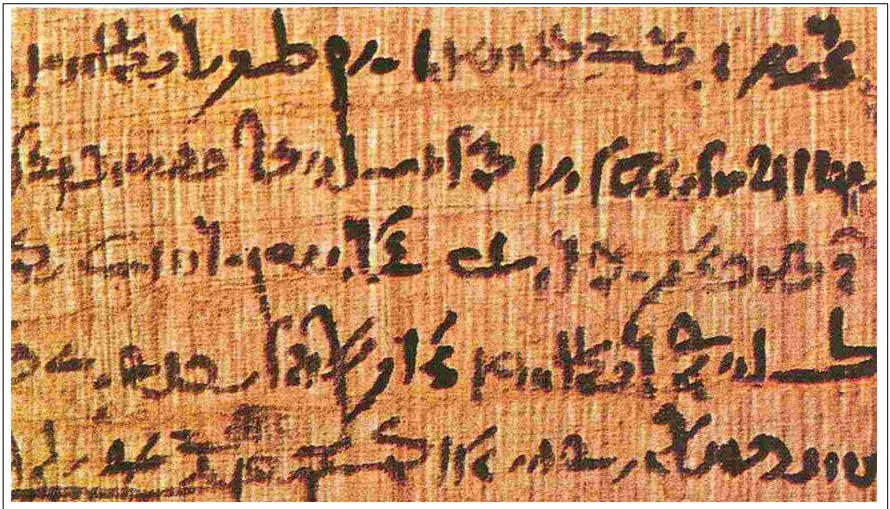
Jamais la banque ne prêtait des pièces de monnaie sans limites. La banque conservait toujours en coffre une importante « ***couverture*** » en monnaie pour couvrir les retraits sporadiques des comptes de dépôt par les clients. Une somme de pièces de monnaie constituait cette couverture pour couvrir ces retraits des dépôts bancaires. Plus il y avait de dépôts, plus la couverture devait être importante. Dans l'Histoire, de nombreuses banques sont néanmoins célèbres pour avoir failli au retrait des dépôts, pour avoir scandalisé les clients, et pour avoir vu le banquier s'évanouir dans la nature pour fuir les représailles.

Pour augmenter les revenus issus des intérêts, la banque augmentait ses avoirs, et donc sa couverture, en pièces de monnaie pour accorder plus de prêts. Les banques attiraient les pièces thésaurisées enterrées au fond du jardin par la rémunération d'un intérêt au dépôt. La « thésaurisation » de pièces sous le lit se bonifiait en épargne de pièces en banque.

La banque privilégiait également les paiements acquittés sans retrait de pièces pour augmenter la quantité de monnaie non retirée. Pour cela, elle incitait les virements écrits ou oraux entre comptes. Elle acceptait les endossements des reconnaissances écrites de dettes. L'endos était la simple annotation du nom du nouveau titulaire et bénéficiaire de la reconnaissance de dette après une transaction.

La banque sélectionnait aussi les emprunteurs enclins à laisser les pièces du prêt en compte. Avec ces techniques bancaires, le volume des prêts et des crédits s'accroissait, comme les revenus issus des intérêts au

plus grand profit de la banque. Les profits bancaires provenaient alors du solde entre les revenus des intérêts des prêts déduits des intérêts payés aux déposants.



Depuis l'Antiquité, les banques ont offert deux types de comptes établis sur papyrus ou dans le livre des comptes :

*• « **dépôts** » de monnaie par des clients qui pouvaient la retirer à tout moment, car il s'agissait bien de leur monnaie. Ces comptes sont devenus les comptes courants et les comptes d'épargne.*

*• « **prêts** » de monnaie que les clients pouvaient retirer sous surveillance stricte de la banque, car la monnaie était prêtée pour une certaine durée et d'autres conditions. Parfois, le prêt était un « **crédit** » qui n'était retiré que progressivement au contraire d'un prêt retiré en une fois. Tous ces comptes ont été appelés prêt hypothécaire, prêt pour une voiture, carte de crédit, et ils sont souvent remboursés mensuellement avec intérêts.*

Pratiques bancaires circonscrites au commerce

Les banques préféraient les clients qui ne retiraient pas les pièces prêtées par la banque. D'autre part, le commerce impliquait de longs déplacements risqués, donc un besoin de paiements sécurisés et d'instruments de crédit, plus que de prêt. Les activités commerciales et bancaires s'emboîtaient parfaitement. Les changeurs instruits en banquiers avaient des affinités évidentes avec les commerçants complices. Les crédits étaient orientés vers le commerce. Ils étaient presque confinés dans ce domaine entre gens de confiance. Poignées de main, ordres ou mandats

sur papyrus, étaient nominatifs et circonscrits au cercle d'initiés. Les banques et leurs crédits étaient circonscrits autour des commerçants.

Les prêts à la production ou aux industries étaient inexistants dans l'Antiquité romaine. Le commerce était toujours plus rentable à court terme que le lent développement de nouveaux produits et de nouvelles techniques chacun dans son coin. De plus, seul l'enrichissement par le commerce de gros était bien toléré à Rome. Il était perçu comme approvisionnement nécessaire, contrairement au petit commerce.

Banques inaccessibles pour le monde non commerçant

Les classes moyennes non-commerçantes et surtout les basses classes de la plèbe n'ont pas eu accès aux banques sans restriction. Ces groupes non-marchands avaient pour habitude de retirer les pièces des prêts, ce qui barrait tout crédit écrit.

La classe moyenne n'avait pas accès aux banques, et encore moins la plèbe incapable d'offrir la moindre garantie aux banques comme un revenu infaillible ou un bien immobilier consolidé pour conjurer un dédit de remboursement. L'obstacle des garanties bancaires s'est d'ailleurs avéré intemporel pour l'obtention d'un crédit. Des intérêts dissuasifs ou un simple refus écartaient ces non-commerçants du crédit, et surtout évinçaient la plèbe de tout accès au crédit.

Les banques n'étaient pas non plus développées uniformément dans l'ensemble du monde romain. Des banques accessibles aux classes moyennes ont existé, mais toujours sous la dépendance des banques dédiées au commerce. Lorsque les commerçants ont commencé à quitter la péninsule italienne en décadence, les services bancaires ont régressé dans ces régions, et spécialement dans les campagnes. Dans l'Occident romain, l'on peut même parler de stagnation du système bancaire et financier. Les autorités romaines de l'Occident n'ont jamais pu ou su développer un système bancaire comme en Orient, jusqu'au modèle de l'Égypte ptolémaïque. Les banques ne se sont pas disséminées dans l'entièreté du monde romain. Elles ont été cantonnées dans l'Orient de l'Empire.

En cas de besoin, la plèbe et même les classes moyennes étaient livrées à des prêts avec intérêt exorbitant, donc à l'« ***usure*** » pratiquée par des individus sans scrupules. L'usure et l'endettement étaient des maux invétérés à Rome. La faillite de l'emprunteur menait parfois à l'asservis-

sement, bien que cette forme de remboursement avait fini par être abolie. Dans l'Antiquité, les tribus grecques qui découvraient la banque, percevaient le prêt comme un facteur de paupérisation. Par ailleurs, pour les usuriers, il n'était pas question de création de monnaie scripturale, car les emprunteurs retiraient entièrement leurs prêts en pièces. Il n'était pas non plus question d'intérêts perçus sur d'éventuels dépôts, pour un peuple toujours criblé de dettes durant l'Antiquité, et même jusqu'à l'ère préindustrielle.

L'exclusion du crédit concernait aussi l'État romain. Les aspirations politiques des prêteurs, créanciers et banquiers étaient notoires. Sénat et empereurs évitaient de s'endetter. L'État romain se rabattait sur un financement par les taxes et par la frappe de pièces de monnaie. Mais des contingences financières allaient s'extérioriser dès le I^e^ siècle apr. J.-C. Ces écueils allaient contribuer à la déliquescence économique de l'Empire jusqu'à la « crise du IIIe siècle apr. J.-C. », et à la chute de Rome.

Spartacus, symbole des esclaves révoltés par les inégalités. Les dissensions entre esclaves, plèbe et patriciens ont démoralisé la société romaine et ses armées jusqu'à la chute de Rome. La quasi-impossibilité de prêt bancaire a-t-elle eu un lien avec l'absence d'espoir ?

L'Antiquité sans monnaie « créée » par les banques

Pour les banques, le volume des dépôts était normalement bien supérieur au volume des crédits. Les banques parvenaient juste à réfréner les retraits des dépôts et des crédits en favorisant l'usage d'ordres oraux ou écrits entre comptes clients. Parfois, la banque parvenait à inciter un grand nombre de déposants et d'emprunteurs à ne pas retirer les pièces des dépôts ou des crédits. Les transactions commerciales s'acquittaient alors par ordre de virement entre comptes clients. La probabilité de retrait des dépôts et des crédits décroissait.

La banque parvenait alors à créditer une pièce de monnaie deux fois au lieu d'une. La banque en arrivait même à accorder un volume de crédits supérieur au volume de dépôts en pièces métalliques. Il y avait donc une trace exclusivement écrite de ce « surplus » de monnaie créditée. L'on parlait ainsi de « création monétaire » par la banque ou de « ***monnaie scripturale*** » créée par jeux d'écritures dans les comptes des clients de la banque.

D'ailleurs, il faut distinguer la création de monnaie scripturale par rapport aux procédés utilisés pour favoriser les dépôts et éviter les retraits de pièces. Les mandats et les virements n'étaient que les prémisses de la monnaie scripturale. La monnaie scripturale était exclusivement créée par la banque dans son livre des comptes, dès le moment où le volume des crédits dépassait celui des dépôts.

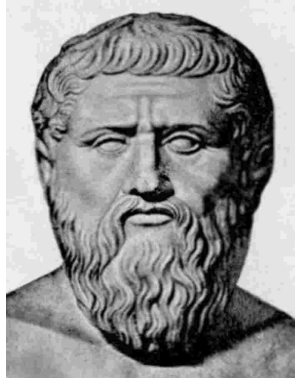
Peu de vestiges bancaires étayent l'existence de monnaie scripturale dans l'Antiquité. Peut-être a-t-on exhumé des tablettes de terre cuite qui démontraient une certaine création monétaire dans les comptes des banques de Babylone. Il n'est pas dit que ces pratiques se sont prolongées de Babylone jusqu'à Rome. Les éventuels papyrus et tablettes de cire des livres des comptes ont pour la plupart disparu. Seules des traces écrites répétées auraient prouvé l'existence généralisée de monnaie scripturale, donc d'un volume de crédits supérieur au volume des dépôts. Aucun témoignage de la sorte n'a été retrouvé. Il est aussi plausible que, pour ne pas affoler leurs clients, les banques ne clamaient pas haut et fort qu'elles créditaient plus qu'elles avaient en caisse. Les historiens n'attestent pas l'existence de monnaie scripturale dans l'Antiquité. De toute manière, les activités bancaires de l'Antiquité se sont concentrées autour du commerce. La création monétaire éventuelle a dû stagner parmi les seuls négociants et notables reconnus par la banque. En conclusion, la

monnaie scripturale en masse allait être une quête pratiquement vaine avant des siècles. En fait, jusqu'à la Révolution industrielle du XVIIIe siècle. Selon certains, il s'agit bien là d'une des principales différences du monde romain avec l'Europe moderne. Les chapitres suivants y reviendront plus amplement.

Coïncidence :

Les pièces de monnaie, nerf de la guerre ou de la paix ?

Pour interpréter l'Histoire, les a priori quant à la monnaie et aux banques doivent être surmontés. La méfiance du système monétaire est aussi ancestrale que son incompréhension généralisée.



Platon, génie de la « Raison » pour les uns (raison basée davantage sur la logique que sur les faits, sur la déduction plus que sur l'induction, donc plus rationaliste qu'empirique). « Raison » sans fondement pour les autres (par ses déductions en boucle et sa logique bancale selon David Hume ou Karl Popper), et Platon devient le saint patron des donneurs de leçons et le père de tous les totalitarismes.

Avec ses « raisonnements logiques », il a ouvert des portes, mais aussi développé quelques âneries comme sa préférence pour une élite dirigeant le peuple, comme sa théorie de l'esclavage « naturel », ou comme son mépris de l'homosexualité… ou de la monnaie. Son influence plus élitiste et autoritaire qu'individualiste et libérale se fait toujours sentir aujourd'hui.

Comme la monnaie s'est détachée du bien-intermédiaire, ses avantages se sont perdus en abstractions pour la majorité. Les méprises et le dédain envers la monnaie trouvent leurs racines dès la naissance de la monnaie dans l'Antiquité.

Les écrits des philosophes grecs ont largement influencé la perception moderne de la monnaie. Leur méfiance envers la monnaie, le commerce et le travail était un développement tardif dans la société de la Grèce antique. Les Grecs étaient parvenus à apprécier les loisirs d'une vie culturelle aux dépens d'une main-d'œuvre bon marché et pas toujours libre. Parmi ceux-ci, Hérodote faisait remarquer que la monnaie venait de la Lydie et qu'en ce pays les commerçants prostituaient leurs filles et ouvraient des commerces en permanence. Socrate considérait qu'être riche et bon en même temps était impensable, et que l'or et l'argent favorisaient l'accumulation de richesses. Il avait aussi été choqué par la démagogie des sophistes qui défendaient une cause quel-

conque contre une discrète pièce de monnaie. Les bons gardiens de la Cité ne devaient pas posséder de monnaie. Certes, la monnaie représente un peu de liberté pour soi, mais aussi un instrument pour soumettre d'autres. À son tour, Platon considérait que la monnaie ne devait être qu'un symbole purement abstrait pour faciliter les échanges. Il a proposé une monnaie en cuivre pour le commerce intérieur. Pour Platon, la monnaie était de médiocre importance en comparaison des biens de l'âme. Finalement, Aristote, peut-être inspiré par son beau-père de banquier, semblait craindre le surplus et la fausse monnaie. L'or et l'argent étaient des intermédiaires convenables pour un troc amélioré, comme l'étaient aussi le bétail ou les sacs de sel. Il blâmait néanmoins la recherche du superflu, du profit aux dépens des autres, et surtout les intérêts prélevés sur les prêts.

Pour les Romains « Le nerf de la guerre, c'est la monnaie d'or et d'argent » (« Pecunia nervus belli »). Empires et royaumes se sont étendus grâce ou pour les butins d'or et d'argent des villes annexées. La logistique des conquêtes d'Alexandre et de Rome a même été échafaudée sur l'usage des pièces de monnaie. La frappe de pièces de monnaie à partir des tributs d'or et d'argent était plus immédiate qu'une taxation en nature pour rétribuer les fantassins et les mercenaires. Dans l'inconscient collectif, les pièces de monnaie ont excité les va-t-en-guerre, plus qu'elles n'ont allégé l'organisation logistique des invasions. L'usage de la monnaie semble plus intime avec les conquêtes militaires dans l'Antiquité qu'avec le commerce.

Légions romaines pour imposer la Pax Romana, comme les historiens ont ainsi dénommé cette longue période de paix. De fait, la stratégie de conquérir et taxer a pu être incitée par une économie axée sur la monnaie, mais le commerce organisé autour de la monnaie a contribué à la stabilité de l'Empire.

Pourtant, la monnaie n'a probablement pas été complotée, pensée, inventée, ou même décrétée. La finalité du bien-intermédiaire en têtes de bétail ou de la monnaie en pièces d'or n'a pas changé de la place du marché de Babylone au marché boursier de Wall Street de New York : faciliter les échanges par le comptage des biens, l'acquittement des échanges, et offrir plus de sécurité en postposant la dépense par une épargne sûre. L'avènement de cet usage provient autant de l'économie de redistribution que de la pratique de l'économie de marché.

Des coïncidences souvent positives existent même entre les changements monétaires et les grands mouvements politiques. Bien sûr, d'autres facteurs ont joué comme les évidentes implications politiques, religieuses, philosophiques, climatiques, techniques, scientifiques sur l'économie et sur l'Histoire. Mais, les causes monétaires doivent être également intégrées dans les analyses historiques. L'ensemble de ces éléments conditionne l'Histoire.

En effet, l'apparition de la monnaie coïncide avec le passage de l'économie rigide et autarcique de redistribution vers une économie additionnée de marché libre plus démocratique, plus ouverte et plus productive. La propagation de l'usage de la monnaie coïncide aussi avec l'unification des Empires. Finalement, la monnaie ne semble pas être la racine de tous les maux ; au contraire, elle a plutôt favorisé le commerce des biens et des techniques qui a contribué à l'éclosion de la civilisation jusqu'à la floraison… de la Pax Romana.

CHAPITRE 3
L'EMPIRE ROMAIN ET LES PIÈCES DE MONNAIE MULTIPLIÉES

Inquiétudes financières dans l'Empire au Ie siècle apr. J.-C.

De la monétisation de l'or et de l'argent jusqu'au manque récurrent de pièces

De fil en aiguille, la pièce de monnaie représentait le principal si pas le seul système organisé de paiement dans l'économie romaine. Les pièces d'or et d'argent étaient toujours appréciées pour faciliter les comptages des paiements, pour thésauriser dans un bas de laine, ou pour épargner en banque. Les autres biens-intermédiaires primitifs avaient disparu, surtout dans les villes. En effet, si l'usage des pièces était généralisé en milieu urbain, les habitudes séculaires assimilables au troc ou à l'usage de biens-intermédiaires dans le commerce persistaient en milieu rural.

La raison de cette carence en milieu rural était le manque de métaux précieux et l'accaparement de ceux-ci pour satisfaire la demande urbaine de pièces. Au cours des siècles, le manque devenait criant. La rareté naturelle de l'or et de l'argent jugulait toujours plus la frappe de

nouvelles pièces. Les mines s'épuisaient et les razzias des conquêtes s'espaçaient. Les deux sources principales de nouvelles pièces de monnaie se tarissaient. À cette pénurie d'or et d'argent, les fuites s'ajoutaient vers l'Inde et la Chine qui pompaient une quantité non négligeable de métaux précieux. Les Romains de l'Empire étaient friands de soie de Chine pour les vêtements et d'épices d'Inde pour donner du goût à la viande salée. L'or et l'argent étaient exportés contre ces biens d'Orient. Ces métaux ne revenaient jamais pour acheter une production romaine insignifiante pour les peuples d'Asie. Une dernière cause du manque de pièces de monnaie était l'augmentation de la population urbaine de l'Empire. Chacun avait besoin de pièces en poche pour ses dépenses quotidiennes. L'augmentation de la population devait s'accompagner d'une production accrue de biens et d'autant de pièces de monnaie pour acquitter les paiements plus nombreux. Ainsi, par une demande en hausse et un approvisionnement insuffisant, le manque de pièces était récurrent, et il s'aggravait au début de l'Empire.

Pétra – actuelle Jordanie – dominait les routes des caravanes de l'Orient. À travers la ville, les épices et la soie transitaient vers Rome tandis que l'or et l'argent filaient vers l'Orient. Mais dès le IIIe siècle, Palmyre – actuelle Syrie – éclipsait lentement Pétra jusqu'à la faire oublier avant d'être redécouverte en 1812.

Accumulations des crédits

Sans pièces de monnaie en main, les citadins accoutumés aux pièces comptaient à crédit dans un registre, en attendant d'acquitter les paiements en pièces. Le crédit à la petite semaine chez le boucher ou le

boulanger était fréquent. Cette comptabilité des crédits sur de fragiles papyrus ou de friables tablettes de cire est historiquement sujette à caution par l'absence de preuves conservées. Cependant, l'on peut honnêtement concevoir que la pièce de monnaie ait imposé ses avantages jusqu'à voir le crédit en pièces remplacer le troc ou la circulation de biens-intermédiaires. Depuis des siècles, la référence de valeur des pièces de monnaie facilitait le comptage. En plus de cette facilité du comptage, la pièce de monnaie était appréciée pour la thésaurisation ou l'épargne pour postposer la dépense à valeur égale.

Finalement, les pièces du paiement à crédit étaient réclamées matériellement tôt ou tard. Le paiement devait être acquitté pour satisfaire le sentiment de sécurité. En cas de non-paiement, la faillite du débiteur était déclarée. Dès lors, malheur à celui qui manquait de pièces ! De fait, les revendications de la plèbe étaient constantes contre les sanctions pour les faillis obérés par une usure endémique.

Crises financières occasionnelles

Avec le manque de numéraire, les listes de crédits finissaient par s'allonger chez les commerçants. Ceux-ci insistaient de plus en plus pour réclamer leurs dus. Les acteurs de l'économie se réclamaient l'un l'autre le remboursement des dettes. À un moment donné, des rumeurs de faillites couraient, et un vent de panique se mettait à souffler. La « crise d'endettement » débouchait souvent sur une « crise des paiements » qui déstabilisait les commerçants et les négociants. Tous arrêtaient de vendre à crédit lors d'une crise des paiements. La thésaurisation augmentait souvent dans l'affolement de la crise des paiements. Cette thésaurisation aggravait le manque de monnaie, et donc la crise des paiements. La plèbe endurait le manque de pièces de monnaie et la crise des paiements, tandis que les classes aisées resserraient sans trop de douleurs leurs dépenses et thésaurisaient. Le commerçant n'accordait aucun crédit additionnel. Il ne vendait presque plus, malgré le besoin d'acheter pour manger. La ville s'enflammait de l'agitation de la plèbe, non pas par manque de vivres, mais par manque de pièces de monnaie (« inopia nummorum »). L'économie ralentissait jusqu'à la résorption de la crise des paiements. Une vague de dépenses ou de remises d'arriérés d'impôts par l'État résolvait souvent la crise. Les fonds venaient de pièces en

réserves ou d'autres expédients comme des taxes ou des impôts exceptionnels.

L'État lui-même avait éprouvé quelques difficultés de trésorerie ponctuelles au cours des siècles. Pour surmonter la crise des paiements qu'il avait initiée, l'État n'avait pas eu le choix. Il taxait plus ou frappait des pièces de monnaie pour assurer la continuité de ses paiements. Le Trésor peinait à payer en pièces les soldes des armées et les charges des fonctionnaires toujours plus gourmands. Le manque de pièces de monnaie risquait de générer des émeutes et des mutineries. Au Ie siècle apr. J.-C., les trous de trésorerie avaient empêché d'honorer soldes et charges. Les troubles s'en étaient suivis sous les règnes d'Auguste et de Tibère. L'Empire devait à tout prix crever l'abcès du manque incessant de pièces de monnaie, et toujours en se refusant d'emprunter aux banquiers. De fait, l'Empire a alors instauré plusieurs palliatifs pour atténuer le manque de pièces, sans toutefois éradiquer les crises financières d'endettements, de paiements ou de trésoreries.

Nouveaux expédients aux crises de trésorerie dès le Ie siècle apr. J.-C.

Réforme fiscale sous Auguste

Un système d'impôts sur les revenus et de taxes sur les transactions existait déjà dans la République romaine. L'économie de redistribution était encore présente. Le système fiscal en place au début de l'Empire était inchangé depuis des générations, si pas des siècles. Au début du Ie siècle apr. J.-C., le fondateur de l'Empire, l'empereur Auguste, a réformé le système fiscal, malgré l'impopularité de nouvelles charges. Trois nouvelles mesures fiscales ponctionnaient les ventes, le patrimoine foncier et chaque adulte en âge de travailler. L'impôt foncier est d'ailleurs passé au rang de principale ressource financière de l'Empire. Malgré la réforme fiscale d'Auguste, le désordre et les crises de trésorerie menaçaient encore. L'État ne parvenait pas à remplir suffisamment les coffres du Trésor.

L'apport fiscal au Trésor était certainement fondamental, mais le complément par la frappe de nouvelles pièces d'or et d'argent par l'Hôtel de la Monnaie était plus que nécessaire. Les ressources des mines et

des tributs des conquêtes ne suffisaient plus à frapper assez de pièces. Un apport frais de pièces de monnaie devait être organisé par d'autres moyens.

Frappe de pièces de billon dès Auguste

L'empereur Auguste a pu se souvenir que des monnaies de bronze étaient apparues depuis plusieurs siècles, mais elles n'avaient eu qu'une circulation localisée dans une économie de redistribution. Ces pièces volumineuses tiraient leur valeur de leur poids conséquent de bronze.

Dès le Ve siècle av. J.-C., des cités du sud de l'Italie avaient déjà utilisé des pièces de bronze. Ces monnaies de bronze, parfois en forme de barres ou de lingots, avaient fini par être retirées de la circulation. Au Ie siècle av. J.-C., les lingots des « aes signatum » ou les larges disques des « aes grave » de bronze avaient ainsi pratiquement disparu. L'« aes » s'est traduit par « as » en français, d'où l'expression « plein aux as ». Le succès des pièces d'or et d'argent plus manipulables et d'une valeur sûre et universelle avait rendu ces « aes » obsolètes.

L'empereur Auguste a alors introduit les pièces de billon. Les pièces de monnaie de « ***billon*** » étaient des pièces d'un petit montant nominal. Elles étaient composées de métaux non précieux, comme le cuivre pur ou le bronze. Ce reliquat de l'usage des monnaies en barres de bronze a été réimplanté pour suppléer au manque de pièces.

Ces petites pièces de billon étaient largement acceptées par le peuple, car elles étaient divisionnaires légales des pièces d'argent, elles-mêmes subdivision des pièces d'or. Bien sûr, l'État romain avait légalisé ces pièces de billon pour le paiement des impôts ou des taxes. Comme les pièces de billon étaient « ***convertibles*** » en pièces d'argent ou même d'or, la valeur des nouvelles pièces de billon de l'Empire résidait dans la confiance en leur convertibilité en pièces d'argent ou même d'or. Ces nouvelles pièces de billon ont germé de l'usage des pièces d'or et d'argent qui les avaient remplacées un siècle plus tôt. L'as de cuivre pur était ainsi introduit, et le sesterce en laiton remplaçait le sesterce en argent. Les nouveaux as de l'Empire étaient bien plus légers et manipulables que les anciens pavés des as de la République dont la valeur s'accrochait au poids intrinsèque de bronze.

La République en doute politique face aux guerres civiles, mais aussi en doute économique face aux désabusés de la plèbe inactive. Le sénat a ainsi cédé la place au pouvoir fort de l'empereur Auguste et de ses successeurs. Ils n'ont pas empêché la décadence.

L'État ne se risquait pas à multiplier outre mesure les pièces de billon. Les pièces de billon étaient frappées en proportion du volume des pièces d'or et d'argent. Les changeurs-essayeurs assuraient la conversion des pièces de billon vers les pièces d'argent ou même d'or. Les changeurs auraient vite dénoncé une accumulation de pièces de billon à leurs tables, contre une disparition des pièces de métaux précieux. Ces pièces de billon étaient nombreuses, mais d'une valeur faciale totale très inférieure à la valeur faciale cumulée des pièces d'or et d'argent. Les pièces de billon représentaient entre 5 et 10 % de cette valeur faciale cumulée des pièces.

Les pièces de billon soulageaient le quotidien de la plèbe. Une demande soutenue de pièces tolérait autant qu'elle se satisfaisait des pièces de billon. Les pièces de billon contentaient la consommation immédiate de la plèbe en circulant pour acquitter les paiements dans le commerce. Dans les campagnes, les pièces de billon ont aidé également à remplacer le troc ardu ou les paiements en biens-intermédiaires. Les pièces de billon circulaient partout, sauf à l'évidence pour le commerce au-delà des frontières de l'Empire.

Pour épargner en banque ou thésauriser sous le lit, les patriciens et la classe moyenne préféraient les pièces d'or et d'argent. Et davantage de

lingots d'argent étaient disponibles pour l'épargne, car ils n'étaient plus gaspillés pour la frappe de pièces de faible valeur nominale en circulation. Dès que l'un avait assez de ces pièces de billon en circulation, il préférait toujours les convertir contre la pièce d'argent ou d'or équivalente pour thésauriser ou épargner. Les pièces de billon sans valeur intrinsèque ont plus circulé qu'elles n'ont été thésaurisées. Les archéologues ont rarement retrouvé des magots de pièces de billon. Ils ont seulement exhumé une multitude de pièces isolées.

Aureus, denier, denier et as romains découverts à Pompéi enterrée par le Vesuve au Ie siècle apr. J.-C.
1 aureus (or)
= 25 deniers (argent)
= 100 sesterces (argent puis laiton)
= 400 as (bronze)
= 1600 quadrans (bronze).

La circulation des pièces de billon a peut-être été décrétée par l'application du « ***cours légal*** ». Le cours légal obligeait les vendeurs et les marchands à accepter les pièces de monnaie des soldats et des fonctionnaires comme moyen de paiement. Cette obligation était relative, car souvent contournée. Devant des paiements en une monnaie suspecte, les marchandises fuyaient l'économie officielle à grandes enjambées. Plus

que les coups de matraque du cours légal, l'avantage de référence de valeur de la monnaie expliquait la propagation de l'usage de pièces de billon. Une des raisons principales de la propagation de l'usage des pièces de monnaie était leur commodité. La demande de pièces suffisait à les écouler. Toute monnaie de billon, d'argent ou d'or devait être acceptée à l'usage, pas seulement imposée.

Avec les siècles, les peuples romains s'habituaient à l'usage de pièces de monnaie en différents métaux. Tout profit pour le Trésor de l'Empire, dans la mesure où la frappe de pièces de billon était tolérée. Cependant, la trésorerie de l'Empire était à peine soulagée, car les frais de frappe n'étaient pas négligeables en regard de la valeur des pièces de billon. Les pièces de billon étaient néanmoins une petite création monétaire sans or ou argent. En ce sens, les pièces de billon étaient comparables à l'éventuelle création de monnaie scripturale par les banques.

Multiplication des pièces par dévaluation dès Néron

L'empereur Néron est déjà renommé pour avoir eu recours aux confiscations des condamnés, aux expropriations, et aux ventes des biens de l'État. Ces pratiques démagogiques contribuaient à soulager un peuple endetté et en peine de rembourser par manque de numéraire. « Vox populi, vox dei ». Pour pallier le manque de pièces, Néron a inauguré une nouvelle mode plus simple et discrète qu'un supplément d'impôt sur les revenus ou de taxe sur les transactions. Effectivement, Néron devrait être fameux pour avoir enclenché une multiplication des pièces pour renflouer la trésorerie… et même plus que pour reboucher les déficits. Néron travestit l'État romain en principal faux-monnayeur de l'Empire, en termes de teneur en or ou en argent des pièces. Les pièces étaient multipliées par dévaluation de la quantité intrinsèque d'or ou d'argent pour une valeur faciale inchangée. La multiplication des pièces d'or et d'argent se répercutait en proportion sur les frappes de pièces de billon. Occasionnellement, une telle dévaluation des pièces d'argent et d'or était tolérée en temps de guerre, comme pendant la Seconde Guerre punique, après laquelle les normes monétaires avaient été rapidement rétablies grâce au butin de la victoire.

Les pièces d'argent voyaient leur titre dévalué par ajout de cuivre lors de leur fabrication. Une modification légère du titre d'argent était imperceptible et même invérifiable du temps de Rome. La gravure offi-

cielle, seule possibilité de détection de la fausse monnaie, n'était plus un gage d'un titre fin d'argent. Les analyses métallographiques des pièces exhumées par les archéologues le démontrent : les pièces d'argent jusqu'alors quasi pures passent à 90 % d'argent sous Néron. Durant les deux siècles qui ont suivi, le titre d'argent va progressivement tomber à 40 %.

Les pièces d'or étaient légèrement rapetissées selon la nouvelle norme du nombre de pièces par livre d'or. Une telle modification était difficilement détectable quand les techniques de frappe étaient encore imprécises et produisaient des pièces irrégulières en poids. La pièce d'or était néanmoins plus contrôlable et donc plus volontiers thésaurisée que les pièces d'argent ou de billon. C'est sur la pièce d'or qu'il y a eu le moins de dévaluation.

Recette de Néron pour calmer la plèbe : du pain, des jeux et de la monnaie… dévaluée. La cuisine à Néron a toujours fait beaucoup d'émules.

Sous son règne, Néron a maintenu le bimétallisme au ratio or-argent habituel. Les nouvelles pièces étaient refondues et frappées en plus grands nombres, mais toujours selon un poids d'or ou d'argent fixe et normalisé, bien que revu subrepticement à la baisse. Et les pièces plus légères en argent ou en or restaient frappées en proportion. Ensuite, avec les successeurs de Néron, le ratio a lentement décliné en faveur de l'or.

L'empereur injectait simplement et discrètement ces pièces multipliées par les filières habituelles des soldes des armées et des dépenses impériales. Ces pièces se mélangeaient aux pièces en circulation sans différencier les unes des autres. Le recyclage des pièces s'organisait en continu à partir des rentrées fiscales régulières. En quelques années, la

teneur en or ou en argent de la plupart des pièces était ajustée au poids de la nouvelle norme. La révision à la baisse des normes de poids des pièces était réitérée de décennie en décennie. L'uniformisation de la teneur d'or ou d'argent des pièces par le recyclage par la fiscalité ralentissait ce faux-monnayage.

Peu d'échappatoires pour les Romains

La dévaluation décidée par Néron de l'or et de l'argent dans les pièces était peu perceptible. En tout cas, les réactions des Romains devant la différence de coloration des nouvelles pièces ne sont relatées dans aucun écrit.

De toute façon, peu d'échappatoires existaient. Les commerçants et les changeurs étrangers qui estimaient au poids les pièces d'argent de Lydie, de Grèce ou de Perse étaient pratiquement intégrés au commerce national sans plus de neutralité. Au moins en façade, ils étaient bien obligés d'accepter les pièces d'or et d'argent des soldats et des fonctionnaires à la valeur faciale. Le monopole impérial des mines combiné au système monétaire enfin unifié sous l'Empire offrait moins d'alternatives de change aux Romains. Ainsi, ce vaste Empire unifié avait reconduit aux lointaines frontières le refuge en lingots ou en pièces étrangères concurrentes. L'Empire avait échappé à la contrainte de la disparité entre la valeur légale des métaux précieux et entre la valeur pratiquée par les commerçants étrangers, comme du temps de la splendeur lydienne ou grecque.

Les crises de paiements évitées

Une multiplication modérée des pièces d'or, d'argent ou de billon n'était peut-être pas une si mauvaise chose. Elle repoussait le dramatique manque de pièces qui dégénérait parfois en crise de paiements. Les dévaluations, et donc des multiplications des pièces, ont contribué à soulager les crises de paiements. Pendant deux siècles, ces multiplications se sont répétées occasionnellement et dans des chiffres mesurés. Cependant, dès la fin du IIe siècle apr. J.-C., elles sont établies en règle usuelle. Néron avait improvisé un jeu litigieux, sans garde-fous, et sans comptes à rendre. En effet, le danger venait de la confiance perdue dans la teneur d'or ou d'argent des pièces. Les pièces de monnaie s'éloignaient de la perception d'un bien-intermédiaire en poids d'or ou d'argent pour se

rapprocher d'une monnaie pure selon la seule valeur faciale. Si les paiements en pièces légèrement dévaluées continuaient d'être gentiment acceptés pour leur valeur faciale, une forte dévaluation de la teneur en métal précieux risquait de provoquer une vague de refus des pièces pour acquitter les paiements.

De plus, un autre danger menaçait par la multiplication exagérée des pièces. Si quelques pièces en plus soulageaient le manque de pièces, quelques pièces en trop déclenchaient un nouveau phénomène : l'inflation.

Inflation perceptible au Ie siècle apr. J.-C.

Hausse des prix en conséquence de la multiplication des pièces

La multiplication des pièces a conduit à un curieux phénomène dans l'Empire : une hausse légère et continue de l'ensemble des prix. Le scénario plausible du mécanisme de la hausse des prix a été le suivant. Un afflux de soldats, de fonctionnaires et de clients aux mains pleines de pièces multipliées par Néron se présentait dans l'échoppe du producteur ou du commerçant. Cet afflux de clients riches en pièces était une aubaine. Devant tant de clients, le vendeur s'empressait de négocier les prix plus âprement, sans octroyer l'habituelle remise. En effet, tout commerçant chevronné souhaitait conserver quelques réserves pour ses meilleurs clients. Comme la baisse des stocks de l'échoppe était manifeste, le commerçant se laissait moins amadouer par les clients et les prix augmentaient. Si l'afflux de clients aux mains pleines de monnaie se maintenait, alors les prix mémorisés après négociation et marchandage augmentaient de manière irrévocable. Si au bout de quelques mois, la multiplication des pièces continuait, alors les prix se mettaient à augmenter de mois en mois, d'année en année.

Les négociants avaient augmenté leurs prix assez vite, mais pas instantanément. Juste le temps de percevoir et de mémoriser la hausse des prix selon l'un des avantages du bien-intermédiaire ou de la monnaie : la référence de valeur mémorisée. Après un certain laps de temps, les commerçants et les clients avaient enregistré la hausse des prix conséquente à une multiplication de la monnaie. Le commerçant avait lui-même besoin de plus de pièces de monnaie pour maintenir son train

de vie et acheter chez les autres commerçants aux nouveaux prix mémorisés.

Négociations dans les pays arabes. Si vous avez le moindre doute quant à l'augmentation des prix face à la quantité de monnaie, montrez au propriétaire du chameau une liasse de billets avant de fixer le prix.

Cette hausse des prix était la marque d'une multiplication disproportionnée des pièces de monnaie, relativement à la quantité de biens produits. Avec la Pax Romana au début de l'Empire, l'expansion économique et démographique avait absorbé l'injection colossale de pièces. Au Ie siècle apr. J.-C., cette expansion ralentissait. L'infléchissement de la hausse de la production accentuait le déséquilibre entre les quantités en hausse de pièces de monnaie injectées en circulation et les quantités languissantes de réserves de biens dans les boutiques.

Hausse généralisée, continue et prolongée des prix, ou inflation

Ce phénomène de hausse généralisée, continue et prolongée des prix est appelé « ***inflation*** » depuis le XXe siècle. L'inflation persistante était toujours due à trop de monnaie dans les mains des clients ou acheteurs toujours plus nombreux par rapport à une quantité de biens inchangée. La multiplication des pièces de monnaie dans les mains des clients pour une production stable de biens, provoquait l'inflation des prix de vente par les négociations entre clients et fournisseurs.

Selon les économistes les plus influents du XXIe siècle, l'inflation est surtout un phénomène monétaire. La quantité de monnaie doit varier en proportion de la quantité de biens pour éviter l'inflation. Assertion raisonnable surtout dans l'ère moderne et industrielle de production inoxydable, de démographie stabilisée, et enfin d'un système monétaire élaboré et compressible, comme expliqué dans les derniers chapitres. Du temps de Rome, le volume de biens produits était aussi prépondérant que la quantité incompressible de monnaie en circulation. La « compression » de la quantité de monnaie en circulation sera étudiée par la suite.

Cette explication d'une inflation d'après une cause monétaire est la plus écoutée au XXIe siècle. Ce livre va dans le sens de ces théories dominantes. Expliquer la monnaie est plus concret en se raccrochant aux théories actuellement en vogue.

Inflation modérée aux Ie et IIe siècles apr. J.-C.

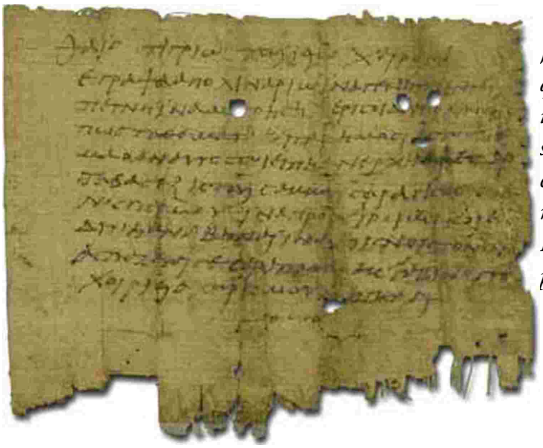
Du temps d'Aristote ou de l'Empire romain, l'inflation des prix était déjà observée sans être mesurée. La mesure de l'inflation par l'enregistrement méthodique du niveau des prix n'existait pas dans l'Antiquité. Cet inventaire du niveau des prix n'était pas systématique. Ce n'est qu'au XXe siècle que des historiens de l'économie ont compilé les niveaux des prix à Rome à partir des annales de l'Antiquité. Ainsi, ils ont pu estimer l'inflation du temps de l'Empire.

D'après les archives, l'inflation des prix par multiplication des pièces a été longtemps modérée et constante dans l'Empire. Cette hausse est généralement admise par les historiens dans l'Orient comme dans l'Occident de l'Empire. Par exemple, la hausse de la solde du légionnaire indiquait un accompagnement d'une inflation annuelle d'environ 1 % par an entre l'an 100 et 220. Tendance confirmée par l'étude d'autres prix.

L'étude de l'inflation indique que les empereurs ont compensé avec un excès relatif la défaillance des mines impériales d'or et d'argent. D'après l'analyse métallographique des pièces retrouvées, les empereurs n'avaient pourtant pas lésiné sur la dévaluation de l'or et de l'argent des pièces. La dévaluation de la teneur en métal précieux se chiffrait en dizaines de pour cent.

Durant les Ie et IIe siècle apr. J.-C., les pièces multipliées continuaient cependant d'être acceptées pour leur valeur faciale dans le commerce. Les pièces contenaient encore une quantité substantielle d'or ou d'argent. Même si la multiplication des pièces était exubérante, elle provoquait à peine l'inflation des prix.

Durant ces deux siècles, l'inflation des prix indisposait plus qu'elle paralysait l'activité économique. L'inflation modérée était un désagrément mineur. L'inflation était une cause secondaire du déclin économique des deux premiers siècles de l'Empire. L'inflation était plus un symptôme d'une anomalie que le virus de la décadence.



Papyrus grec du IIe siècle apr. J.-C. Les sources écrites de l'Antiquité sont rares. Les chiffres sont interprétables et donc controversés. Néanmoins, l'analyse économique vient compléter, nuancer ou perturber une Histoire expliquée exclusivement par la philologie.

Hausses ponctuelles des prix

En revanche, la hausse ponctuelle d'un seul prix n'est pas l'inflation. Un prix isolé peut augmenter selon des facteurs occasionnels, climatiques ou saisonniers. Chaque prix intervient individuellement dans l'inflation, mais celle-ci englobe la hausse de l'ensemble des prix des biens et services.

Les flambées ponctuelles de prix ne sont pas à confondre avec l'inflation. L'inflation dénote une hausse généralisée et prolongée de l'intégralité des prix, comme celle rencontrée par l'Empire romain dont l'origine était essentiellement monétaire.

Les dépenses des tributs des conquêtes, ou d'autres cadeaux démagogiques des empereurs pouvaient faire s'envoler le niveau des prix, du

temps de Rome. Dans ce cas, la hausse des prix n'était que passagère, et l'on parle d'une hausse ponctuelle des prix plus que d'inflation. La hausse des prix est qualifiée d'inflation si elle est prolongée et liée à une multiplication disproportionnée de pièces de monnaie par rapport aux quantités de biens produits.

Toute calamité pouvait provoquer aussi une multiplication des pièces vidées des bas de laine et réinjectées en circulation, par une ruée d'acheteurs en quête de farine ou de viande salée. Dans le même désarroi face à la crainte d'une famine et la peur du lendemain, les producteurs et les commerçants conservaient quelques réserves, en refusant de vendre leurs stocks… sauf à prix d'or. Ainsi, les producteurs prudents vendaient moins, et contre plus de pièces. Les prix étaient en hausse pour cette double raison de plus de monnaie pour moins de biens. Les crises des guerres puniques ont éperonné les prix ponctuellement entre 3 et 4 % aux IIe et I^e^ siècles av. J.-C. Ces hausses des prix ne sont pas considérées comme de l'inflation, car elles ne sont que temporaires.

Après ces circonstances ponctuelles ou passagères, les prix redescendaient dans le cas des calamités, ou se stabilisaient dans le cas d'un apport de pièces. La quantité de pièces de monnaie en circulation s'équilibrait à nouveau avec la quantité des biens. Les niveaux des réserves des fabricants et commerçants étaient revenus à la normale. Stocks, quantités de monnaie et prix étaient en accord. Fabricants, commerçants et clients faisaient référence aux nouveaux prix, et ils oubliaient les anciens prix.

Une dernière observation souligne qu'une hausse des salaires des paysans ne révélait pas directement une poussée d'inflation des prix. En fait, les salaires ne rentrent pas dans la mesure de l'inflation des prix. Ils n'y rentrent qu'indirectement, par les coûts de main-d'œuvre pour produire les biens produits et les services vendus. La hausse des salaires ou des soldes des légionnaires était plutôt le reflet d'un accompagnement de l'inflation des prix. Dans ce cas, le salarié n'était pas plus riche en biens, même s'il avait plus de pièces en main. Dans d'autres cas, l'amélioration de la productivité entraînait une majoration des salaires, tout en laissant les prix de vente inchangés. Cette hausse de salaire indiquait que le salarié s'était enrichi en biens.

Par ailleurs, les économistes estiment que ces hausses des salaires sont peu inflationnistes. Les ressources physiques et humaines limitent l'amélioration de la productivité qui génère la hausse des revenus et des salaires. Dans les belles années de prospérité, la hausse de la productivité dépasse rarement quelques pour cent, et elle ne se répercute que modérément sur les salaires et sur l'inflation des prix de vente.

La clé de l'inflation : excès de dépenses et manque d'investissements par l'État romain

L'inflation provenait d'un déséquilibre entre la frappe de pièces et la production de biens. La quantité de monnaie dépensée augmentait plus vite que la quantité de biens produits.

Certes, les dépenses des pièces multipliées avaient des apports positifs comme d'éviter les crises de trésorerie, et comme de généraliser l'usage de la monnaie jusque dans les campagnes des provinces occidentales. Les nouvelles pièces facilitaient le commerce en pleine croissance par le comptage et l'acquittement. Elles permettaient la thésaurisation après le change des pièces de billon en pièces d'argent. Elles rendaient possible l'éventuel octroi de quelques prêts en pièces. Les dépenses de pièces de monnaie, la paix et les voies romaines avaient presque inconsciemment tonifié la formidable expansion du commerce du début de l'Empire. Le volume de biens s'était accru en proportion aux frappes de monnaie jusqu'au I^e^ siècle apr. J.-C. L'inflation était alors inexistante.

Ensuite, les dépenses multipliées en pièces dévaluées ont surpassé l'augmentation de la production. Le vrai nœud du déséquilibre était lié aux agissements du gouvernement.

D'une part, l'État dépensait trop ses nouvelles pièces pour les soldes des armées, pour la bureaucratie et pour d'autres charges non productives. Ces charges comprenaient bien sûr la construction de monuments de prestige ou d'édifices religieux lénifiants, et les diversions démagogiques en pourvoyant du pain et des jeux, surtout en Italie.

D'autre part, l'État investissait peu ses nouvelles pièces pour créer des industries rentables ou améliorer valablement l'infrastructure à vocation économique. Rome n'a pas su, ou n'a pas pu mettre sur pied des programmes d'investissements féconds à la place de dépenses stériles. Il y a bien eu des constructions de routes, d'aqueduc, de canaux, ou de ports, mais ces ouvrages étaient destinés en priorité au militaire et au

politique. Ces ouvrages ont certainement profité au commerce, mais c'était inconscient, et ces dépenses ont eu peu d'effet quant au développement de nouveaux ateliers de production de produits inventifs.

Selon d'éminents historiens, aucune voie romaine n'a été construite pour favoriser l'économie, mais seulement pour la circulation rapide des légions. Rome ne connaissait que la dépense militaire ou politique, pas question d'investissement économique.

Avec plus de nouvelles pièces de monnaie dans les mains des acheteurs que de nouveaux biens, l'inflation pointait son nez. La mesure de l'inflation d'après les documents d'époque oriente les historiens vers cette conclusion. Les Romains de l'Empire ignoraient les dangers de ce phénomène nouveau de l'inflation. Excepté les hausses ponctuelles, la République n'avait jamais rencontré une telle situation de manière aussi continue. Cette inflation usait lentement l'économie. Elle pouvait dépasser un cap de non-retour jusqu'à échapper à tout contrôle et amener à de graves convulsions économiques et sociales.

Mécontents et profiteurs de l'inflation des prix dès le Ie siècle apr. J.-C.

Perte pour les uns

L'inflation des prix était une ponction comparable à une taxe. Cette ponction était illicitement prélevée sur certains au profit d'autres spécifiés dans le point suivant. Cette ponction frappait les possesseurs de pièces thésaurisées dans un bas de laine, ou les épargnants de pièces en banque. Un exemple permet de mieux l'expliquer. Au départ, un producteur vendait cinq cochons contre dix pièces. Il thésaurisait ou épargnait ses dix pièces. Plus tard, après la hausse du prix des cochons englobée dans l'inflation des prix par l'afflux de nouvelles pièces, ses dix pièces ne valaient que quatre cochons. L'inflation avait ponctionné un cochon. La ponction avait virtuellement été prélevée durant le laps de temps d'adaptation des prix mémorisés. La monnaie thésaurisée avait perdu son pouvoir d'achat en rapport à l'inflation des prix. Dès lors, l'inflation des prix des biens biaisait la possibilité offerte par la monnaie de postposer la dépense en toute sécurité. La monnaie ne tenait plus la promesse, obtenue lors de l'acte de vente, d'un achat équitable sur la production future. L'inflation des prix rongeait la thésaurisation et l'épargne. L'inflation agissait comme une taxe sur la thésaurisation et l'épargne. Aussi, plus le temps s'écoulait et plus la ponction par l'inflation augmentait. Pour compenser l'inflation, le système bancaire archaïque n'accordait pas à chacun l'accès à une épargne sûre et rémunérée par des intérêts. La carence de banques en Occident réduisait de nombreux Romains à la thésaurisation de pièces altérées. Les monopoles des mines de l'État excluaient presque les placements en or ou en argent fin. L'acquisition de terres représentait le seul placement solide, mais il était grevé par l'impôt foncier.

L'inflation des prix était aussi une ponction qui agissait comme une taxe sur les bénéfices espérés. Ce qui suit permet de l'illustrer. Ainsi, un potier concluait un contrat pour vendre dans deux mois cinquante jarres en terre cuite contre dix pièces. Le potier se mettait à produire en achetant de l'argile et le bois pour le four selon des coûts en vigueur de 8 pièces. Deux mois plus tard, il fournissait les cinquante jarres contre les dix pièces. Entre-temps, l'inflation s'était manifestée à la suite de

l'afflux des nouvelles pièces multipliées. Les prix du jour proposaient quarante jarres contre dix pièces. L'inflation avait ponctionné dix jarres. Le potier se retrouvait grugé par le contrat à terme tronqué par l'inflation. Le vol se faisait de la même manière sur le dos du courageux tâcheron payé à la fin de son labeur, jamais au début. Même en cas de poussée d'inflation durant l'exécution du contrat, le travailleur restait payé au montant initialement convenu. Toutes les transactions à terme voyaient ainsi leurs bénéfices rognés par l'inflation.

Si les transactions à terme anticipaient l'inflation, les prix mémorisés augmentaient d'autant à terme. Dans ce cas, l'inflation des prix s'intensifiait encore plus. Et l'anticipation de l'inflation des prix à court terme lésait encore plus les épargnants qui étaient incapables de contrer l'inflation pour leurs transactions à très long terme.

Gain pour les autres

Le gain était tangible pour les débiteurs des comptes de crédit en banque et pour les emprunteurs de pièces de monnaie. L'inflation des prix délestait le remboursement du crédit ou du prêt. Les revenus postérieurs s'alignaient sur les prix de vente. La dette valait vingt pièces, et était autrefois proportionnelle à vingt cochons. Après la hausse des prix, cette même dette de vingt pièces correspondait peut-être à dix-neuf cochons, et son remboursement s'allégeait d'autant pour l'emprunteur qui était éleveur de cochons. La dette à rembourser avait fondu par l'effet de l'inflation des prix.

Le gain était appréciable pour l'acheteur qui payait à terme. Il avait précédemment convenu d'un prix de 10 pièces pour 50 jarres. Le jour du paiement, il revendait 40 jarres pour obtenir 10 pièces selon les prix du jour, il effectuait le paiement dans la journée au fabricant, et l'acheteur conservait 10 jarres pour lui-même. Une bonne affaire pour l'acheteur qui payait sa commande au prix antérieur à l'inflation.

Gain à court terme pour l'État

Le gain pour l'État romain était à peine lié à l'inflation. L'État romain affranchi de dettes, ne gagnait rien par l'inflation. Seuls les débiteurs et emprunteurs gagnaient ce que l'inflation rognait aux prêteurs et créanciers. Le gain de l'État romain se montait à la dévaluation de métal précieux dans chaque pièce, ou au nombre de pièces frappées sans scru-

pules en plus de la valeur annoncée par rapport au lingot. L'État ne gagnait que par la dépense de cet extra de pièces de monnaie multipliées. La ponction sur les pièces d'or et d'argent était une taxe en métal précieux, plus qu'une taxe par l'inflation.

Avec l'inflation, l'injection de pièces dans l'économie par l'État avait cessé de vitaliser le commerce et de permettre l'épargne en banque ou la thésaurisation dans une cassette. L'inflation déroutait les commerçants. Elle frustrait les épargnants par la perte de valeur de leurs pièces en banque. Elle démotivait les actifs qui travaillaient pour épargner ou thésauriser leurs salaires. L'inflation perturbait l'économie, et les revenus fiscaux de la production en pâtissaient, comme expliqué en détail ci-après. L'inflation a effectivement contribué au déclin de l'Empire romain.

Déclin économique du Ie siècle jusqu'au début du IIIe siècle apr. J.-C.

Démagogie financée par la fiscalité et la multiplication des pièces de monnaie

Depuis la République du Ie siècle av. J.-C. et ensuite dans l'Empire, du blé bon marché se déversait en Italie après les nouvelles conquêtes de Sicile, d'Asie Mineure et d'Afrique. Cette nouvelle concurrence ruinait la paysannerie des petits propriétaires d'Italie. Les grands propriétaires terriens leur rachetaient leurs biens qu'ils exploitaient avec une main-d'œuvre d'esclaves. Les hommes libres dépossédés de leurs terres s'agglutinaient à la population urbaine de la plèbe sans source de revenus.

Les empereurs étaient perplexes et impuissants à donner du travail aux désœuvrés. Ils ont éludé le problème par la démagogie qui a été la principale cause de la décadence. Le désœuvrement et la démagogie étaient manifestes à Rome et dans la péninsule italienne. « Du pain et des jeux ». Prendre aux riches pour donner aux pauvres. Et 200 000 subsidiés à Rome étaient autant de paires de bras en moins au travail. La bureaucratie était aussi en hausse pour absorber les inactifs.

La démagogie a été rendue possible par un financement assuré par la fiscalité, les réquisitions, les confiscations, et également par la multiplication des pièces. Il était vrai que les mêmes pratiques de frappe de

pièces de monnaie contribuaient au financement des États depuis l'invention des pièces de monnaie par les Lydiens. À Rome, les pièces en étaient arrivées à donner le pouvoir d'acheter tout bien ou service. Les pièces apparaissaient comme richesses plus que les biens. Alors, pourquoi ne pas augmenter les distributions de pain en les finançant par la frappe artificiellement de pièces de monnaie ? Grave erreur ! Une sorte d'aveuglement devant le scintillement des pièces de monnaie, et une inconscience du péril de l'excès. Qu'aurait-il fallu faire pour remédier au cancer des cohortes de chômeurs ? Les siècles d'Histoire qui ont suivi Rome éclairciront le sujet, comme expliqué dans les prochains chapitres.

Gladiateurs pour rappeler les valeurs du courage en temps de paix ? Par simple démagogie ? Ou parce qu'aucune autre solution ne semblait exister pour calmer la plèbe inactive ?

Multiplication des pièces et fatigante inflation vers la fin du IIe siècle apr. J.-C.

Vers la fin du IIe siècle apr. J.-C., la dévaluation s'était accrue à une époque de dépenses du gouvernement en hausse et d'approvisionnement affaibli en or et en argent. Les analyses métallographiques des pièces retrouvées éclairent les historiens quant à la dévaluation et donc à la multiplication des pièces. Pour les pièces de billon, le coût de fabrication avait fini par rattraper la valeur nominale de ces pièces sous l'effet de la lente inflation. Ces pièces ont donc disparu dans la plupart des régions de l'Empire à la fin du IIe siècle apr. J.-C. pour ne persister que dans les régions proches de Rome.

Au tournant du IIIe siècle apr. J.-C., l'inflation accélérait. Elle se reflétait par exemple dans la hausse de la solde annuelle du légionnaire qui passait de 600 à 1800 deniers sur 20 ans. Longtemps modérée, cette hausse de la solde du légionnaire est montée à un chiffre inquiétant de 5 % par an au début du IIIe siècle apr. J.-C.

L'inflation des prix commençait à décourager le travail. L'inflation dévalorisait et donc décourageait le dur labeur accompli pour épargner ou thésauriser, comme le travail au prix du jour et rétribué à terme. De même, les ventes à terme, les contrats à échéance et les investissements perdaient en rentabilité. L'inflation, ajoutée aux perceptions des impôts et des taxes, rognait inexorablement les bénéfices de ces opérations. Les contre-incitants au travail s'additionnaient. Le découragement affectait toutes les classes sociales. La production périclitait lentement et périlleusement.

Les commerçants et les producteurs éliminaient sèchement les activités les moins profitables. Personne n'a jamais aimé perdre le fruit de ses efforts grignoté par le temps, sans moyen de conserver son revenu pour ses vieux jours. L'inflation rognait année après année la valeur de la pièce de monnaie. Peu d'alternatives subsistaient pour placer ses revenus et en conserver la valeur, car l'épargne en banque rémunérée par des intérêts compensant l'inflation était rarement possible, et les placements fonciers excitaient l'appétit des impôts.

Même le producteur de biens manufacturés non encore découragé trouvait moins de débouchés. L'inflation rongeait l'épargne des consommateurs, et ceux-ci se repliaient inévitablement sur l'approvisionnement en vivres. Dès lors, les autres producteurs se contentaient également de travailler pour produire et consommer un minimum vital.

La production des uns n'était plus l'émulation de la production des autres. Les effets pervers de l'inflation décourageaient l'économie, même légèrement. L'Empire s'appauvrissait globalement en partie par l'effet de l'inflation. Au contraire, la stabilité de la monnaie a toujours été un excellent incitant de la production, de la consommation, et donc de l'économie.

Les revenus fiscaux des empereurs s'amenuisaient en proportion de la baisse de production, surtout en Italie. L'Italie importait davantage des autres provinces. Le mécontentement de celles-ci s'accentuait devant

la décadence aggravée de l'Italie. La collecte des taxes était contestée, peut-être éludée.

Commodus, empereur de 180 à 192, est bien un symbole de la décadence de Rome, surtout pour Hollywood et ses films de gladiateurs. Cependant, certains historiens contestent ce point de vue. Ils estiment que Commodus était limité dans sa capacité à endiguer le déclin, car les causes profondes dépassaient les connaissances de l'époque. Comme les chapitres suivants l'expliquent, les Romains ne disposaient pas des instruments financiers et monétaires nécessaires pour réformer leur économie.

Déclin économique accentué au début du IIIe siècle

Au début du IIIe siècle, le déclin économique s'accélérait, surtout dans les provinces occidentales et encore plus en Italie. Ces provinces avaient épuisé leur croissance tirée par la « Pax Romana », le droit romain, et le commerce avec les provinces orientales.

Sans un appui bien senti des banques, l'économie de ces provinces occidentales végétait également. Le système bancaire avait peu évolué depuis la conquête romaine : toujours développé en Orient, encore rachitique en Occident. Au IIIe siècle, les banquiers avaient même déserté la campagne italienne. La banque accaparée par le commerce n'avait rien à gagner si la production locale chutait.

Les campagnes italiennes étaient désertées, et de nombreuses terres retournaient en friches. L'industrie, qui avait émergé considérablement depuis Auguste, ne trouvait plus de débouchés suffisants parmi les masses urbaines inactives.

À l'autre bout de la Méditerranée, l'économie égyptienne continuait de s'appuyer sur une longue tradition bancaire, et elle montrait moins de signes d'essoufflement malgré la légère inflation. Grâce aux banques, la rémunération en intérêts des dépôts persistait dans l'Orient de l'Empire. Ceci contribuait peut-être à cela.

La paysannerie a longtemps évité les marchés, la monnaie, les dettes et l'inflation. Autonomie avant tout. Taxes en nature si possible. Néanmoins, l'usage de la monnaie a fini par se répandre dans l'Empire, jusqu'à atteindre des régions reculées telles que la Grande-Bretagne au IIIe siècle après J.-C.

La « crise du IIIe siècle » apr. J.-C.

La « crise du IIIe siècle »

Entre 235 et 284, une crise autant politique qu'économique emportait l'Empire au bord du précipice. Les historiens parlent de la « crise du IIIe siècle ». La confiance, le commerce et la production s'étaient fortement dégradés. Les légions, dont la morale se perdait, ou les estomacs se vidaient, harcelaient et extorquaient les civils, ce qui

n'améliorait pas la situation. Une épidémie de peste ajoutait au désarroi économique et politique dans les années 240.

L'Empire fragilisé économiquement et politiquement était incapable de supporter les charges militaires pour se défendre. Les barbares et les pirates, surtout dans l'Occident, se ruaient pour écumer terres et mers. La sévérité de la crise est difficilement estimable vu l'insuffisance d'écrits préservés. Néanmoins, l'archéologie illustre la situation : l'époque voyait des palissades et des fortifications s'ériger autour des cités et des villas.

La pièce de l'antoninien (qui valait deux deniers) a été introduite au début du IIIe siècle. Elle a été rapidement dévaluée et a fini par ne plus contenir d'argent comme cette pièce de Valérien, empereur en 253. Cet empereur est resté célèbre pour sa défaite humiliante en Asie Mineur en 260 et pour avoir servi de marchepied pour son vainqueur, le roi Shapur de Perse. Mais peut-être, Lactance, l'écrivain chrétien qui a rapporté la capture, a-t-il faussé les faits pour humilier l'empereur responsable de persécutions antichrétiennes.

Apogée de la multiplication des pièces vers 260

Le Trésor de l'État subissait la baisse des revenus fiscaux. Sans possibilité d'emprunt à un système bancaire efficace, il ne restait que la folle multiplication des pièces de monnaie. La multiplication des pièces bondissait à son apogée avec l'empereur Gallien (260-268). Seules la vitesse de refonte et la frappe manuelle des pièces limitaient encore la multiplication. La frappe de pièces de billon encore en circulation dans la région de Rome finissait par disparaître totalement sous Gallien, faute

de rentabilité. La multiplication s'est alors portée sur les pièces d'argent. La dévaluation de l'argent-métal dans les pièces a été abrupte pour compenser l'arrêt des frappes des pièces de billon. En un peu plus d'une décennie, le titre d'argent-métal des pièces plongeait de 40 % peu avant 260, à 4 % vers 270. Les pièces d'argent s'étaient dégradées en des rondelles de bronze enrobées d'une pellicule d'argent. Les nouvelles pièces dévaluées en argent étaient de plus en plus rejetées. La confiance en ces nouvelles pièces s'effondrait.

La monnaie n'était plus ni d'or ni d'argent. Les pièces de monnaie étaient très éloignées d'un bien-intermédiaire avec une valeur intrinsèque. Elles n'étaient acceptées en paiement que parce qu'il fallait bien se nourrir, sans les rejeter systématiquement. Alors, chacun payait en mauvaise monnaie pour s'en débarrasser, sans la thésauriser. La circulation de cette mauvaise monnaie s'accélérait pour acheter des vivres ou des biens-intermédiaires.

Antoninien d'argent (en réalité bronze enrobé d'argent). Avers : Salonina, réputée très belle, femme de l'empereur Gallien. Revers : la déesse Junon. Gallien a été assassiné en 268 dans un empire en crise. Peut-être l'un des premiers dirigeants politiques à payer de sa vie son incompétence monétaire.

Également, les pièces d'argent de qualité étaient thésaurisées quand elles avaient échappé au cycle des taxes et de la multiplication des pièces. La bonne monnaie, conservée chez soi, disparaissait du circuit. Gresham a énoncé cette loi monétaire au XVIe siècle, d'où l'appellation de « ***loi de Gresham*** » : « La mauvaise monnaie chasse la bonne », car la bonne

monnaie est conservée à la maison quand la mauvaise circule, imposée en paiement.

Les pièces d'or non dévaluées étaient thésaurisées depuis longtemps sous le matelas et circulaient à peine. Moins les pièces ont circulé, plus concentrées elles ont été retrouvées par les archéologues. Ainsi, la prédominance de l'or sur l'argent est nette en termes de valeur faciale dans les magots enfouis ou égarés lors de débandades, et exhumés depuis le XIXe siècle. Le ratio bimétallique entre pièces d'or et d'argent, déjà fort détendu, se disloquait au temps de Gallien, selon les historiens.

Crise monétaire et bancaire vers 265

Les crises des paiements avaient été partiellement éludées depuis Néron en multipliant la monnaie, alors d'or et d'argent fin. Vers 265, une crise des paiements resurgissait avec une monnaie rejetée par le mauvais aloi des pièces et par l'inflation des prix. Les crises des paiements par manque de monnaie, comme décrites au début de l'Empire, s'étaient muées en une crise économique et bancaire par excès de monnaie. Jamais contents, ces Romains !

Le système bancaire, déjà érodé par des décades de perte de confiance et d'évaporation du désir d'emprunt, a même été temporairement suspendu après la culbute des clients faillis. Cette crise du IIIe siècle a signifié une coupure profonde pour les métiers bancaires et financiers. Dès la fin du IIIe siècle, la thésaurisation des bonnes pièces prenait en partie la place de l'épargne dans les banques vacillantes et à peine remises de la crise bancaire.

Sauvetage militaire de l'Empire financé par… la surmultiplication des pièces

L'empereur Aurélien (270-275) a sauvé l'Empire de la dislocation par ses victoires militaires sur les insurgés ou les envahisseurs.

Par contre, il n'a pas résolu la crise économique. Au contraire, il a traficoté encore plus le système monétaire, et a frappé de nouvelles pièces avec une dénomination faciale qui équivalait à 2,5 fois la valeur des anciennes pièces… toujours presque sans argent-métal. Chaque frappe au marteau rapportait 2,5 fois plus. La rentabilité de la production manuelle restaurée, Aurélien a repris la multiplication de plus belle.

Aurélien est ainsi le premier personnage de l'Histoire à avoir financé son gouvernement par la « planche à monnaie », en ajoutant quelques chiffres à la valeur faciale de la monnaie.

Palmyre et l'Orient se lassaient de payer tributs et taxes à la Rome décadente. La reine Zénobie a déclaré l'indépendance de Palmyre avant d'être vaincue par l'empereur Aurélien en 272.

Décollage de l'inflation avec Aurélien

L'inflation des prix décollait avec ces nouvelles pièces en paiement. Dès Aurélien, l'inflation est devenue rampante jusqu'à la chute de l'Empire. De cause mineure de la déglingue économique, l'inflation s'était muée en une cause majeure du déclin. L'inflation galvaudait les avantages de la monnaie : compter avec un étalon stable, acquitter les paiements, et surtout postposer la dépense en épargnant à pouvoir d'achat égal.

Sous Aurélien, le commerce en pièces de monnaie s'arrêtait partiellement. Le troc et autres biens-intermédiaires réapparaissent pour acquitter les paiements. L'usage des pièces, pourtant si répandu, cédait la place à d'autres monnaies ou au troc pour assurer le minimum vital. Peut-être continuait-on à compter en pièces, mais on les acceptait moins volontiers pour acquitter les paiements, ou alors à un prix en pièces surévalué en prévision de l'inflation. L'économie était en plein chaos, surtout à l'Occident de l'Empire. Le retour en friche des cultures s'ac-

centuait par manque de débouchés commerciaux ou par la hantise des raids barbares.

Les effets d'impôts injustes, de taxes élevées, et de la perfide inflation s'accroissaient. Le cycle infernal de crise économique, démagogie, taxes et inflation s'accélérait. La multiplication des pièces continuait jusqu'au vice et à la décrépitude économique. À juste titre, l'abus de multiplication des pièces par le gouvernement a été comparé à l'alcoolisme : soulagement après une rasade, mais pire après la nuit. Alcoolisme de la multiplication de la monnaie pour les empereurs ; malnutrition du déclin économique pour la plèbe bannie par une industrie effrayée par la crise, la démagogie, les taxes et l'inflation. En rien la production de biens n'augmentait quand les pièces de monnaie étaient multipliées. Seuls les prix s'en ressentaient. Au bout du compte, l'État faux-monnayeur était pénalisé par des revenus fiscaux à la baisse, en termes réels et proportionnels aux biens.

L'économie de l'Empire dépérissait grièvement à la mort d'Aurélien. La baisse de la production combinée avec la hausse de la quantité de monnaie en circulation avait multiplié les prix par 10 entre 256 et 280. Le cercle vicieux inflation, démoralisation et baisse de la production pour encore plus d'inflation continuait.

Fiasco de la résorption de l'inflation à la fin du IIIe siècle apr. J.-C.

Échec de la réforme monétaire pour mater l'inflation

L'empereur Dioclétien (284-305) a alors entamé des réformes monétaires profondes pour mettre un terme à la crise politique et économique. Il a redéfini les normes des pièces. Il a frappé de nouvelles pièces d'or et d'argent quasi pures. Les butins des nouvelles conquêtes de Dioclétien y ont vraisemblablement contribué. Des pièces de bronze divisionnaires des nouvelles pièces d'or et d'argent ont été également mises en circulation. Les nouvelles pièces d'un titre et poids d'or ou d'argent précis étaient à nouveau proches d'un bien-intermédiaire.

Au grand désespoir et à la grande stupéfaction de Dioclétien, l'inflation continuait après l'introduction des nouvelles pièces. Dioclétien

avait certes injecté de bonnes pièces dans l'économie, mais il avait par là augmenté la quantité de monnaie en circulation. En fait, les nouvelles pièces de Dioclétien étaient thésaurisées à la place de pièces de moindre qualité qui étaient remises en circulation. L'inflation des prix en pièces continuait devant la baisse de production et le rapide rejet des mauvaises pièces en circulation. Peut-être un marché noir se développait en marge de la production officielle payée avec les pièces des soldats et des fonctionnaires. Au contraire d'une taxe que l'on peut suspendre par un simple décret, l'inflation avait créé un effet boule de neige incontrôlable. L'inflation continuait irrésistiblement. Le rejet de la mauvaise monnaie et l'inflation des prix s'aggravaient. Les empereurs avaient été impénétrables aux travers de leur rituel monétaire. Après tout, les frappes de pièces de monnaie étaient une institution séculaire pour contribuer au financement de l'Empire.

Échec de « l'édit des prix » pour geler l'inflation

Dioclétien a alors pondu et promulgué son mémorable « édit des prix ». Il établissait des prix maximums des transactions pour contrôler l'inflation des prix des paiements en pièces. Les Romains encouraient la peine de mort en cas de dépassement de ces prix plafond.

L'initiative s'est soldée par un échec cuisant pour terrasser l'inflation. Les commerçants comme les fabricants dissimulaient leurs marchandises. Le marché noir s'est développé malgré la menace des sanctions. Pourquoi vendre à bas prix le jour, si l'on peut vendre à bon prix la nuit ? Les fabricants et les marchands vendaient uniquement à leurs fidèles clients et à un prix honorable. Dès lors, les biens vendus aux prix officiels se volatilisaient contrairement à la quantité de pièces en circulation. Pour survivre, les clients étaient obligés d'acheter la nuit les biens retirés des échoppes du jour. Les prix du jour ont fini par s'aligner sur les prix de la nuit, et sur l'inéluctable inflation. Et l'inflation n'a pu être contenue.

Fragment de l'« édit des prix » excavé à Aphrodisiade en Carie (Turquie). Première tentative de gel des prix, et premier échec du genre.

L'inflation contournée pour redresser l'Empire au IVe siècle apr. J.-C.

Réforme fiscale de Dioclétien

Parmi les réformes de Dioclétien, la grande réussite a été la révision du système fiscal. Pour contourner l'inflation des prix en pièces, la fiscalité était collectée en nature. Le montant des taxes et réquisitions en nature était estimé comme pour l'économie de redistribution, ou pour un budget moderne. D'une part, les besoins étaient supputés pour payer les armées et subvenir aux grandes villes. D'autre part, la production était estimée en fonction des récoltes, de la région, et d'autres critères. Le tout était chiffré en unités fiscales, plutôt qu'en pièces de monnaie. Ces unités étaient mesurées par individu pour les besoins, tandis que pour les ressources, elles étaient déterminées selon les terres, l'équipement, la saison et d'autres facteurs. Malgré sa complexité, ce système a augmenté les revenus de l'empereur. Il a aussi amélioré l'équité fiscale, ce qui rendait moins insupportables les charges réclamées pour les armées et l'administration. Les taxes en nature remplaçaient les grandes transactions en pièces de monnaie entre les provinces et Rome. Le fameux « édit des prix » a servi au bouclage des budgets de cette fiscalité en nature.

Le système a remis d'aplomb les secteurs cruciaux de l'agriculture, des armées et de l'administration. L'administration et l'armée étaient restructurées loin de l'inflation pour garantir à nouveau la bonne marche et la défense de l'Empire. Le commerce s'est récupéré en partie

avec la paix et la stabilité retrouvées. L'Empire en a été rafistolé pour un siècle.

Retour partiel de la circulation des pièces d'or ou d'argent sous Constantin

L'empereur Constantin (306-337) a prolongé la vague de réformes de Dioclétien. Il a créé un système monétaire parallèle fondé sur la frappe de nouvelles pièces de qualité en titre et en poids d'or, et dans une moindre mesure d'argent. Cette fois, aucune conversion fixe n'était assurée entre les nouvelles et les anciennes pièces. Les valeurs de change entre les nouvelles et les anciennes pièces variaient selon le bon vouloir des changeurs de rue. Le poids intrinsèque en once d'or et once d'argent comptait seul à nouveau pour ces nouvelles pièces. Constantin avait obtenu l'or de ses conquêtes en Orient, et des confiscations hors des temples déclarés païens après sa conversion au christianisme.

L'usage de bonnes pièces d'or et d'argent nouvellement frappées a été instauré pour les paiements des charges de l'administration et les soldes des armées. Ces secteurs échappaient ainsi à l'inflation des prix en mauvaises pièces. Les taxes devaient être acquittées en ces nouvelles pièces, ou en onces d'or ou d'argent. Cette mesure fiscale s'appliquait surtout aux fonctionnaires. Pour l'économie privée en prise avec l'inflation, les pièces ont été volontairement non pesées et comptées largement lors des rentrées fiscales. La paix et la stabilité continuaient à favoriser la reprise du commerce sous Constantin.

L'inflation des prix selon les valeurs nominales des anciennes pièces n'était pas apaisée du tout. Les nouvelles pièces de monnaie s'ajoutaient et ne remplaçaient pas les anciennes pièces détériorées et dévaluées. De plus, les mines impériales continuaient à produire de l'or et de l'argent. Enfin, les frappes de pièces selon les anciennes normes frelatées de poids et de titre n'ont jamais vraiment cessé durant et après le règne de Constantin.

Cette inflation des prix en pièces aux anciennes normes touchait essentiellement la plèbe qui manipulait ces pièces. La charge de l'inflation était donc injuste, car elle affectait principalement les plus pauvres. De fait, les pauvres continuaient de recevoir la mauvaise monnaie en paiement. Il était impensable de refuser un paiement en pièces altérées quand l'estomac criait famine.

La plèbe se prémunissait difficilement contre l'inflation conséquente à la multiplication des pièces. Pas de temps à perdre à courir épargner, vérifier, et changer si nécessaire, chaque pièce de monnaie après chaque paiement. Impossible de fouiner partout pour se débarrasser de chaque mauvaise pièce de monnaie contre une valeur refuge, un bien-intermédiaire, ou une autre monnaie. Par la suite, l'Histoire a montré qu'il faut une inflation bien plus forte que celle dans laquelle surnageait la plèbe romaine, pour voir l'ensemble des gens en revenir intégralement au troc. Même dans un tourbillon d'inflation, la monnaie garde longtemps ses avantages sur le troc. La plèbe ne pouvait que dépenser les pièces et agiter encore plus la circulation de la mauvaise monnaie, donc l'inflation et les convulsions de l'économie. La situation était inextricable pour la plèbe. Et tandis que la plèbe s'enfonçait dans l'inflation, les placements fonciers ou en pièces d'or fin des classes aisées s'appréciaient par rapport aux prix en pièces dévaluées.

Solidus, mais le retour d'une monnaie de qualité n'a pas arrêté l'inflation.

Chute de l'Empire d'Occident au Ve siècle apr. J.-C.

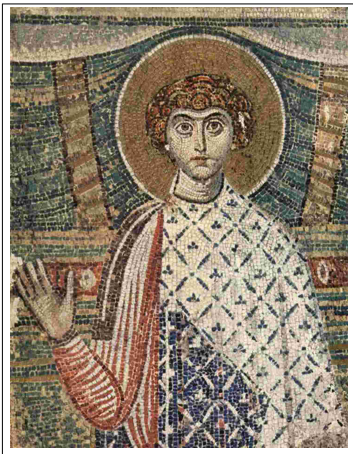
Un siècle après le règne de Constantin, économiquement à peine plus avancé que quatre siècles auparavant, incapable de maintenir et d'équiper ses armées correctement, l'Empire d'Occident chutait enfoncé

par la pression montante des barbares qui ont déferlé dans les invasions du Ve siècle. L'Occident s'est disloqué en quelques décennies.

Dans l'est de la Méditerranée, l'Empire d'Orient épargné par la décadence s'est maintenu avec Byzance… et autour d'un solide système monétaire.

Coïncidence :

L'Empire romain a chuté aussi sur des obstacles monétaires.



Constantinople et l'Orient prospéraient pendant que l'Occident s'enfonçait. Seule la moitié de l'Empire romain s'est véritablement disloquée. S'il existe 500 théories pour expliquer la chute de Rome, combien parmi celles-ci résistent au rayonnement de Byzance ?

Pour certains, la cause principale de la chute de l'Empire d'Occident était la crise politique, religieuse et sociale interne qui a mené à la démagogie, à la décadence et à un enchaînement de désastres politique et économique suivis de rétablissements incomplets. Les codes mal définis de successions des empereurs avaient généré trop de guerres civiles. La crise religieuse due à la rencontre de tant de religions dans un Empire si vaste, avait favorisé l'irruption de sectes qui avaient fragilisé l'unité politique.

Pour d'autres, les barbares, acculés par les migrations des Huns, ont accentué leurs coups de boutoir. Pourtant, l'Empire d'Orient, avec les forces vives romaines regroupées autour de Constantinople, a subsisté pendant mille ans. Byzance a survécu avec le système monétaire stable de Constantin et avec une tradition bancaire prospère et antérieure à Rome. Byzance s'est longtemps arc-bouté devant la poussée des Arabes puis des Turcs jusqu'à la chute de Constantinople au XVe siècle. Le monde arabe lui-même a fleuri en laissant intacte l'administration byzantine des pays conquis avant de plier devant les Turcs Seldjoukides puis Ottomans.

La technologie romaine existait avec les catapultes, la mécanique des leviers, les engrenages, les aqueducs, etc. Pourtant, elle n'est que peu sortie du militaire, et a progressé lentement pendant les derniers siècles de l'Empire. Elle s'est même fait rattrapée par le savoir des envahisseurs barbares.

Depuis quelques décennies, des chercheurs explorent l'Histoire hors du cadre étroit de la philologie. Dans cette optique, une nouvelle thèse de la désintégration de l'Empire romain a été avancée notamment par Moses Finley. Selon Finley, l'écroulement de l'Empire romain d'Occident était inéluctable par son incapacité à franchir le seuil de l'industrialisation ; et en ce sens, maintenir une longueur d'avance technique sur les tribus barbares. L'organisation et l'exploitation des forces productives butaient sur les limites du savoir romain. Le système monétaire déficient n'est certainement pas étranger à cet échec. Les Romains se sont leurrés avec la frappe de pièces de monnaie. Les pièces acquittaient tous les achats, donc les pièces apparaissaient comme la seule richesse. Tragique méprise, car la vraie richesse est en biens, pas en pièces de monnaie ! Les Romains ont multiplié les pièces de monnaie sans réexaminer le système monétaire, fiscal et économique. Le système monétaire s'essoufflait au maximum de ses capacités, sans possibilités de financement des investissements dans la production industrielle. Des techniques disponibles pour une utilisation industrielle existaient bien. Le savoir des penseurs, artisans et ingénieurs englobait déjà l'architecture des aqueducs, la mécanique des catapultes, la métallurgie des armes, le

tissage du lin, les mathématiques, etc. Mais le talon d'Achille était le système monétaire qui signifiait des banques orientées vers le commerce et des pièces frappées pour couvrir les dépenses stériles de l'État, et non pour financer des investissements. L'Empire d'Occident était ainsi resté essentiellement agricole. Presque aucune ville romaine ne s'était développée autour de l'industrie. L'Empire d'Occident n'a pas su franchir l'étape économique suivante : l'industrialisation. Au contraire, le chômage et la décadence ont gangrené l'Empire. Les peuples de l'Empire d'Occident sont passés d'un niveau qui égalait celui de l'Europe du XVIIe siècle, à la quasi-préhistoire du Moyen Âge.

Comment aurait-il fallu faire ? Tout Empire est-il voué à chuter à l'instar de Rome ? Non, car le palier économique supérieur a été atteint dans les Temps modernes. D'abord, la Renaissance a initié la pratique des prêts à l'État accordés pour une relative stabilisation de la trésorerie en pièces de qualité. Ensuite, la Révolution industrielle a été financée par le déclic de techniques monétaires audacieuses pour assurer le décollage de la production industrielle.

CHAPITRE 4
MANQUE RÉCURRENT DE PIÈCES DE MONNAIE DU MOYEN ÂGE À LA RENAISSANCE

Circulation des pièces en Occident du VIIe au XIIe siècle

Sans pièces de monnaie ni banques depuis la chute de Rome

Dans les siècles immédiatement postérieurs à la chute de Rome, une économie de redistribution à l'image du début de l'Antiquité régissait la vie des envahisseurs barbares, du moins à l'intérieur du village ou du territoire contrôlé. De fait, les nouveaux immigrants ne nécessitaient aucune organisation de financement charpentée sur une fiscalité en pièces de monnaie de hautes et de basses dénominations. Ces peuplades n'avaient ni armée, ni administration, ni infrastructure publique. Elles n'avaient aucune ville axée sur le commerce, juste des villages qui subsistaient d'agriculture, d'élevage et parfois de troc avec le monde extérieur. Le commerce était moins fréquent que les pillages du voisin en cas de disette. Près d'un millénaire allait s'écouler avant d'égaler l'efficience

économique, administrative, fiscale et donc monétaire de l'Empire romain.

L'or et l'argent n'étaient pas abandonnés pour autant par les envahisseurs déjà familiers avec les pièces de l'Empire déchu. L'or et l'argent gardaient toute leur valeur aux yeux des nouveaux venus. Ceux-ci ont ratissé les pièces d'or et d'argent dans les débris calcinés de l'Empire romain d'Occident. Les nouveaux maîtres des lieux ne voyaient pas les pièces comme de simples trophées. Ils considéraient les pièces et les lingots d'or et d'argent comme des biens-intermédiaires à échanger à l'extérieur de la communauté. Ils utilisaient les pièces au poids pour acquitter des transactions importantes. Les nobles et les évêques thésaurisaient les pièces à cette fin commerciale. Des frappes de pièces d'or et d'argent ont exceptionnellement eu lieu. Ces frappes rendaient le commerce contre les biens de luxe d'Orient plus commode qu'avec des lingots difficilement divisibles.

À l'Orient, l'Empire byzantin s'était maintenu avec une économie florissante. Elle drainait l'or et l'argent vers Constantinople. Aucun bien d'Europe occidentale, autre que l'or et l'argent, n'intéressait l'Orient. Ainsi, les réserves d'or et d'argent s'évaporaient d'Occident en faveur de l'Orient. Cet afflux contribuait au maintien du système monétaire byzantin basé sur l'or. Plus tard, Byzance a connu son apogée vers l'an mil. Sur le même héritage administratif issu de Rome, le monde musulman est venu rivaliser avec Byzance. Un système monétaire similaire y était conservé avec des pièces d'or et des sous-multiples d'argent, ainsi que des banques. Le Califat de Cordoue culminait également à son zénith au Xe siècle, quand l'Occident n'en terminait pas de se relever du néant politique, économique, et aussi monétaire.

Comme cette pièce saxonne du VIIIe siècle, les rares pièces du début du Moyen Âge tenaient autant de l'économie de redistribution et de récompenses intracommunautaire que de la motivation du commerce avec l'étranger.

Retour des paiements en pièces de monnaie au VIIe siècle

Dès le VIIe siècle, de nouvelles dynasties domptaient la pagaille en Occident. À nouveau, une certaine organisation surgissait en certains lieux. Des villes sortaient de terre notamment grâce au commerce et aux taxes pour financer l'administration, les armées et les fortifications. Les taxes étaient collectées en nature aux portes des villes. Également, les marchés, les foires et le commerce renaissaient comme dans l'Antiquité. Le commerce et la fiscalité insufflaient un besoin de numéraire. Le clergé encensait aussi l'usage de pièces pour faciliter la collecte de donations.

Au VIIe siècle, des nouvelles pièces étaient ainsi frappées en argent plus disponible que l'or. À l'instar des rois de l'Antiquité, le clergé s'accaparait l'or pour les ciboires, calices et chandeliers de ses églises. Parallèlement, l'or a longtemps circulé au poids, ou a été frappé comme médaille pour les cérémonies avant d'être monétisé. L'or et l'argent n'étaient pas encore liés par un ratio fixe, comme dans l'Antiquité. La pièce d'argent était la seule référence. L'or n'était qu'un bien-intermédiaire relatif à la pièce d'argent.

Au VIIIe siècle, les Carolingiens instauraient une nouvelle pièce d'argent : le « ***denier*** ». Cette pièce d'argent allait demeurer le ferment monétaire du Moyen Âge. Les Carolingiens parvenaient à maintenir la

circulation de leurs pièces d'argent par la taxation et par la production des mines d'argent dans l'ouest de la France. Les balbutiements du commerce équilibraient les flux d'or et d'argent avec l'Orient et le monde arabe.

À côté des pièces en argent, le Moyen Âge ne connaissait pas l'existence de pièces de billon selon les historiens. Des pièces sans argent-métal étaient impensables, au contraire de l'Empire romain. La méfiance aurait été trop forte par rapport aux pièces de billon, même échangeables contre une fraction de pièce d'argent de bon aloi. La frappe grossière des pièces proscrivait le billonnage trop imitable. Les métaux précieux signifiaient encore un bien-intermédiaire plutôt qu'une monnaie.

Pièces variées de la féodalité du IXe au XIIe siècle

Du IXe au XIIe siècle, la variété de pièces découlait des divisions territoriales de la féodalité et du recyclage très localisé des pièces rendues méconnaissables par l'usure. Pour se défrayer des charges de refonte, d'étalonnage et de frappe, le potentat local prélevait la taxe du « ***seigneuriage*** ». Le prélèvement du seigneuriage a commencé dès Pépin le Bref, selon certaines sources historiques.

Les évêques et les suzerains ont ponctionné ce seigneuriage pour eux-mêmes, plus que pour couvrir les coûts de frappe. De fait, le seigneuriage était une ressource importante de pièces d'argent pour les États. L'organisation fiscale était moins développée que celle de l'Empire romain très axée sur la monnaie. Sans pièces en suffisance, la fiscalité était souvent collectée en nature sous forme de « taille ». Ces tailles étaient cependant impropres à payer les mercenaires, les tributs ou les rançons. La pression pour obtenir de l'or et de l'argent était importante. Le seigneuriage variait ainsi d'une ponction nulle… jusqu'à l'excès. L'on cite des seigneuriages de plus de la moitié de l'argent-métal en cas de crise ou d'urgence.

Pour mieux profiter du seigneuriage, les refontes étaient souvent généralisées à l'intégralité des pièces en circulation, et répétées à intervalle régulier par les autorités. Le seigneuriage était prélevé sur toute matière d'argent thésaurisée ou en circulation sous forme de pièces ou de lingots. Après la refonte et la frappe, les anciennes pièces étaient simplement remboursées contre un nombre inférieur de pièces neuves

en argent, et la différence de poids d'argent-métal était la ponction du seigneuriage.

Les pièces changées étaient normalement d'un titre et poids d'argent légaux, mais des dévaluations plus ou moins discrètes ont existé. La ponction était alors double, par le seigneuriage et par la dévaluation coupable en poids ou en titre. Une limite existait à cette ponction : les nouvelles frappes devaient produire des pièces recevables par les détenteurs d'anciennes pièces. Sinon, les pièces risquaient de disparaître vers d'autres cieux plus cléments avant la refonte suivante. L'empreinte faciale des pièces variait avec chaque refonte pour tenter de forcer l'apport des anciennes pièces. L'on n'aimait pas non plus de voir des effigies d'adversaires politiques sur les pièces locales.

Les mines d'argent inégalement réparties

Au IXe siècle, l'or et l'argent se faisaient rares. Les quelques mines en activité ne compensaient plus la fuite de l'or et de l'argent vers l'Orient ou les exigences de tributs par la déferlante viking. La frappe de pièces d'argent déclinait.

Au Xe siècle, l'expansion de l'Europe par la christianisation et la colonisation vers l'est, a conduit à la découverte de mines d'argent dans les montagnes Harz de l'actuelle Allemagne. La frappe et l'usage des pièces d'argent étaient relancés. Aux Xe et XIe siècles, ces deniers d'argent se sont même répandus dans l'Empire germanique, la Bohème, la Hongrie, la Pologne, les pays scandinaves, et enfin dans l'ouest de l'Europe de la féodalité. Ces pièces d'argent étaient propagées par le commerce qui renaissait dans toute l'Europe. Bien sûr, les pays sans mines d'argent devaient faire un effort supplémentaire pour acquérir les pièces d'argent. Le jeu des pièces en valait la chandelle. Comme toujours, la circulation des celles-ci facilitait le comptage pour commercer, l'acquittement des paiements, et la thésaurisation par besoin de sécurité. L'exploitation des mines représentait aussi un effort considérable même s'il était largement rentable.

Vers la moitié du XIe siècle, les mines d'Allemagne ont fini par s'épuiser. Néanmoins, la circulation des pièces d'argent s'est maintenue en Europe. La balance commerciale avec Byzance et le monde arabe basculait cette fois en faveur de l'Europe, quand l'arrivée des Turcs déforçait l'Orient dès le début du XIe siècle, et quand l'Occident avait

dépassé le creux de l'an mil. Ce revers de fortune compensait pour l'épuisement des mines d'Allemagne.

Dès lors, les frappes de pièces féodales étaient variées, quasi anarchiques et d'une qualité inégale. Au fil des refontes, nombre de pièces avaient perdu en brillance, en taille ou en épaisseur. Par exemple, vers 1160, le denier se composait de 1,3 g d'argent fin en Angleterre, mais seulement de 0,05 g à Venise. Le titre d'argent était de 92,5 % en Angleterre, et fondait à 20 % à Barcelone.

Denier en argent d'Herbert Ie, comte du Maine (1015-1036). Au XIIe siècle, à la suite d'altérations successives, le denier n'est plus adapté au commerce qui ne valorisait que l'argent pur. La pièce était une feuille de métal qui pouvait se plier sous la force manuelle. Diamètre= 21 mm, épaisseur=0,3-0,5 mm.

Pièces de monnaie transmutées au XIIIe siècle

Réapparition des marchands

Au XIIe siècle, les marchands refont surface, bénéficiant d'une période de paix relative. Cette tranquillité s'installe à la suite de la fin des incursions vikings, consécutive à leur conversion au christianisme, ainsi que de l'unification des royaumes, qui met fin aux conflits féodaux. De plus, l'envoi des guerriers féodaux aux croisades après 1095 contribue à cette stabilité. Cette époque, souvent désignée comme la « Renaissance du XIIe siècle », favorise la circulation des marchands à travers l'Europe.

Cette reprise du commerce a renforcé les républiques maritimes italiennes, comme Gênes et Venise, qui contrôlaient les routes maritimes entre l'Europe de l'ouest, le monde musulman et Byzance. Cette période

a aussi vu l'essor des guildes de marchands, qui s'unissaient pour protéger leurs intérêts commerciaux, comme en témoigne la formation de la Ligue hanséatique à travers l'Europe du nord. En France, les développements des foires attiraient toute l'Europe, soulignant l'expansion des réseaux commerciaux de l'époque.

Nouvelles pièces d'argent diffusées par le commerce

À la fin du XIIe siècle, de nouvelles et fabuleuses mines d'argent étaient découvertes en Europe de l'Est. À la suite de cette découverte, des nouvelles pièces d'argent se répandaient par le commerce. En France, signe d'abondance de numéraire, une très légère inflation des prix en pièces d'argent se manifestait dès 1200, et jusqu'en à 1320 voire au-delà, selon les historiens. Ces mines très productives ont contribué à établir la pièce d'argent comme monnaie universelle dans toute l'Europe. L'argent triomphait comme référence monétaire centrale pendant plusieurs siècles avant l'usage exclusif de l'or. Depuis, le mot français « argent » désigne effectivement la monnaie.

Dès le XIIIe siècle, les mines fournissaient assez d'argent pour frapper de nouveaux multiples de forte valeur des pièces d'argent. Ces pièces représentaient souvent 12 derniers d'argent. Elles s'appelaient « gros » en France ou « grosso » en Italie. En Angleterre, le « groat » valait 4 derniers ou 4 « ***pennies*** » (traduction du dernier en anglais). La profusion d'argent-métal autorisait également la frappe de pièces divisionnaires ou des subdivisions du denier d'argent. Des pièces de demi ou de quart de denier étaient frappées en argent malgré une faible rentabilité due au coût de la frappe. Ces pièces d'argent de petites valeurs ont aidé à populariser l'usage de la pièce de monnaie dans les différentes couches sociales. Le troc pénible reculait. La frappe de petites pièces pour toute transaction était également préférée au crédit pour couvrir l'attente d'une grosse pièce. Les interdits religieux médiévaux contre les intérêts prélevés sur les prêts expliquaient en partie cela. Occasionnellement, la taxation s'effectuait en pièces plus appréciées qu'une ponction en nature. Mais au XIIIe siècle, l'usage de la pièce de monnaie n'avait pénétré les us et coutumes que de manière encore relative. Les taxes en nature étaient encore la règle, comme avec la « taille ». Les gouvernants payaient encore leurs gens en terres, plutôt qu'en pièces de monnaie. Les armées étaient encore levées par simple conscription parmi le peuple. Il n'y avait

pas de pièces disponibles en suffisance pour payer les mercenaires. L'organisation économique et la fiscalité étaient bien en deçà de celles de l'Empire romain avec la fiscalité et les dépenses généralisées en pièces de monnaie.

Retour du bimétallisme

Dès la moitié du XIIIe siècle, des nouvelles pièces d'or ont également commencé à se répandre dans toute l'Europe. Ces pièces provenaient des échanges commerciaux des villes d'Italie comme Gênes, Florence, et Pise. Ces villes capturaient l'or en provenance des mines du Soudan et d'Afrique de l'Ouest et commercé par le Sahara et le monde arabe. Ensuite les pièces frappées avec cet or se répandaient par le commerce vers le nord. À partir du Haut Moyen Âge, le « florin » d'or était une pièce appréciée. Florence était renommée pour frapper des pièces de bonne facture au contenu d'or garanti. Le « ducat » vénitien a eu un franc succès similaire. Ces pièces réputées étaient acceptées pour les paiements à leur juste poids de métal précieux.

Ces nouvelles pièces d'or et d'argent étaient toujours appréciées pour le commerce, comme pour satisfaire la demande de thésaurisation. Dans la féodalité, les seuls deniers d'argent en circulation n'avaient pas suffi à satisfaire la demande comme outils de paiement et de sécurisation de l'épargne. Ces nouvelles pièces ont calmé la demande frustrée par le manque de pièces de monnaie. L'apport massif d'argent et d'or a contribué à la grande période d'expansion commerciale et économique dès la moitié du XIIe et au long du XIIIe siècle.

Ratio bimétallique variable

Au XIIIe siècle, et pour la première fois depuis l'Antiquité, un système monétaire bimétallique était lentement réintroduit. Cependant, l'argent-métal constituait encore la base monétaire de toute comptabilité officielle. Les pièces d'or étaient frappées à une valeur fonction de l'argent. Les pièces d'or pouvaient être converties en pièces d'argent auprès des changeurs de rue. Initialement, le ratio or-argent a fluctué selon les lois du marché, les joyeuses dévaluations des pièces d'argent, une découverte de mines d'or, une fuite de pièces par le commerce, ou en sens inverse, un apport d'or ou d'argent. Contrairement à l'Antiquité, aucun

monopole sur les mines n'existait. Les autorités étaient incapables de réguler les quantités des métaux précieux en circulation.

Denier (penny) probablement d'Henri III d'Angleterre (1251-1272). Pièce coupée à la valeur… d'un demi-denier. Seul l'argent-métal importe.

Au cours des siècles suivants, les Hôtels de la Monnaie ont progressivement garanti un ratio bimétallique fixe. Le ratio ambitionnait la continuité du change des pièces d'or en pièces d'argent afin de faciliter tout paiement métallique, notamment pour la taxation. Ce ratio était d'environ une once d'or pour quinze onces d'argent. Le ratio a été modifié selon les nécessités. La révision du ratio consistait le plus souvent en une dévaluation légale des pièces de l'un des deux métaux. L'Hôtel de la Monnaie allégeait les pièces du métal manquant par révision à la baisse du poids ou du titre des nouvelles pièces. Par exemple, si l'or se raréfiait, le ratio officiel proche de 1 grain d'or pour 14 grains d'argent, se décalait vers 1 pour 15. La refonte générale d'une pièce pouvait modifier celle-ci de 1/30 à 1/32 de marc d'or. À titre non modifié, les pièces d'or rapetissaient. Le nouveau ratio rééquilibrait les quantités de pièces d'or et de pièces d'argent en circulation malgré la déperdition d'un des deux métaux. Les possesseurs des pièces conservaient habituellement leurs poids d'or ou d'argent lors du change de la refonte. Selon l'exemple précédent, l'Hôtel de la Monnaie changeait 30 florins d'or anciens contre 32 florins d'or nouveaux. En tenant compte du seigneuriage, les nouveaux florins changés étaient plus souvent au nombre de 31. Quelques pièces divisionnaires complétaient

l'échange des florins si nécessaire. Les dévaluations étaient plus fréquentes que les réévaluations. Les princes allaient en général dans le sens d'une multiplication consentie de la quantité de pièces d'or ou d'argent. L'éventuelle inflation des prix conséquente à la multiplication était négligeable, car les pièces continuaient d'être très demandées. Ces révisions du ratio n'étaient pas sans problèmes. Des tâtonnements et des ratages célèbres ont caractérisé les oscillations du ratio pendant des siècles. Les chapitres suivants reviendront sur les accidents du ratio or-argent.

Nécessité des changeurs-essayeurs

Dès le XIIIe siècle, l'expansion progressive du commerce renforçait le rôle de la pièce de monnaie. Naturellement, l'apparition des changeurs-essayeurs accompagnait son développement. Ils usaient des mêmes pratiques et techniques que dans l'Antiquité. Bien sûr, les changeurs proposaient un change compétitif en agios par rapport à celui offert par l'Hôtel de la Monnaie.

Comme du temps de la Grèce antique, la concurrence des pièces étrangères était latente. L'once ou le marc de métal précieux conservait son statut de référence universelle. Par l'alternative du commerce et du change étranger, les changeurs locaux pouvaient éviter l'Hôtel de la Monnaie diffamé pour son seigneuriage élevé ou pour ses pièces dépréciées en cas de besoin de change de pièces d'or en pièces d'argent. Une once d'or devait être changée contre au moins quatorze onces d'argent, et pas treize. En conclusion, un change défavorable ou un seigneuriage excessif amputait les revenus de l'Hôtel de la Monnaie. Bien sûr, les États ont tenté de contourner légalement la vigilance des commerçants et des changeurs des pays voisins afin de pouvoir dévaluer et donc multiplier les pièces, à l'instar des deniers romains. Ils ont interdit les exportations d'or et d'argent, mais sans résultat probant. Les marchands étrangers avaient parfois l'obligation de dépenser la monnaie gagnée. L'interdiction de pratiquer le change sans lettre du roi a été promulguée. Toutes ces lois restrictives pour le commerce et le change se sont avérées inefficaces. Les marchés parallèles et la contrebande ont surnagé de tout temps.

Changeur : pour se protéger des abus d'un pouvoir despotique trop enclin à manipuler la monnaie. Comme le précisait Montesquieu : « Le change gêne les États despotiques ». (Statue from "rue du Change" or "Moneychanger street" in Tours, France.)

Vers des pièces de qualité et un seigneuriage modéré sous l'emprise du change

Les commerçants réclamaient des pièces de bon aloi pour faciliter le commerce et le change lors des foires et marchés. Si un commerçant ou un changeur doutait de la pureté d'une pièce, il se protégeait d'une éventuelle perte de métal en sous-évaluant la teneur en or ou en argent.

Le seigneuriage devait aussi porter sur une ponction tolérable d'une pièce hors de vingt ou trente changées, soit à peine quelques pour cent de prélèvement.

En cas de manquement à un change honnête ou à un seigneuriage modéré, les pièces à changer disparaissaient vers d'autres cieux plus cléments. Les foires et les marchés menaçaient aussi de se déplacer. Des cas ont été cités où les commerçants choisissaient d'exporter contre de meilleures pièces étrangères. Par ailleurs, les pièces concurrentes ou étrangères réputées pouvaient circuler pour des prix plus raisonnables. Cette pratique de spéculer sur la piètre valeur d'une monnaie est restée intemporelle, de l'Antiquité aux Temps modernes.

Dès le XIIIe siècle, les Hôtels de la Monnaie étaient sous pression et devaient garantir une valeur intrinsèque d'or ou d'argent dans chaque pièce changée. Leurs refontes, généralisées ou non, ont laissé lentement la place à des frappes de qualité. Ces refontes incluaient de moins en moins de dévaluation discrète. La valeur faciale de la pièce devait représenter un poids déterminé de métal précieux.

Les mines découvertes au XIIIe siècle ont également favorisé une meilleure qualité des pièces d'argent. Les Hôtels des Monnaies ont pu utiliser ces nouveaux apports d'argent et d'or pour améliorer la qualité des pièces, sans plus avoir besoin de multiplier des pièces de qualité inférieure pour contrer toute déflation. Dès lors, la qualité des frappes s'améliorait dans le Haut Moyen Âge. En Italie et aux Pays-Bas, là où l'expansion du commerce était la plus marquée, les pièces d'argent ont été restaurées à un titre fin. En raison de cette amélioration, les contrats commerciaux commençaient à préciser des prix en valeur faciale des pièces plutôt qu'en poids d'or ou d'argent. Un pas plus près de la pièce de monnaie abstraite, un pas plus loin du bien-intermédiaire en onces de métal précieux.

Même les pièces divisionnaires étaient équitablement frappées au poids d'argent-métal spécifié sur la face. En Angleterre, le titre d'argent était conservé, et des pièces de petite valeur nominale étaient apparues avec des dimensions si réduites qu'elles étaient délicates à manipuler. Dans d'autres pays, les pièces de petite valeur faciale gardaient des dimensions manipulables, car seul le titre d'argent-métal diminuait pour une même taille respectable des pièces. L'alliage avec une bonne dose de cuivre noircissait les pièces d'argent de basse dénomination. L'on parlait d'« argent noir ». Ces pièces d'argent noir avaient néanmoins la quantité d'argent supposée. Si une différence existait, elle ne dépassait pas la quantité d'argent-métal supposée de plus de 10 ou 20 %.

Unification progressive des systèmes monétaires royaux

Dès le XIIIe siècle, en plus de vérifier la teneur d'or et d'argent des pièces, les commerçants se plaignaient de la variété des pièces de la féodalité, au contraire des changeurs qui en bénéficiaient. Au Moyen Âge, les changeurs s'étaient adaptés aux différentes échelles articulées autour des pièces d'or subdivisées en pièces d'argent, elles-mêmes subdivisées en d'autres pièces d'« argent noir ». Pour convertir les pièces, les

changeurs se servaient d'abaques, sortes de grilles de conversion sur lesquelles des jetons circulaient d'une colonne à une autre.

Sous le poids du rôle accru de la monnaie, du commerce et des unifications politiques, la frappe était décrétée prérogative royale aux dépens des monnaies féodales. Les frappes de pièces s'unifiaient, et les rois finissaient par jouir exclusivement des privilèges de la frappe et du seigneuriage.

Aux XIIIe et XIVe siècles, les déroulements des unifications monétaires différaient d'un pays à l'autre. En Angleterre, la frappe avait toujours été un privilège royal. Les Hôtels de la Monnaie étaient circonscrits à une poignée, et chapeautés par Londres. En France, les frappes royales prenaient lentement le pas sur les frappes féodales. Dans le Saint-Empire romain germanique, quelques pièces de qualités circulaient dans tout l'Empire et fédéraient les frappes locales. Aux XIVe et XVe siècles, des accords entre pays européens et ligues de commerçants ont défini des normes communes en poids et en titre pour les frappes de pièces.

Dès le XIVe siècle, ces échelles des pièces divisionnaires se sont progressivement unifiées. Par exemple, sous Charles Quint, le florin, et de sa subdivision en vingt, s'est généralisé autour des Pays-Bas.

Monnoies d'or.

Noms des Espèces.	Lieux où elles ont cours.	Poids.			Titre.		Valeur en argent de France		
		gros	½	gr.	kar.	32	liv.	sol.	d.
Ducat	Danem.		½	29	21	24	10	19	4
Duc.cour	Danem.		½	16	21		7	15	2
Ducat	Hessdar.		½	29	23	8	10	14	8
Ducat	Hambour		½	29	3	12	10	15	10
Ducat R.	Bohème		½	30	23	24	11	2	8
Ducat	Francfort		½	29	23	20	10	18	2
Ducat	Italie		½	29	23	20	10	18	2
Ducat	Hongrie		½	29	23	24	10	19	4
Ducat	Prusse		½	29	23	24	10	19	4
D. doub.	Palatin.	1	½	22	23	16	21	15	1
Ducaton	Hollande	. . . .			23	16	33	13	3
Ecus à la Couron. 1	France	1		30	24		2		
Fanos 2	AuxIndes								
Eleurs 3 de lys d'or.	France	1			24		1		
Florins 4	Bourgog.		½	13	17	½	12		
Florins 5	Allemag. & Metz		½	13	14		10		

Table de conversion de monnaies étrangères au poids (gros et grains), au titre (en carat et 32ème de carat) et en valeur (livre, sol et denier) vers 1788.

La simplicité n'était pas de mise à l'époque. En fait, ce n'est que depuis le XXe siècle que les monnaies sont subdivisées en centimes.

Déclin économique au XIVe siècle jusqu'à la déflation du XVe siècle

Défaillance de l'appoint d'argent occultée par les fléaux du XIVe siècle

Au XIVe siècle, les mines d'argent s'épuisaient, et le flot d'argent s'asséchait dans toute l'Europe. La fuite des métaux contre les épices d'Inde et la soie de Chine n'était pas bouchée. L'usage de pièces de monnaie continuait de remplacer le troc et les paiements en biens-intermédiaires. Enfin, en plein XIVe et XVe siècles, la crainte d'un avenir funeste incitait chacun à thésauriser ses pièces d'argent. Pour les nantis, l'or et l'argent étaient presque plus sûrs que les terres en ces temps de guerre de Cent Ans et de déplacement des frontières. L'usage apprécié des pièces de monnaie renforçait la certitude de leur acceptation même à l'étranger. Bien sûr, la fonction de réserve de la monnaie concernait moins les indigents. Tenaillés par le besoin de manger pour survivre, leurs dépenses étaient immédiates.

Cependant, les prix en pièces étaient plutôt à la hausse pendant la majeure partie du XIVe siècle, malgré la raréfaction des métaux précieux en circulation. Les quelques tentatives de multiplication des pièces par dévaluation n'expliquaient pas cette inflation. Ces dévaluations s'espaçaient par le changement de conduite monétaire vers l'unification et la réévaluation. La vraie raison de l'inflation des prix est à chercher ailleurs que dans la multiplication des pièces.

L'inflation trouvait sa source dans la chute de production. Le grand mouvement d'expansion économique et démographique des deux siècles précédents s'était achevé. Au XIVe siècle, les famines, les maladies et les épidémies avaient un caractère presque permanent. De 1315 à 1317, des pluies torrentielles provoquaient la « Grande Famine ». L'on considère parfois qu'un « petit âge glaciaire » a débuté à cette date pour affecter l'Europe pendant 400 ans. La peste noire avait ensuite débarqué par les bateaux dans les ports d'Italie vers 1347. Elle a contaminé l'Europe dans le sillage de l'Italie, et elle a tué environ un quart de la population européenne en trois ans. La guerre de Cent Ans s'ajoutait aux fléaux et aux catastrophes climatiques. La population était effroyablement décimée.

La pénurie et la chute de production par manque de bras, par la guerre ou par les inondations étaient dramatiques. La baisse de production stimulait les prix en pièces d'argent vers le haut. À quantité égale de monnaie, un contrat libellé en pièces rapportait moins de biens. À proprement parler, il n'y avait pas d'inflation des prix par la multiplication prolongée de la monnaie, comme expliqué avec l'Empire romain, mais bien par la diminution de la production. Quoi qu'il en soit, les pertes liées aux désagréments de l'inflation des prix étaient anecdotiques comparées aux cataclysmes endurés par les populations.

La peste tue. Manque de bras, donc salaires renégociés à la hausse ? Ne pas crier victoire. Plus riche en pièces ne signifie pas systématiquement plus riche en biens.

Dévaluations endiguées

Aux XIVe et XVe siècles, des dévaluations n'ont eu lieu qu'épisodiquement. Par exemple, la France a dévalué la valeur d'argent de ses pièces vers 1340, au début de la guerre de Cent Ans. Elle est revenue vers 1360 à un titre honorable. Malgré la guerre, le roi restaurait des pièces de qualité sous la pression du change, et également comme affirmation de la primauté royale sur les féodaux. Vers 1420, la France a encore succombé à la tentation de la dévaluation, et elle a sombré dans l'anarchie monétaire. En 1436, la rigueur était à nouveau de retour, et cette fois pour près d'un siècle.

La stabilité n'était pas exemplaire, mais les changeurs étaient vigilants. Moins de vols d'or et d'argent étaient possibles sur le dos des détenteurs de pièces par l'amélioration de la frappe des pièces. Cette tendance allait continuer de pair avec la longue transition vers des pièces d'une absolue qualité au cours du Moyen Âge et même après.

Dès lors, avec une monnaie liée à l'once de métal précieux plus qu'à la valeur nominale, une autre implication est à épingler : plus moyen de rééditer les exploits de Néron et de ses successeurs, du moins pour une période aussi prolongée comme l'avait connue l'Empire romain. Les États ne pouvaient plus soulager leurs finances par une improbable multiplication sans fin des deniers romains. Si des dévaluations notoires autant qu'abusives ont bien pris place dans le Moyen Âge, aucune ne s'est éternisée comme pour l'Empire romain. Comment allait-on combler un manque persistant de pièces de monnaie ?

Déflation des prix, reflet du manque de pièces

Vers la moitié du XIVe siècle, la tendance des prix s'inversait. Dans la deuxième moitié du XIVe et au XVe siècle, les baisses des prix sont plus fréquentes et prolongées que les hausses. Ce phénomène de baisse généralisée et prolongée des prix est appelé la « ***déflation*** » depuis le XXe siècle. Il s'agissait bien d'une baisse généralisée des prix, et non d'une baisse ponctuelle. La baisse d'un prix isolé était normalement une bonne chose. Une saine concurrence dynamisait alors la production, et amenait les prix à baisser. Aussi, un printemps clément expliquait la baisse des prix en agriculture. Les baisses s'expliquaient exclusivement par la concurrence entre vendeurs d'une production décuplée. Mais aux XIVe et XVe siècles, les baisses généralisées des prix étaient étalées et prolongées sur des décennies. De plus, les améliorations de production étaient rares en ces siècles sinistres. Les baisses généralisées des prix, donc les déflations, s'expliquaient surtout par le déficit ou le manque de pièces de monnaie par rapport au besoin pour commercer ou pour satisfaire la thésaurisation.

Le mécanisme de baisse des prix était le suivant. D'abord, le manque de pièces de monnaie se répercutait dans les mains des acheteurs ou clients. Payer en pièces d'argent n'était alors plus possible pour chacun. Dans un premier temps, les transactions s'acquittaient à crédit chez le boucher ou le boulanger. Tôt ou tard, les crédits en pièces satu-

raient le boucher ou le boulanger. Ils réclamaient leur dû aux clients, et ils exigeaient des paiements en pièces. Ils souhaitaient aussi payer leurs dettes ou thésauriser quelques pièces. Comme les clients aux mains pleines de pièces se faisaient rares, les marchands négociaient leurs prix en pièces à la baisse avec ces clients qui payaient en pièces à qui ils l'entendaient.

Sinon, les vendeurs devaient s'accommoder de troc ou d'échanges contre des biens-intermédiaires moins pratiques que les pièces d'or ou d'argent. Le troc et les biens-intermédiaires existaient encore. Le troc expliquait peut-être le peu de cas des crises des paiements au Moyen Âge, contrairement à l'Empire romain. Les paiements s'acquittaient en nature ou en bien-intermédiaire avant la propagation d'une crise par obsession de paiements en pièces des crédits. Les Européens du XIVe siècle grattaient la terre, ignoraient l'hygiène, troquaient souvent, et se trucidaient allègrement. Ils survivaient bien en deçà du niveau de vie des Romains et de l'épanouissement de la production, du commerce, de l'usage de la monnaie avec la fiscalité et les dépenses étatiques, et finalement du raffinement et de la sérénité de la Pax Romana.

Les gens résistent aux baisses de salaire, malgré une chute du prix des biens

Les gens réprouvaient les périodes de déflation, alors qu'ils pouvaient se réjouir d'une inflation modérée. Les gens se sont toujours plaints de la déflation pour les raisons suivantes :

• Vendeurs et producteurs connaissaient leurs prix de revient, la valorisation de leurs stocks et les autres prix des fournisseurs. Aucun artisan ou fermier n'acceptait de baisser son prix d'inventaire et prix de vente si le voisin ne l'a pas déjà fait. Les observations historiques ont montré que les gens ont toujours traîné les pieds avant de vendre à moindre prix. De fait, les salaires devaient souvent être payés avant la vente, en raison de délais de production. Les ateliers ne pouvaient imaginer d'embaucher, de payer et de produire pour moins d'argent. Vendeurs et producteurs faisaient pression sur les salaires, ou ils licenciaient les travailleurs s'ils résistaient à une baisse salariale.

• Les travailleurs se plaignaient des réductions salariales, même si les prix des biens baissaient plus que les salaires au bout du compte. Les gens voulaient voir leur revenu croître, même si les prix des produits

pouvaient baisser davantage en leur faveur. Les gens étaient concentrés sur leur revenu, même s'ils appréciaient les bonnes affaires. En fait, les gens ont toujours su mieux ce qu'ils gagnaient que ce que coûtaient les marchandises.

• Les emprunteurs se plaignaient de la déflation qui rendait difficile le remboursement des dettes quand le revenu nominal était en baisse.

Peut-être, les artisans, les fonctionnaires ou les emprunteurs ne devaient pas se plaindre et accepter des revenus plus faibles qui permettaient d'acheter la même quantité de produits moins chers. Mais, les gens n'ont jamais réagi d'une telle manière.

Les gens n'acceptaient que de voir la technologie réduire les coûts de production et les prix de ventes, et relever simultanément les salaires ou les profits. Aucune autre baisse de salaire ou de revenu n'était acceptable.

La déflation marquée par une lente baisse des prix

Fait conséquent de la résistance aux baisses des prix, les déflations étaient lentes, contrairement aux envolées rapides de l'inflation. Comme les gens résistaient aux baisses des prix, la déflation était rarement marquée par des chutes de prix de plus de quelques pour cent par an. Par contre, l'inflation pouvait atteindre plusieurs dizaines de pour cent par an.

Les épargnants en pièces gagnaient donc peu par la lente déflation des prix des biens consommables. La déflation était surtout le reflet du manque de pièces en circulation, ou du manque de numéraire. Ce manque de pièces perturbait les besoins de thésaurisation, et surtout gênait le commerce.

Commerce gêné par la « famine des métaux »

Au XVe siècle, les gens se plaignaient du manque de pièces d'or et d'argent. Le vendeur craignait l'accumulation de crédits auprès de ses clients déjà très endettés. Les transactions ou les dettes étaient épineuses à acquitter sans pièces d'or ou d'argent, malgré l'envie et le besoin de consommer. Hormis pour manger et pour le strict nécessaire, l'achat du jour était reporté au lendemain dans l'espoir d'un paiement reçu en

pièces. En marge des paiements en pièces, le troc et les biens-intermédiaires resurgissaient.

Le producteur de biens manufacturés était réticent à acheter des matières premières en promettant un paiement rapide en pièces. Il craignait lui-même les difficultés de vendre contre des pièces. Le troc contre des biens futiles ou périssables n'intéressait pas toujours le producteur ou le vendeur des biens manufacturés. Dès lors, tous se contentaient de produire le minimum de poteries, de ferronneries, de tissus, de cuirs, de bijoux, ou de meubles. Les activités des manufactures, du commerce, du négoce et finalement la production de richesses fléchissaient. L'artisan renvoyait ses ouvriers inactifs et la confiance se dégradait davantage. Le manque de monnaie portait un préjudice grave au commerce et à la production des artisans. Toute l'activité économique se comprimait vers l'agriculture de subsistance.

La « famine des métaux » du XVe siècle, comme on l'a appelée, a freiné le commerce et a appauvri même les riches. La déflation signalait une situation plus chahutée pour l'économie qu'une lente inflation. Pour cette raison, au XXIe siècle, l'on vise plus une inflation à 2 % plutôt qu'une déflation. L'inflation agressait surtout l'économie lorsqu'elle dérapait comme pendant la « crise du IIIe siècle » de l'Empire romain.

La déflation allégée par les banques aux XIVe et XVe siècles

Plus de tolérance envers les intérêts sur les prêts

Au Haut Moyen Âge, les interdits religieux sur les intérêts prélevés sur les prêts étaient assouplis. La condamnation de la perception d'intérêts depuis Aristote, a été atténuée par saint Thomas d'Aquin au XIIIe siècle. Depuis l'Antiquité, et encore davantage au Bas Moyen Âge, les hommes répugnaient aux intérêts sur les prêts. Les dettes finissaient par obérer les pauvres mortels. L'emprunteur ne savait plus rembourser, et il finissait esclave ou serf du créancier.

Dès le XVe siècle en Italie, les « ***monts de piété*** » sont instaurés par les moines franciscains dans ce nouvel esprit plus tolérant envers les prêts à intérêt. Ces monts de piété prêtaient sur gage à taux d'intérêt nul

d'abord, puis raisonnable dans les siècles suivants. Les prêts étaient octroyés en proportion à la valeur du bien laissé en gage. Le montant du prêt était intégralement retiré, ce qui interdisait les crédits sur papier. Les monts de piété n'étaient pas des banques qui prêtaient à partir des dépôts. Néanmoins, ces trop rares établissements ont permis à certains d'éviter la ruine et de conserver leurs biens. Ils protégeaient aussi des ravages des taux d'intérêt élevés pratiqués par les usuriers.

La méprise était grande quant au prêt. La véritable disgrâce provenait du manque de monnaie reflété par la baisse des prix. Il n'était pas normal d'avoir les gens constamment endettés les uns envers les autres. Le travail et la production existaient bel et bien, et ils étaient consommés à crédit, par simple manque de pièces.

Les exégèses de l'Église médiévale pressaient à autoriser les prêts, mais à interdire les intérêts sur ces prêts.

Cependant, l'Église systématisait les exceptions sur l'interdiction des intérêts. L'ambiguïté venait des luttes d'influence entre la noblesse féodale (comtes, barons et évêques), les gouvernements centraux (rois et pape), et la bourgeoisie (commerçants et changeurs). Pape et rois poussaient pour autoriser les intérêts sur les prêts qui favorisaient les commerçants et indirectement affaiblissaient l'influence régionale de la noblesse et du clergé. Image : le Pape Calixte II. Il a convoqué le premier concile de Latran en 1123. Ce concile a notamment ex-communiqué les faux-monnayeurs, et aussi les barons qui surtaxaient les marchands. Le pouvoir commençait à basculer de la brutalité féodale vers l'ordre papal et royal.

Réapparition des banques

La banque, disparue depuis la chute de l'Empire romain, était à nouveau présente en Occident avec les Templiers. Ceux-ci avaient redécouvert la banque lors de leurs irruptions au Moyen-Orient. Ils avaient

instauré des semi-banques pour organiser le financement des croisades et pour accorder des prêts.

Ensuite, dans l'Italie du XIIIe siècle, l'économie urbaine et la bourgeoisie des commerçants avaient émergé autour des marchés. L'essor de la banque s'inscrivait chez les changeurs-essayeurs des cités italiennes. Les changeurs tenaient les caisses de leurs clients commerçants qui s'acquittaient entre eux par ordre écrit. L'accumulation des dépôts d'or dégageait des fonds pour constituer une banque. Les changeurs-banquiers pouvaient allouer des prêts à intérêts à partir de leurs réserves de pièces. Ces changeurs-banquiers italiens s'appelaient les « Lombards ». C'était la « renaissance » avant la lettre de la banque.

Aux XIVe et XVe siècles, les Lombards s'imposaient sur la scène publique forts de leur carte maîtresse du prêt ou du crédit à intérêt. L'importance du crédit est difficile à supputer pour cette époque de transactions en pièces de monnaie plus que d'ordres bancaires écrits. Il y avait peu voire pas de crédit en compte et de création monétaire par ces banques italiennes. Au moins, les banques offraient la possibilité d'épargne et de prêt en pièces. Par là même, elles luttaient contre la thésaurisation, si dramatique en période de déflation. Les banques prêtaient les trop rares pièces de l'un à un autre. Par contre, les prêts bancaires étaient la chasse gardée des riches commerçants.

Les Lombards contrôlaient le commerce européen grâce à de nouvelles et originales pratiques commerciales ou financières. Aussi, ils proposaient des assurances sur les voyages. Ils avaient également développé leur capacité de crédit grâce à la comptabilité à doubles colonnes et surtout à la lettre de change.

Grosso en argent de Venise sous le Doge Ranieri Zeno (1253–1268). Venise qui pourrait avoir été fondée par des Romains en fuite devant les invasions barbares, a contribué grandement à la renaissance du commerce et de la banque au Moyen Âge.

Emprunts et banques publics

Dès le XIIIe siècle, certains pouvoirs publics n'étaient pas en reste. Des États, comme la France ou l'Angleterre, organisaient des emprunts publics, sans recourir aux banques privées. Ces emprunts étaient gagés ou consolidés sur l'immobilier, et remboursés par un fermage des taxes. Des bouts de papier attestaient de ces emprunts de pièces en précisant la date et les modalités du remboursement. Avec les siècles, ces documents ont été remaniés jusqu'en « titre » au porteur. Les plus connus sont les « ***obligations*** » ou « emprunts » d'État à long terme de plusieurs années, ou les « ***bons du Trésor*** » remboursables en pièces à court terme de quelques mois avec intérêts, et souvent gagés sur les rentrées fiscales à venir. Les gouvernements avaient recours de plus en plus couramment, et parfois abusivement, à l'endettement étatique.

Au XVe siècle, les premières banques publiques sont constituées par des villes espagnoles pour briser le monopole des banquiers juifs. Des villes italiennes instituaient des entités semblables pour assainir leurs finances lourdement grevées par les dettes.

Déflation, lettres de change et Renaissance au XVe siècle

Une nouveauté : la lettre de change

Les Templiers, contemporains des Lombards, avaient déjà développé le mandat, ou la lettre. Ce papier garantissait le paiement au porteur du mandat dans une autre maison du Temple. Dorénavant, les chemins ténébreux se parcouraient une lettre à la main plutôt qu'avec une bourse d'or ou d'argent à la ceinture. Naturellement, ce contrat stipulait le change en fonction du poids d'or ou d'argent, et non en fonction de la valeur faciale d'une pièce.

Au XIIIe siècle, les banquiers lombards se sont inspirés de la lettre des Templiers, pour le commerce entre l'Orient et l'Occident via l'Italie qui nécessitait de nouveaux outils monétaires. Ils ont réintroduit ce contrat de change qui a évolué vers la « ***lettre de change*** », appelée aussi la « traite de change ». La lettre de change s'est perfectionnée aux XIVe

et XVe siècles. La lettre de change était comparable au « chèque certifié » qui existe au XXIe siècle. Il s'agissait d'un contrat souvent préimprimé par une banque, avalisé et payable à cette même banque. Bien sûr, l'aval ou la garantie bancaire était un service payant. Quand la lettre des Templiers impliquait deux parties, la lettre de change des Lombards en impliquait une troisième avec la banque qui assurait le paiement de la lettre sur base de sa confiance au client, voire de pièces bloquées en dépôt. Pour le paiement, il suffisait au signataire de contresigner la lettre à côté de la signature du représentant de la banque pour acquitter le paiement au bénéficiaire de la lettre.

Contrairement à un chèque certifié, la lettre de change n'était payable en pièces qu'à terme à la banque italienne. Ce terme était de quelques mois, pour laisser le temps du déplacement entre la foire à l'étranger et l'Italie. Les commerçants italiens présents à une foire étrangère évitaient de trimballer de pièces d'or et d'argent grâce à la lettre de change. L'un vendait contre des pièces à la foire et l'autre voulait acheter contre un paiement en pièces à la même foire. Avec l'aval du représentant de la banque, le vendeur et l'acheteur italiens se réglaient entre eux avec une lettre de change contre les pièces. Juste une lettre de change nominative dans les valises, plus de pièces à trimballer. Le change au poids d'or ou d'argent s'effectuait ultérieurement à la banque, de retour en Italie.

Avant la lettre de change, le bâton de taille était le premier substitut aux pièces de monnaie. (L'usage de ce substitut n'était pas généralisé et donc il ne peut être considéré comme monnaie.) Ce bâton de taille était en bois et était entaillé en fonction du montant avant d'être coupé en deux dans le sens de la longueur. Le préteur et l'emprunteur recevaient chacun la moitié du bâton comme preuve de la transaction. Le bâton de taille était a été utilisé dans l'Angleterre médiévale comme outil du Trésor de la Couronne pour la taxation par les shérifs locaux. L'usage de ce bâton de taille a cessé vers 1724, avant d'être officiellement interdit en 1826. En 1834, ces bâtons devaient être brûlés, mais le feu a échappé à tout contrôle et a même détruit le Parlement.

Lettre de change parfois escomptée

La lettre de change était censée être payée contre des pièces au terme spécifié. Néanmoins, le bénéficiaire de la lettre de change pouvait recevoir avant terme les pièces d'or et d'argent stipulées sur la lettre de change. Pour cela, il devait « ***escompter*** » la lettre de change à sa banque. La banque lui rachetait la lettre de change contre des pièces d'or et d'argent.

Bien sûr, la banque déduisait des frais d'escompte. Les frais d'escompte étaient des intérêts destinés à couvrir le prêt virtuel entre le jour

de l'escompte et la date du terme spécifié sur la lettre de change pour le paiement. Les intérêts du prêt virtuel étaient calculés sur un taux spécifique aux lettres de change : le « ***taux d'escompte*** ». Les frais d'escompte englobaient aussi la marge bénéficiaire de la banque. La banque se chargeait ensuite de recevoir le paiement à terme de la lettre de change auprès de la banque du client qui avait émis ou « tiré » la lettre de change.

Lettre de change : source de crédits et de prêts

La lettre de change a connu un énorme succès pour les transactions commerciales. Aussi, la lettre de change permettait d'acheter avant d'avoir encaissé le paiement en pièce d'or ou d'argent de la lettre de change obtenue par la vente précédente. Un marchand pouvait acheter en endossant les lettres de change en sa possession. Il achetait ainsi sans pièces en poche, et avec un crédit virtuel qui couvrait les quelques mois jusqu'à l'échéance du paiement en pièces de la lettre de change. Avant la fin du terme, la lettre de change pouvait être endossée plusieurs fois consécutivement. Elle servait de moyen de paiement à la place de pièces de monnaie. La lettre de change avait évolué en un outil de crédit et de paiement plus que de change. La qualification de « change » a néanmoins perduré.

La lettre de change se substituait aux pièces de monnaie en poche. Avec la lettre, les banques avaient trouvé le moyen de réduire les retraits des dépôts, et donc d'augmenter les prêts en pièces, source de profitables intérêts.

En temps de déflation, la lettre de change était vitale pour les banques. Les Lombards accordaient leurs prêts aux seuls clients capables de rembourser rubis sur l'ongle. Il s'agissait bien de prêts en pièces de monnaie versées aux emprunteurs, et non pas de crédit en compte bancaire. Les quantités de pièces prêtées étaient fatalement moindres que les quantités déposées.

Les banques italiennes étaient encore loin de créer la fameuse « monnaie scripturale » déjà évoquée, mais l'on s'en rapprochait. On accorde aux banques italiennes d'avoir développé les prémisses de la monnaie scripturale par la monnaie créditée sous forme de lettre de change.

Déflation, banques et Renaissance

Au Moyen Âge, la situation des États était encore plus précaire que pour l'Empire romain. Au moins, l'Empire romain pouvait frapper des pièces de monnaie à partir du métal extrait des mines impériales, tout en continuant à se financer par la fiscalité en pièces de monnaie. Dès le XIVe siècle, les États ont fini par succomber à la tentation des emprunts. La nécessité des emprunts surmontait les interdits religieux sur les charges d'intérêts. L'affolement devant le Trésor vide et les tempêtes politiques faisait force de loi. Les pièces de monnaie étaient aussi le meilleur moyen d'acquitter les charges des armées, des mercenaires, et des importations de vivres en cas de pénurie. Les prêts aux États permettaient de stabiliser la trésorerie. Les États étaient obligés d'emprunter les rares pièces d'or et d'argent aux banques lombardes fortes de leurs avoirs en caisse. Les États avaient suffisamment de garanties à offrir aux banques. Les rentes foncières étaient assurées. Les remboursements aux banques des prêts additionnés des intérêts étaient effectués sur ces rentes. Les États concédaient aux banques les revenus fonciers futurs, ou la collecte d'autres impôts à venir. Ces revenus étaient souvent fixes ou fermes, d'où le nom de « ***fermage*** » et de « fermiers » des taxes.

Les banquiers lombards prêtaient aux rois d'Europe. Les Lombards étendaient leur réseau d'influence. Ils avaient déjà pressé à l'élimination de la concurrence des Templiers, dont la puissance financière avait fini par faire trop d'envieux. En échange, les banquiers refusaient difficilement ces prêts à la noblesse ou au clergé, quitte à se voir emportés en cas de faillite du débiteur… ou quand leur ascendance vexait ces mêmes débiteurs. Les impayés ont englouti quelques banquiers lombards. En 1343, une banqueroute ruinait les Scali. En 1346, les impayés d'Édouard III d'Angleterre anéantissaient également les Bardi. En 1494, même les légendaires Médicis acculés politiquement font naufrage. Les banquiers avaient des positions sociales brillantes, mais fragiles.

Les plus fameux banquiers de la Renaissance se sont permis de prendre l'apparence des trois mages du tableau de Botticelli (vers 1470). Ils sont Cosimo, Lorenzo et Giuliano de Medici. Leur richesse était liée à la circulation de lettres de change qui leur permettaient d'amasser pour financer leur banque. Celle-ci finançait leurs activités politiques et leur mécénat artistique.

Légère inflation au XVIe siècle, et embellie économique

Amélioration des frappes de pièces de monnaie

Dès le début du XVIe siècle, les frappes commençaient à utiliser la presse à vis. Les pièces produites étaient plus régulières en poids et en dimensions. Une balance de précision, le « ***trébuchet*** », était élaborée pour déterminer la densité en or de ces pièces uniformes. La densité de l'or était suffisamment plus élevée que celle du cuivre, de l'argent, ou que tout fourrage par un noyau. Cette méthode convenait de surcroît pour toute pièce ou lingot d'or allié avec n'importe quel métal de moindre valeur et systématiquement plus léger que l'or. Cette vérifica-

tion a remplacé la pierre de touche pour tester les pièces d'or. Dans les siècles suivants, plus la frappe s'est améliorée, plus la fausse monnaie trop grossière était contrecarrée.

Au même XVIe siècle, la vérification du titre du lingot ou de la pièce d'argent était possible, contrairement à l'Antiquité. Le test métallurgique « de la coupelle » était élaboré. Quelques copeaux de la pièce d'argent polémique étaient fondus avec une quantité déterminée de plomb dans une coupelle chauffée dans un four. Le plomb fusionnait avec le cuivre et précipitait sous l'argent. Le pesage au trébuchet de l'argent pur refroidi et gratté de l'alliage au plomb déterminait la différence de poids et donc le titre des copeaux d'argent. Un essai similaire existait pour vérifier le titre de l'alliage or-cuivre. Après l'ajout d'argent pur, suivait une recette de séparation de l'or bien compliquée. Cette méthode ardue était moins utilisée que l'estimation de la densité par simple pesage et mesurage de n'importe quel alliage d'or.

Au fil des siècles, les frappes régulières à la presse à vis, le pesage au trébuchet et le test de la coupelle ont permis une évaluation plus précise des pièces. La sophistication des techniques de frappe et d'essayage de la monnaie contribuait à espacer les dernières dévaluations.

Pour vérifier toute pièce de toute provenance : le trébuchet de poche accompagné d'une série de poids et d'une table de conversion de pièces, ici du XVIIIe siècle.

Pièces de billon réintroduites

Dès la fin XVe siècle, les pièces de billon sont à nouveau frappées par les Hôtels de la Monnaie. Les Royaumes de Naples et de Venise frappaient des pièces de cuivre pur dès 1472, selon le modèle byzantin et selon la longue expérience financière italienne. Peut-être, ces royaumes avaient aussi entendu parler des villes assiégées qui avaient tenté des essais de pièces de billon convertibles en pièces d'argent… ce qui permettait de retirer quelques pièces d'argent de la circulation pour payer mercenaires ou rançons. On cite ainsi une monnaie obsidionale et convertible en pièce d'argent à Gérone vers 1462. Au XVIe siècle, les autres pays européens sont ensuite entrés dans la danse des pièces de billon en cuivre quasi pur allié parfois avec une infime quantité d'argent.

Un changement de perception des pièces expliquait également la frappe de pièces de billon. Avec la Renaissance, les vertus de la monnaie étaient redécouvertes dans les écrits antiques. Encore une autre renaissance de l'Empire romain. La société s'était aussi accoutumée aux pièces de monnaie. Les pièces étaient davantage considérées comme une monnaie que comme un bien-intermédiaire. Dans cet esprit, les contrats légaux mentionnaient la valeur faciale des pièces plutôt que le poids d'or ou d'argent.

L'amélioration des techniques de frappe fournissait aussi des pièces de billon moins imitables. Les frappes régulières à la presse à vis ou à rouleaux et bardées de gravures tarabiscotées inspiraient une certaine reconnaissance. Une frappe de bonne qualité pour un gain aussi minime se supposait dissuasive pour le faux-monnayage. Le peuple comme les Hôtels de la Monnaie redoutaient moins le change d'une vraie pièce d'argent contre d'improbables fausses pièces de billon divisionnaires. La pièce de billon pouvait avoir cours légal comme fraction d'une pièce d'argent.

Le besoin était aussi pressant pour les États toujours financièrement aux abois. Les pièces de billon étaient un bénéfice net pour les Trésors des États qui injectaient ces pièces reçues des Hôtels de la Monnaie dans leurs budgets. Certains États ont exagéré les émissions de ces pièces. Parfois, ces pièces ont été proches du discrédit. Elles ont même connu des périodes de démonétisation à l'Hôtel de la Monnaie pour éviter la fuite des pièces d'or et d'argent.

En pleine déflation, la pièce de billon était reçue comme moyen de paiement sans trop rechigner. La pièce de billon a aidé à soulager les crédits accumulés. Elle a facilité les paiements du commerce jusqu'à contribuer à la généralisation des paiements en pièces de monnaie. Évidemment, ces pièces circulaient surtout pour le commerce, sans jamais être épargnées ou thésaurisées.

Maravédis espagnol en cuivre. Ce genre de pièce de billon remplaçait partiellement l'or et l'argent des Amériques. Cependant, le métal précieux épargné n'était pas placé dans une banque espagnole, mais servait surtout à payer les importations des autres pays européens.

Nouvelles sources d'or et argent et embellie économique

Au début du XVIe siècle, des mines d'argent sont découvertes au Tyrol et en Bohème. Dès 1503, l'Espagne importait aussi des tonnes d'or et d'argent des Amériques récemment découvertes. Durant le XVIe siècle, les pays d'Europe commerçaient avec la Bohème, l'Espagne et le Portugal. L'Europe entière a ainsi obtenu suffisamment de pièces d'or et d'argent pour satisfaire la demande nationale de monnaie pour le commerce et pour la thésaurisation. L'Europe entière a évité le problématique manque de pièces de monnaie. Ces apports d'argent et d'or ont mis fin à la « famine de métaux » du XVe siècle. Le manque de pièces de monnaie n'étranglait plus les affaires. Le spectre de la déflation s'éloignait.

Les nouvelles pièces de monnaie ont accompagné l'expansion économique de la Renaissance. Cette expansion démographique, économique, monétaire, financière et commerciale a duré de 1500 à 1650. Les deux pôles du renouveau étaient l'Espagne et le Portugal, principaux importateurs de l'or et de l'argent des Amériques. Fait remarquable, l'embellie économique a gagné toute l'Europe malgré les guerres de religion entre les vents de la Réforme et les tempêtes de l'Inquisition.

Bien sûr, des nouveautés techniques ont accompagné ce renouveau économique. Les innovations qui étaient apparues plutôt timidement au XVe siècle, se succèdent à un rythme accéléré au XVIe siècle. Les paysans augmentaient leur production avec de nouvelles techniques d'assolement, de fumage des terres, ou des perfectionnements pour les charrues. Aussi, les agriculteurs écoulaient leur production dans les marchés des villes peuplées de clients et d'artisans capables d'acquitter les paiements avec des pièces de monnaie en suffisance. L'économie de marché doit toujours composer une entité cohérente. Si l'un des acteurs est absent, alors cette économie boite.

Exploitée depuis le XVIe siècle, la mine d'argent de Joachimsthal en Bohême a donné son suffixe (thal = vallée) à l'emblématique pièce du thaler. Et, le thaler a inspiré son nom à une autre pièce célèbre : le dollar ! Ci-dessus, thaler de 1624. Pièce de meilleure teneur en argent qu'au Moyen Âge. Diamètre = 20 mm, épaisseur = 0,5 mm.

Inflation très relative au XVIe siècle

Avant le XVIe siècle, les prix avaient été assez stables. De fait, quelques légères poussées d'inflation les avaient à peine perturbés. La délétère déflation n'était jamais considérable en rapport au niveau des prix, même si elle était symptomatique d'un dérèglement économique grave.

Au XVIe siècle, une inflation des prix était constatée. Entre 1540 et 1640, les prix étaient multipliés par sept. Ce phénomène interpellait les penseurs de la Renaissance, et ceux-ci tentaient d'interpréter cette inflation des prix. Les premières explications de l'inflation des prix par augmentation de la quantité monétaire apparaissaient. La paternité de celles-ci est attribuée au penseur pluridisciplinaire Jean Bodin, inspirateur des idées de tolérance religieuse au roi de France Henri IV à la fin du XVIe siècle.

L'inflation des prix était très relative. Elle ne représentait qu'une inflation moyenne de 2 % par an. Les frappes de pièces de billon et les frappes avec l'or et l'argent de Bohème et des Amériques ont contribué à cette inflation supportable. La quantité de pièces dans les mains des acheteurs a augmenté, mais sobrement. Les historiens des XIXe et XXe siècles parlent de la « grande inflation » du XVIe siècle. Ils sont surtout fascinés par une évolution des prix à la hausse après une période de relative stabilité.

L'inflation des prix ne peut s'expliquer par une augmentation de la productivité insuffisante en regard à l'accroissement de la population, comme l'avancent certains historiens. Après deux siècles d'épidémies de peste et de tourmente économique et politique, le redressement démographique s'était effectivement amorcé vers la moitié du XVe siècle. Il provoquait un besoin de pièces en poche dont chacun a besoin pour acheter. Selon ces historiens, la multiplication des pièces de monnaie dans les mains des acheteurs, même plus nombreux, n'expliquait pas seule l'inflation. La multiplication se serait combinée avec une production insuffisante de biens pour nourrir les bouches supplémentaires. En aurait résulté une hausse des prix négociés entre acheteurs et vendeurs de biens, surtout agricoles. Mais d'où sont venues les pièces nécessaires pour acquitter les paiements ? Ces historiens devraient savoir que les prix ne peuvent augmenter sans apport supplémentaire de pièces. Cependant, le déficit prolongé de la production aurait pu contribuer au

démarrage de l'inflation en réinjectant en circulation les pièces thésaurisées, certains biens-intermédiaires, et en allongeant les crédits chez le boucher ou le boulanger.

En conclusion, l'apport de pièces a comblé le manque de pièces avec un léger surnombre. L'inflation modeste a pu irriter les épargnants qui voyaient leur capital rongé. Mais la perturbation était bien moindre que pour l'Empire romain du IIIe siècle avec une inflation annuelle supérieure à 5 %. Au XVIe siècle, les banques et emprunts d'État offraient aussi un rendement sûr qui compensait en partie cette inflation. Au bout du compte, l'apport d'or, d'argent et de billon a été bénéfique pour le commerce et l'économie. Aussi, le besoin exacerbé de thésaurisation du mercantilisme naissant a pu être satisfait, voire permis.

Inflation limitée par le mercantilisme au XVIe siècle

Accumulation autorisée avec la Renaissance

À l'encontre des idées médiévales, la Renaissance approuvait le commerce et l'accumulation de richesses. Accidentellement, cette thésaurisation des richesses limitait l'inflation. Elle était rendue possible par l'apport d'or et d'argent de Bohème et des Amériques. Elle se justifiait parce que la monnaie d'or et d'argent était perçue comme l'incontournable « nerf de la guerre » depuis l'Antiquité. Les guerres de religion étaient alors permanentes, et elles légitimaient ce réflexe de survie. Les pièces d'or et d'argent étaient toujours utiles au Trésor afin de défendre le pays. L'État souhaitait aussi se passer d'emprunts auprès de créanciers avides en intérêts et en droits de regard sur le pouvoir. L'or et l'argent assuraient au royaume la capacité de lever promptement de nouveaux impôts collectés en pièces pour une armée et d'embaucher des mercenaires. Ces réserves ostentatoires dans les coffres du Trésor conjuraient les insurrections et les offensives étrangères. L'or et l'argent acquittaient également les importations de vivres et de denrées en cas de famine. Constituer une réserve de pièces d'or et d'argent de qualité était souhaitable.

Pour accumuler les pièces, la taxation en pièces s'est ainsi développée au XVIe siècle. Elle bouleversait les principes du financement des États toujours plus axés sur la monnaie. La taxation en pièces supplantait les tailles en nature et le seigneuriage. La taxation ne ponctionnait que quelques pièces à l'entrée des villes ou des marchés. L'organisation fiscale se rapprochait enfin du niveau d'efficacité de l'Empire romain avec le circuit fermé entre taxations et dépenses en pièces.

Tableau de Van Reymerswaele (1539) très inspiré de celui de Metsys. La femme détourne son regard de la Bible pour le diriger vers les pièces manipulées par son changeur de mari. Très symbolique de la Renaissance.

Mise en place de politiques mercantilistes

La constitution d'une réserve d'or et d'argent justifiait une intervention de l'État dans l'économie. L'État cherchait à favoriser les rentrées d'or et d'argent dans le Royaume, ce qui permettait au Trésor de lever

rapidement des taxes collectées en pièces en cas de besoin. Cette politique interventionniste de l'État était qualifiée de « ***mercantiliste*** ».

Sans mines d'or ou d'argent, le gouvernement orientait le commerce en vue d'obtenir de l'or et de l'argent aux dépens des autres nations. La balance du commerce devait être favorable. Les importations devaient être inférieures aux exportations payées en or et en argent. L'économie nationale était sous la coupe du protectionnisme mercantiliste. Afin de stimuler les exportations, les industries nationales étaient favorisées par des subsides et protégées par des monopoles. Les colonies devaient absorber les biens finis et fournir en matières premières les monopoles de la mère patrie. Conduite économe et épargne étaient valorisées pour refouler la consommation interne qui détournait les biens des exportations. Les importations étaient défavorisées afin de conserver l'or et l'argent. Le luxe « inutile », tels parfums ou alcools, était même interdit à l'importation, ou au moins grevé de droits de douane. Vivres et médicaments importés étaient à peine tolérés pour assurer un minimum vital.

Dès la première moitié du XVIe siècle, des politiques mercantilistes ont été mises en place. Malgré les justifications rationalistes, le mercantilisme était économiquement absurde. L'État a inconsciemment enserré son économie dans un étau en la dépouillant de capitaux et de concurrence. L'absence de capitaux empêchait le démarrage de nouvelles activités en manque de financement. Les monopoles confortaient une production désuète en assurant des revenus confortables aux compagnies protégées. Le mercantilisme confondait la monnaie d'or et d'argent avec la vraie richesse de la production de biens.

Inflation limitée et dévaluations repoussées

Le seul avantage du mercantilisme a peut-être été de limiter l'inflation. En effet, la thésaurisation encouragée par le mercantilisme de la Renaissance a absorbé partiellement l'afflux prodigieux des métaux précieux en les accumulant et en résistant à vite les dépenser, ou au moins en les captant dans la lente circulation à la vitesse des chariots entre taxation et dépenses nationales.

Peut-être, une compétition libérée du mercantilisme aurait pu produire davantage de biens en proportion des pièces en circulation et également éviter l'inflation.

Quoi qu'il en soit, les conséquences inflationnistes de l'apport d'or et d'argent étaient inconscientes, comme la résultante de l'hypothèse inverse. En effet, en cas d'un tarissement des sources d'or et d'argent, le mercantilisme menaçait l'économie de déflation. Pour surmonter une nouvelle période de déflation qui commençait dès 1650, le libéralisme de l'Enlightenment et des Lumières allait contester le mercantilisme et épauler la percée de nouvelles techniques monétaires.

Au XVIe siècle, une des dernières dévaluations a eu lieu en Angleterre qui passait naguère pour un modèle de stabilité monétaire. L'Angleterre s'est jetée dans la « grande dévaluation », ainsi appelée, dans les dernières années du règne d'Henri VIII vers 1545, et aussi de son successeur Édouard VI. Le titre des pièces a été fortement dévalué. Il a fallu toute l'énergie d'Élisabeth I, conseillée par l'illustre Gresham déjà évoqué pour sa loi éponyme, pour ramener l'ordre monétaire vers 1560. Gresham, homme de son temps, a estimé qu'un penny d'argent altéré devait s'échanger contre une fraction d'un penny nouveau en fonction de la dévaluation du penny altéré. Seul le contenu d'argent comptait, non pas la valeur faciale. Les jolies nouvelles pièces seraient certainement acceptées pour leur titre élevé et leur forme régulière, car frappées en partie, et pour la première fois, à l'aide de la presse à vis. Cependant, le poids d'argent des pièces altérées a été volontairement sous-estimé, afin de faire supporter le coût de la refonte générale par le public. Le peuple a donc rechigné au change en contestant le poids d'argent, et non la valeur faciale. En fin de compte, fatigué des altérations et des dévaluations sur son dos, le peuple a juré que l'on ne l'y reprendrait plus.

Coïncidence :

Évolutions contrastées avec ou sans banques.

La coïncidence géographique existe.

En Italie, l'impulsion de la Renaissance s'explique par plusieurs facteurs connus : poudre à canon, boussole, imprimerie. Bien sûr, le terrain avait été préparé par la réapparition des ouvrages de l'Antiquité grecque traduits en latin via le monde arabe dès le XIIe siècle. Mais, ces textes, et l'influence arabe, ont-ils vraiment mis trois siècles pour susciter le réveil intellectuel de l'Europe ?

Plutôt, la dynamique de la Renaissance n'a-t-elle pas suivi l'émergence du commerce et des banques à partir du XIIIe siècle ? De fait, la renaissance du commerce et les ramifications du pouvoir des banquiers ne sont pas à sous-estimer. L'octroi de prêts à un gouvernement en manque de trésorerie se négociait durement en pleine période de déflation. La lettre de change renforçait les dépôts, et donc de ses possibilités de prêts par les banques. Les commerçants bourgeois avaient la banque en leurs mains, et ils l'ont utilisé pour empiéter sur les parcelles d'un pouvoir despotique, et imbriqué avec l'Église aux mœurs dissolues, un temps divisée entre Avignon et Rome, et financée par ses contestables ventes d'indulgences. Face aux risques de remboursements impayés, les bourgeois créanciers ont pu se rapprocher du pouvoir de l'Église et de la noblesse féodale. Les monopoles commerciaux concédés et les nouvelles techniques monétaires ont favorisé le mécénat par les grands commerçants. Les mécènes se livraient à une âpre compétition pour la propagande de l'Église ou en faveur des écoles et des arts de la Renaissance.

Sans finances et sans la bienveillance obtenue par les prêts accordés, ce mouvement de la Renaissance aurait-il été si puissant ? Sans eau, les graines auraient-elles pu germer pour monter vers le changement insufflé, ou étayé, par la Raison et l'Humanisme de la philosophie antique, et avec en vitrine l'architecture de Brunelleschi, les sculptures de Donatello, les peintures de Botticelli, les créations de Leonardo da Vinci ou de Michelangelo ? Et la Renaissance a brillé jusqu'à conduire aux interprétations philologiques de la Bible par ses savants, et ensuite inspirer

Luther, Calvin et la Réforme pour une nouvelle révolution aux retombées infinies.

Philippe II d'Espagne, riche de son or-pétrole ramené par ses conquistadors-talibans, a lancé son Invincible Armada sur la trop protestante Angleterre qui incitait ses corsaires à piller les galions espagnoles remplis d'or et d'argent des Amériques. Il a perdu.

Sur l'autre rive de la Méditerranée, l'Espagne possédait beaucoup d'or au XVIe siècle. L'Espagne n'avait que faire d'une bourgeoisie d'affaires capable de défier les coups de sceptres et le gavage d'hosties. Elle a expulsé les financiers juifs en 1492. L'Espagne, sans banques, s'est figée devant les interdits religieux. Avec les pièces frappées avec l'or et l'argent des Amériques, l'Espagne a vécu aux crochets de la production européenne, comme l'Italie romaine aux dépens des provinces d'Orient. La Contre-Réforme a enfoncé le clou en faisant preuve d'un rigorisme strict par rapport à la monnaie et au crédit. Le clergé thésaurisait sans se cacher. La Contre-Réforme a poussé l'Espagne à s'enliser.

Avec le mercantilisme, l'Europe entière confondait les pièces d'or avec la vraie richesse des biens. De trop rares contemporains s'en rendaient compte. L'Espagne n'a ramené pratiquement que de l'or et de l'argent des Amériques, en ignorant les autres produits de ses colonies. Les pays européens ont favorisé les exportations de leur production contre des pièces espagnoles ou portugaises d'or et d'argent, sans dissuader l'Espagne et le Portugal de saccager inutilement un continent.

Au XVIIe siècle, la première puissance européenne du XVIe siècle sombrait en décadence. Le Royaume d'Espagne déclinait sans chasser le spectre de la chute de l'Empire romain.

Dans l'Europe du Nord du même XVIIe siècle, la perception de la monnaie continuait de s'éloigner du bien-intermédiaire. Les banques du Nord ont développé de nouvelles techniques monétaires alternatives. Cap vers une Révolution d'un ordre jusqu'alors inconnu !

CHAPITRE 5
DU BILLET DE BANQUE À LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

La rareté du numéraire à nouveau préoccupante au XVIIe siècle

L'Europe en déflation de 1650 à 1730

À partir de 1650 et pour trois quarts de siècle, la stagnation, voire la récession, a succédé au mouvement d'extension économique précédent. Les causes étaient en partie politiques. Depuis la Renaissance et la Réforme, les défenseurs des traditions catholiques de l'Église freinaient des quatre fers la recherche d'un plus grand libéralisme. L'époque était aussi à la formation des grands États continentaux, et les affrontements étaient continuels entre ces nations pour l'hégémonie de l'Europe. La période était particulièrement difficile.

Les autres explications étaient économiques. Les métaux précieux étaient de plus en plus déviés de l'Espagne vers des mains étrangères par les corsaires, la flibuste et la contrebande. L'économie dominante de l'Espagne, dépendante de l'exploitation de ses mines d'or et d'argent d'outre-Atlantique, périclitait en entraînant le commerce international à la baisse. Quelques progrès et enrichissements existaient bien, mais ils

étaient hétérogènes. Avec le mercantilisme qui favorisait les manufactures et les industries déjà en place et protégées par des monopoles, marchands et manufacturiers s'enrichissaient rapidement, tandis que le paupérisme caractérisait les masses européennes.

Au XVIIe siècle, le manque de pièces de monnaie aggravait les tensions économiques. En plus des politiques mercantilistes, d'autres facteurs ont accentué le manque d'or et d'argent. La production de métaux précieux commençait à battre de l'aile. L'afflux d'argent des Amériques ralentissait dès 1650. Le besoin de thésauriser se renforçait en ces périodes belliqueuses. Comme dans l'Antiquité, la fuite d'or et d'argent vers l'Inde et la Chine avait repris avec le commerce maritime autour de l'Afrique pour contourner le blocage de la route de la soie par les Ottomans. La balance commerciale avec ces pays, toujours désintéressés par la production européenne, ne s'équilibrait que par l'or et l'argent.

Le manque de pièces de monnaie était aussi prononcé que la récession. La baisse des prix, donc la déflation, se faisait sentir dès la moitié du XVIIe siècle. Elle allait durer jusqu'au premier quart du XVIIIe siècle. Le manque de pièces de monnaie générait la déflation des prix, et il accentuait la déprime économique.

Récession et déflation moindres en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas

Au XVIIe siècle, des pièces dévaluées étaient impensables pour les peuples encore si focalisés sur le poids d'or et d'argent. Il ne restait qu'à attirer l'or et l'argent chez soi. Dans la deuxième moitié du XVIIe siècle, deux pays y parvenaient et résistaient mieux que les autres à la déflation. La déflation était effectivement moindre en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, encore appelés les Provinces-Unies avant 1795, qu'en France ou dans d'autres pays du continent européen. Ce fait était d'autant plus remarquable que l'augmentation démographique si vorace en monnaie était supérieure aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne que dans les autres pays. Les Pays-Bas et la Grande-Bretagne absorbaient les pièces d'or et d'argent par le commerce. Les banques et le commerce y fructifiaient, toutefois sans compenser la baisse du commerce de l'Espagne.

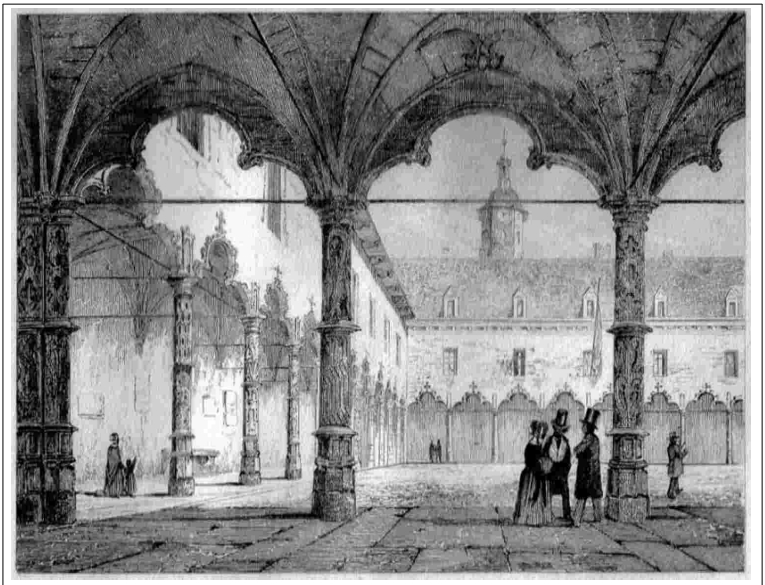
La politique économique des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne s'inspirait du libéralisme naissant qui frondait le mercantilisme. Le libé-

ralisme s'incorporait dans la société et dans l'économie. Il avait comme origine la Réforme qui avait bourgeonné après la Renaissance. Les grands penseurs de la Réforme, Luther et Calvin, avaient apporté leur pierre à la transformation des mentalités. Pour le monde financier, ils ont atténué la condamnation de l'intérêt en blâmant seulement les excès. Au Nord de l'Europe, l'abolition du modèle médiéval d'autorité faisait sauter les restrictions morales traditionnelles imposées au commerce et aux prêts à intérêts. Le libéralisme favorisait aussi les nouvelles techniques financières issues de la Renaissance.

Nouveau concept : la société par action

De nouvelles techniques financières s'étaient répandues depuis la Renaissance. Le rayonnement des commerçants italiens avait aidé le système bancaire encore élémentaire à se développer en Europe. Ils avaient introduit la lettre de change jusque dans les Pays-Bas. L'Europe a aussi vu fleurir de nouvelles pratiques financières pour soutenir le commerce maritime qui évoluait du cabotage jusqu'aux voyages intercontinentaux. En effet, les Portugais avaient ouvert d'autres routes en contournant l'Afrique pour atteindre l'Inde lorsque les routes de la soie et des épices étaient coupées après la chute de Constantinople aux mains des Turcs, en 1453. Christophe Colomb avait tenté d'atteindre l'Asie par l'Ouest bien qu'il avait surtout découvert accidentellement un nouveau continent.

Aux XVIe et XVIIe siècles, les « ***sociétés par actions*** » voyaient le jour pour soutenir, favoriser et financer de tels projets ou voyages. Ces sociétés étaient des entreprises aux mains des associés-fondateurs de la société. La majorité de ces associés décidait de la marche à suivre de la société. Chaque associé détenait des titres de copropriété, donc des actions achetées contre des pièces de monnaie. Cette monnaie collectée permettait de démarrer les activités de la société. En compensation, les détenteurs des actions se répartissaient les bénéfices de la société. L'action donnait droit à un « ***bénéfice par action*** ». Souvent les actionnaires de la société consentaient à une distribution partielle des bénéfices. La société conservait ainsi des fonds pour développer ses activités sans recourir à un prêt bancaire additionnel avec de lourdes charges d'intérêts. La fraction restante du bénéfice par actions dont les actionnaires se contentaient était le « ***dividende*** ».



Le capitalisme en plein essor au XVIe siècle. Le premier bâtiment de l'Histoire destiné à héberger une Bourse est construit à Anvers en 1531. Les bourses ont suppléé le refus de prêts bancaires pour financer des activités plus risquées. La gravure date de peu avant l'incendie qui a détruit l'édifice original en 1858.

Nouveaux marchés financiers et naissance du capitalisme

Pour faciliter les ventes d'actions, les « ***Bourses*** » à actions éclosaient. Les Bourses étaient des sociétés privées qui organisaient des marchés aux actions dans leurs locaux. Pour éviter le porte-à-porte, les autres sociétés en recherche de financement, et les investisseurs potentiels disséminés dans le public se rencontraient à la Bourse. Les sociétés levaient ainsi des fonds par la vente d'actions pour démarrer leurs activités. Les Bourses d'actions étaient également des marchés pour la revente d'actions par leurs détenteurs en mal de liquidités. Les actions étaient des titres de propriété qui n'étaient pas remboursables par la société, mais bien cessibles en Bourse contre des pièces d'un autre particulier.

Les prix de cession de ces actions s'estimaient selon les bénéfices par action espérés ou spéculés dans les prochaines années. Si une action promettait de rapporter 10 par an, on concédait de l'acheter à 100 pour briguer un rendement de 10 % par an. Les prix se déterminaient vérita-

blement par un nouveau système de cotation inspiré d'une mise aux enchères. Ce système de cotation spécifique aux Bourses évitait à chacun de comparer les prix dans chaque échoppe du marché. En un quart d'heure, vendeurs et acheteurs d'actions fixaient entre eux un prix de transaction. L'opération rapide était répétée quotidiennement, et elle donnait jour après jour le « ***cours de l'action*** » en Bourse.

Les sociétés à actions et les Bourses sont venues compléter le rôle des banques et des assurances. L'ensemble de ces ressources financières confiées par des individus à une société ou à une compagnie constitue le « ***capital*** ». Le « ***capitalisme*** » est ainsi né vers le XVIe siècle avec les Bourses, même si ses racines remontaient jusqu'aux prêts bancaires.

Marchés obligataires

Au début du XVII siècle, les bourses ont commencé à échanger des obligations émises par des entreprises et même par le Trésor public de gouvernements régionaux ou nationaux. Les bourses se sont développées en tant que « ***marchés obligataires*** ». La bourse d'Amsterdam a été l'une des premières à négocier des obligations sur son plancher. Sur ces marchés obligataires, de nouvelles émissions d'obligations pouvaient être vendues pour lever des fonds. Les obligations plus anciennes pouvaient également être revendues par leurs propriétaires, en cas de besoin de liquidités immédiates et sans attendre la fin de la durée de l'obligation et son remboursement intégral avec intérêts par son émetteur.

Ces précédentes émissions d'obligations étaient évaluées sur base du paiement d'intérêts annuel et du montant final versé à la fin de la période. Le prix de vente était fixé par rapport au taux d'intérêt proposé le même jour, qui pourrait être affecté par une bonne ou mauvaise nouvelle concernant le facteur de risque de l'émetteur de l'obligation. En conséquence, une obligation pourrait être revendue en dessous ou au-dessus de sa valeur d'émission nominale, en fonction des spéculations sur les montants futurs du remboursement de l'obligation. C'est pourquoi le terme « ***rendement*** », c'est-à-dire le taux d'intérêt effectif par rapport au prix de revente de l'obligation, a toujours été plus couramment utilisé que le terme « taux d'intérêt ». Par exemple, en raison d'inquiétudes quant à la solvabilité de son émetteur, une obligation de 100 pièces avec un intérêt nominal de 5 % et une échéance à un an, ne pourrait être revendue autour de 95 pièces si l'acheteur exigeait un

rendement de 10 %, afin d'obtenir 105 pièces après un an. Remarquablement, le prix d'une obligation allait dans le sens contraire de la variation du taux de rendement du jour.

Les Bourses, actions et banques avaient un caractère essentiel au développement de l'activité. Au travers des actions, des fonds à risque et à terme quasi infini étaient levés dans le public. Les actions vendues composaient initialement ces fonds. Ces actions servaient ensuite de garantie pour obtenir un prêt bancaire additionnel, mais toujours à plus court terme que les actions.

Montée en puissance d'Amsterdam et Londres

Dans l'Europe du Nord, ces techniques, manipulées par les financiers juifs et protestants bannis d'Europe, ont attiré des pièces de l'étranger pour financer l'expansion du commerce. Au XVIe siècle, la grande ville de ce renouveau était Anvers. Au XVIIe siècle, Amsterdam reprenait le flambeau à Anvers, pour raisons politiques. De fait, après le Traité de Westphalie en 1648, les Pays-Bas septentrionaux obtenaient leur indépendance de l'Espagne tandis que les Pays-Bas méridionaux, les Flandres, restaient possession des Habsbourg d'Espagne. À la même époque, ce nouvel État indépendant, les Provinces-Unies, a organisé le blocus maritime d'Anvers qui a relégué la ville à l'arrière-plan économique.

Dès le début du XVIIe siècle, les Pays-Bas septentrionaux s'étaient spectaculairement développés. Ils avaient innové notamment avec la Banque d'Amsterdam. Cette banque d'État avait su unifier les pièces de monnaie en circulation dans les Pays-Bas. La qualité de ses frappes de pièces faisait la renommée d'Amsterdam comme centre de change. Cette Banque reconnue accumulait les dépôts de pièces. Ce volume de dépôt s'était converti en prêts et même en crédits pour les municipalités néerlandaises. Également, le financement des flottes des Compagnies des Indes, grâce à la Bourse et à la Banque d'Amsterdam, était remarquable.

Le libéralisme des Pays-Bas avait ses limites. Il ne concernait que les entrées et les sorties de capitaux, et donc de monnaie, du pays. Les monopoles protégeaient les financiers et les industriels de toute concurrence interne, et l'économie du pays stagnait sans parvenir à développer un socle industriel large. Dès la fin du XVIIe siècle, les Pays-Bas entamaient leur déclin. Encore le syndrome de la chute de l'Empire romain.

La Bourse, les banques et la finance de Londres tendaient à égaler Amsterdam dans la deuxième moitié du XVIIe siècle. Pour attirer les lingots et les pièces de l'étranger, les Hôtels de la Monnaie du Trésor de la Couronne d'Angleterre avaient aboli la taxe du seigneuriage en 1666. Ils avaient déclaré la « ***frappe libre*** » sans aucune restriction. Ils prélevaient seulement le coût de la refonte à toute personne qui se présentait à eux avec des matières d'or ou d'argent.

Et contrairement aux Pays-Bas, la Grande-Bretagne allait étendre les crédits au développement de l'industrie, malgré le manque de pièces d'or et d'argent. De nouvelles industries ont pu ainsi se développer dans le textile, la verrerie, la papeterie, l'horlogerie et la métallurgie. C'est ce modèle de financement que les pages suivantes vont expliquer jusqu'à la montée de la Révolution industrielle du XVIIIe siècle.

Nicolaes Ruts a commissionné Rembrandt pour peindre son portrait en 1631, comme toute personne fortunée le souhaite. Mais, il n'était ni un noble ni un industriel. Ruts était un marchand qui achetait des fourrures de Russie – grâce aux nombreuses pièces en circulation dans le système financier d'Amsterdam – et qui les revendait dans le reste de l'Europe.

Apparition du billet de banque en Angleterre au XVIIe siècle

Naissance des banques anglaises

La naissance des banques à Londres s'est située vers 1640. Le roi Charles I aspirait trop ouvertement à saisir les dépôts d'or laissés à la citadelle royale de la Tour de Londres. Les marchands ont alors transféré leurs dépôts d'or chez les orfèvres-changeurs de Londres. Le mouvement s'est amplifié pendant la guerre civile dès 1642. Ces orfèvres-changeurs se sont mis à accumuler les dépôts de bijoux et de pièces de monnaie de leurs clients habituels.

Dès cet instant, ces orfèvres-changeurs se sont convertis en banquiers en offrant la possibilité de prêts en pièces. Les banquiers effectuaient des prêts au gouvernement contre les prochaines collectes de taxes ou de rentes.

Intérêts sur les dépôts

Les banquiers londoniens ont reconnu le rôle primordial des dépôts pour permettre davantage de prêts et de juteuses charges d'intérêt. Avec ces prêts et intérêts en tête, ils ont introduit plusieurs mesures destinées à encourager les dépôts.

Premièrement, pour rassurer les déposants quant à la sécurité de leurs pièces, les banquiers plaçaient ces pièces dans des coffres-forts inexpugnables. Ce service était proposé à un coût minime, bénéficiant d'économies d'échelle puisque le coût du coffre-fort était partagé entre tous les clients. Des enregistrements détaillés des entrées et sorties de pièces du coffre, donc des dépôts et des retraits, étaient méticuleusement notés pour chaque client. Cette comptabilité individuelle de chaque client était appelée un « ***compte bancaire*** » qui composait le grand « ***livre des comptes*** » de la banque. Dans ce livre, seules les charges d'intérêt étaient transférées des comptes bancaires individuels vers l'unique compte des profits de la banque.

Deuxièmement, un récépissé nominatif témoignait d'un dépôt de pièces d'or ou d'argent à la banque, autant que d'un prêt accordé par la banque et laissé en dépôt. De plus en plus, les pièces étaient laissées en

compte contre un récépissé nominatif, plus sûr en cas de vol. Les clients évitaient ainsi de se balader avec des pièces en poche. Ce talon était à son tour endossé et utilisé comme moyen de paiement presque à l'égal des pièces de monnaie. En fait, les Anglais ne faisaient qu'imiter les pratiques d'Italie ou des Pays-Bas.

Troisièmement, les banques émettaient des lettres de change pour des paiements papier locaux, voire même vers des pays étrangers pour les banques ayant des succursales à l'étranger. Ces lettres de change nominatives étaient remboursées en pièces anonymes à la banque d'origine ou dans une de ses succursales, mais seulement au terme des trois mois stipulés sur ces lettres. Pendant ce temps, à l'instar des récépissés nominaux reconnus localement, ces lettres de change certifiées par des banques de renommée internationale pouvaient être endossées pour effectuer un paiement à travers l'Europe. Cette pratique n'était pas nouvelle, elle imitait simplement les systèmes papier italiens et hollandais qui remontaient à la Renaissance.

Finalement, pour augmenter le volume des dépôts et donc le volume de prêts ou de crédits, des intérêts ont rémunéré les dépôts dès 1660, selon les archives. Les intérêts perçus sur ces prêts et ces crédits couvraient les frais d'administration des comptes, des coffres-forts, et laissaient de plantureux bénéfices.

Prêts réservés aux marchands et gouvernements

Ces mesures augmentaient les volumes de dépôts dans les coffres des banques. Ensuite, les prêts pouvaient être accordés, mais toujours avec prudence. La comptabilité de chaque compte de prêt était notée jusqu'au remboursement de la dernière pièce du capital du prêt, sans oublier les intérêts.

Certainement, les services de prêt étaient réservés aux marchands aisés et aux membres du gouvernement, jugés sûrs de rembourser leurs prêts ou trop puissants pour refuser une demande de prêt. À certaines occasions, les banquiers octroyaient un peu plus de crédits dans les comptes de leurs clients qui laissaient les pièces en dépôts et pratiquaient par chèque ou virement. Par contre, les prêts étaient rarement accordés aux plus pauvres ou aux petits ateliers soupçonnés de retirer durablement les pièces empruntées et jugés trop risqués de faillir au remboursement.

En fin de compte, le volume des prêts accordés était bien inférieur au volume des dépôts, car les banques devaient toujours garantir les demandes de retrait des dépôts. Dès lors, les banques devaient sérieusement limiter les volumes de prêts, quitte à refuser des prêts à des clients réputés et malgré la demande continue de prêts en période de déflation.

Apparition du billet de banque

Vers la fin du XVIIe siècle, les banques apportaient une simplification pour les récépissés des dépôts de pièces, en partie pour confirmer leur responsabilité. Les pièces obtenues par prêts et laissées en banque, donnaient droit non plus à un récépissé au nom du titulaire du compte en banque, mais à un billet au porteur, et donc exclusivement au nom de la banque. Avec cette seule mention du nom de la banque estampillé et contresigné, le « ***billet de banque*** » moderne était né. Sur simple présentation, ce billet de banque était échangeable en pièce à la banque émettrice du billet. Plus besoin de l'endosser, le billet de banque passait de main en main jusqu'à ce que le montant de pièces d'or et d'argent inscrit sur le billet soit réclamé à la banque émettrice de ce billet. Ces billets de banque ont commencé à être reçus comme paiement à la place des pièces vers 1668 en Angleterre. On considère que les fondations du billet de banque sont établies à la fin du XVIIe siècle en Angleterre. La légalité de ces billets de papier y est entérinée en 1704. Cependant, dans l'Angleterre du XVIIe siècle, seuls les marchands, les banquiers et le gouvernement appréciaient les services de ces nouvelles banques et de leurs billets. Les classes populaires étaient exclues du système bancaire. Elles continuaient de manipuler exclusivement des pièces d'or, d'argent et surtout de billon.

Les billets de banque étaient libellés en poids d'argent, convertible en or selon le ratio bimétallique. Les montants stipulés sur les billets de banque se sont progressivement arrondis aux centaines ou aux dizaines d'unités de pièce de monnaie. L'unité du libellé des billets de banque était souvent la « ***livre sterling*** », plutôt que le « ***shilling*** » de trop faible valeur pour les marchands qui manipulaient les billets. Une livre sterling valait 20 shillings ou 240 pennies d'argent d'un titre quasi fin. Ce titre dit « ***sterling*** » était de 92,5 % pour l'argent et de 91,6 % (22/24 ou 22 carats) pour l'or. Le penny était la traduction anglaise du denier de Charlemagne. Et, depuis Élisabeth I en 1601, 62 shillings valaient préci-

sément un livre de poids d'argent du système de mesures « ***troy*** » utilisé pour les matières précieuses. Un shilling valait 1/62 de 373 g d'argent à un titre de 0,925, donc 5,6 g d'argent fin. Bien sûr, les pièces d'or étaient en relation aux pièces d'argent par le ratio légal or-argent. Avec un ratio bimétallique de 1:15, un livre sterling valait 112 g d'argent fin ou 7,46 g d'or fin.

De leur côté, les pièces étaient frappées et libellées en shillings plutôt qu'en livres sterling de trop forte valeur. La livre sterling était surtout une monnaie de compte. Les billets la visualisaient pratiquement pour la première fois. Les principales pièces frappées en argent étaient la pièce du shilling d'argent qui valait 12 pièces du penny d'argent. Le sixpence de 6 pennies et la demi-couronne d'argent de 30 pennies circulaient aussi. Les pièces de moindre valeur comme le demi-penny (halfpence en anglais) étaient en billon. La pièce d'or principale était la « ***guinée*** » d'or qui fluctuait selon le ratio or-argent à environ 20 shillings. Le nom de « guinée » provenait de l'origine africaine de l'or.

Pour information, une livre troy vaut 0,373 kilogramme, tandis que la livre traditionnelle de poids (système des poids « avoirdupois » en anglais) vaut 0,453 kilogramme. Une livre troy vaut 12 onces troy ou 240 pennyweight troy ou 5760 grains troy, mais une livre traditionnelle (pound en anglais) vaut 16 onces ou 256 drachmes ou gros (drams en anglais) ou 7000 grains. Vive le système métrique !

Charles I d'Angleterre (sur cette pièce du quatre pence) avait des sympathies catholiques, et il prônait le droit divin des rois. Le peuple anglais a réagi avec un demi-siècle de guerre civile, avec la Déclaration des droits, mais aussi avec le transfert progressif de la création monétaire vers le quartier financier de la « City » de Londres.

Prêts et billets de banques pour alléger la déflation

Au XVIIIe siècle, l'usage du billet de banque s'étendait. Les prêts étaient de plus en plus retirés, non pas en pièces, mais en billets de banque. Les retraits de pièces s'amenuisaient grâce aux billets de banque. Ces billets se substituaient occasionnellement aux pièces d'or et d'argent. Les prêts retirés en billets de banque équivalaient à des crédits en compte sans retraits de pièces. Les prêts sont alors presque des crédits, sous réserve de demande de conversion-or. Grâce aux billets de banque, les quantités de crédits alloués par les banques pouvaient augmenter. Dès lors, la concurrence des banques riches en pièces… et en billets, incitait à offrir des crédits aux conditions plus avantageuses. Les charges d'intérêts sur les crédits se sont effectivement allégées à l'époque.

Les paiements en billets de banque s'étendaient également aux gens extérieurs à la banque. Ces gens acceptaient ces billets au porteur qui dépendaient d'une banque avec pignon sur rue, et non plus des avoirs en compte d'un client caché derrière un masque souriant qui tendait une lettre de change aux signatures suspectes. Le vendeur de biens avait le loisir d'échanger ces billets ultérieurement contre des pièces d'or ou d'argent, et sans se soucier de l'état du compte du client au billet. Le bon sens agréait les déplacements de billets en papier moins voyants ou

bruyants que des pièces, surtout pour des montants élevés. Ainsi, ces billets de banque sont appelés « ***monnaie fiduciaire*** » pour leur acceptation volontaire, et par la confiance en la banque émettrice à convertir le billet en pièces d'or ou d'argent.

Déjà au début du XVIIIe siècle, les différentes formes de monnaie de papier (récépissés nominatifs et billets de banque) commençaient à dépasser la quantité de pièces en circulation. Le système bancaire anglais était parvenu à augmenter la circulation monétaire sans or ou argent. Les billets de banque et les pièces de billon allégeaient le manque de pièces d'or et d'argent, donc la déflation. Comme déjà précisé, l'Angleterre subissait une déflation effectivement moindre que les pays plus au Sud.

Les émissions de billets de banque restreintes par la convertibilité-or

Prudentes, les banques mesuraient les quantités de monnaie créditées à leurs clients. Même si l'emprunteur s'était contenté d'un retrait en billets, ces billets acquittaient des paiements et revenaient pour être échangés contre des pièces sonnantes et trébuchantes. Peut-être, ces billets étaient placés en dépôt à la banque, mais la banque se devait à tout moment d'assurer les retraits des dépôts de ses clients.

Dès lors, la banque ne prêtait qu'en proportion des pièces d'or et d'argent en dépôt dans ses coffres. La banque conservait une « ***couverture*** » en pièces d'or ou d'argent suffisante pour couvrir les retraits des comptes de dépôt et les échanges de billets. La banque devait assurer la « ***convertibilité-or*** » ou argent de ses billets.

Premières crises de retrait aux guichets des banques

En Europe, la première émission de billets de banque a eu lieu en Suède en 1661. Le banquier en question s'est précipité dans la multiplication des crédits et donc à la surémission de billets de banque. Quelques années plus tard, il n'a pu racheter ses billets contre des pièces d'or et d'argent, et il est tombé en faillite. Premier essai, premier échec. Peut-être a-t-il échappé à la mort promise aux faussaires de pièces de monnaie, car l'on ne considéra pas ses billets comme des fausses pièces ? Néanmoins, il a croupi en prison pour le reste de sa vie.

Vers 1710, seuls deux banquiers britanniques de la première heure avaient survécu aux différentes « ***crises de retrait*** » depuis 1640. Les crises de retrait étaient sans pitié. La crise de retrait dans une banque avait tendance à se propager et provoquer la faillite d'autres banques. Rumeurs de multiplication des crédits, de créances dilapidées, de fausse monnaie de papier, d'une couverture déficitaire en pièces, et la crise de retrait enfonçait les portes. La banque était le théâtre des fameuses bousculades et gémissements pour retirer son dépôt de pièces d'or ou d'argent, ou pour échanger ses billets de banque qui mentionnaient expressément d'être « payables à vue contre pièces ». Devant tant de demandes, la banque n'était plus en mesure d'assurer la convertibilité-or ou argent de ses billets.

De fait, la banque n'avait plus la totalité des pièces déposées en coffre, dès le premier prêt accordé en billets et revenu par la suite en dépôt. Le volume des comptes en dépôt dépassait toujours le volume de pièces en couverture. La crise de retrait, la suspension des paiements et la faillite de la banque menaçaient dès le premier billet émis.

Numero Rechnad Sector

AT denne Credityf-Zedels innehafwande haf-
wer i Stockholms Banco sub N:o 316 at fodta Ett Hundrade
Daler Sölfwer i Mynt/ dher warder af oss Banco Director, Commissarier,
Bookhållare och Casserer hwar för sigh och medh dhess egne Händers Un-
derskrifft och Signeter attesterat. Sdiom och til yttermehre wisso medh dhe
dher til förordnade fiöra och mindre Banco Sigiller verificerat. Datum Stock-
holms Banco An. 1668 den 30

Ett 100. Dal. Sölf. Mynt.

100 dalers silvermynt, billet émis par la Stockholms Banco, 1666. Une des premières émissions de billets de banque en Europe. Pour un billet de banque, au contraire d'une lettre de change, la signature du titulaire du compte en banque n'apparaît pas. Elle est remplacée par les seules signatures des banquiers et quelques détails imprimés contre la contrefaçon.

Les crises de retraits contenues par l'augmentation des taux d'intérêts

Pour désamorcer les rumeurs et les crises de retrait, les banques refusaient toujours les mauvais clients susceptibles de faillir au remboursement. En cas d'affaiblissement de la couverture-or et argent, les banques devaient aussi penser à augmenter les taux d'intérêt pour favoriser les dépôts comme pour défavoriser les prêts. Moins la banque avait de liquidités, plus exigeantes étaient les garanties réclamées, ou plus élevés étaient les taux d'intérêt de dépôt ou de crédit. Ces taux d'intérêt montaient parfois jusqu'à 20 % en temps de crise pour tenter de reconstituer la couverture en pièces d'or et d'argent en attirant les dépôts et en dissuadant les crédits.

Malgré les crises sporadiques, le billet de banque s'installait dans les usages et les habitudes. Le besoin de monnaie était le plus fort. Tout plutôt que le manque de monnaie qui générait la récession économique et qui était reflété par la déflation des prix.

La convertibilité des billets restreinte aux seules pièces d'or par le « Great Recoinage »

À la fin du XVIIe siècle, les pièces étaient altérées après tant de laisser-aller, surtout par rognage. Les pendaisons de quelques faux-monnayeurs n'avaient pas effrayé les autres faussaires à s'enrichir honteusement. Comme toujours, les pièces d'argent étaient les plus détériorées par l'usure des manipulations et par les faux-monnayeurs. Les pièces d'or, de plus en plus conservées en banque, étaient presque intactes.

En 1689, une nouvelle guerre de l'Angleterre contre la France de Louis XIV éclatait. L'armée et surtout la marine nécessitaient des pièces d'or et d'argent présentables pour assurer leur approvisionnement sur le continent européen. Le parlement anglais votait une refonte généralisée des pièces. Le « Great Recoinage » a commencé dès 1696 et s'est achevé en 1699. Cette fois, une frappe systématique à la presse mécanique était mise en œuvre. Elle était complétée par le marquage mécanisé du lacet du cordonnet ou des crans du crénelage ou des grains du grènetis estampillés sur la tranche des nouvelles pièces, pour témoigner de l'absence de rognage.

Contrairement aux pièces du XVIIe siècle (ex. thaler au-dessus), les pièces du XVIIIe siècle étaient fabriquées en deux phases : la frappe, puis le marquage de la tranche (ex. shilling de George II et thaler de Marie-Thérèse). Quelques années plus tard, la tranche était aplatie avant la frappe afin de rehausser le détail de la tranche comme ce grènetis sur ce demi-souverain (ex. pièce en-dessous).

L'opération réévaluait les pièces d'argent, ou plutôt elle les ramenait à leur poids légal. De longs débats avaient accouché de cette décision qui excluait la dévaluation jusqu'au poids moyen d'argent des pièces altérées en circulation. Le grand philosophe John Locke lui-même était intervenu dans les débats en faveur d'une réévaluation. De toute façon, le peuple anglais aurait difficilement admis un nouveau vol d'argent sur son dos, comme sous Henri VIII et Élisabeth I. Les anciennes pièces même rognées devaient être échangées contre des pièces nouvelles légalement équivalentes. La quantité d'argent dans les nouvelles pièces devait être réalignée sur l'ancien poids légal. Le Trésor a financé l'achat du métal manquant grâce à une nouvelle taxe ponctionnée sur chaque fenêtre des bâtiments.

La conséquence indirecte de cette réévaluation portait sur le ratio or-argent. Ce ratio bimétallique selon les anciens poids des pièces était proche de 1:16. Pourtant, les pièces défectueuses se changeaient au poids en rue et sur le continent européen à 1:15. En effet, depuis 1680,

l'argent se changeait à un taux avantageux contre de l'or en Extrême-Orient ou au Brésil. Pour s'adapter, chaque pays avait modifié ses pièces de monnaie et son ratio. Sinon la rue l'avait fait à sa place par exportation vers l'Orient ou le Brésil, ou par rognage. La rue et ses changeurs ont toujours compensé les ratages du ratio or-argent.

Dès le début du « Great Recoinage », toute l'Europe s'est ainsi mise à vendre ses onces d'or aux Hôtels de la Monnaie de la Couronne d'Angleterre pour obtenir 16 onces d'argent par once d'or. Le gain était donc d'une once d'argent par once d'or. L'or affluait de tous les pays, et en sens inverse, l'argent disparaissait d'Angleterre. L'anomalie a été rectifiée en 1717 en fixant la guinée d'or à 21 shillings d'argent au lieu de 20, ce qui rapprochait le ratio de 1:15. Cette mesure était en toute logique jugée plus rapide et adéquate qu'un allègement des pièces d'or lors d'une nouvelle et coûteuse refonte généralisée. Le maître des Hôtels de la Monnaie d'Angleterre était alors un certain Isaac Newton.

La réévaluation du ratio a involontairement tracé la voie vers la circulation de la seule pièce d'or. En l'absence de pièces d'argent sur le sol anglais, les banques n'avaient plus à assurer officieusement la convertibilité des billets de banque qu'en pièces d'or. La seule convertibilité-or, et non plus en argent, des billets des banques britanniques allait légalement s'en suivre au XIXe siècle avec le célèbre « étalon-or » – détaillé plus tard –, à la suite de cette surestimation involontaire de l'or dans le ratio or-argent.

La plupart des pièces anglaises en argent avaient disparu de Grande-Bretagne avant la rectification du ratio bimétallique en 1717. Par la suite, l'argent est à peine revenu. Il est surtout resté sur le continent européen qui commerçait avec l'Espagne riche de ses mines d'argent de Bolivie et du Mexique. De son côté, l'Angleterre commerçait avec son allié portugais riche de son or du Brésil. Les pièces de faible dénomination ont fini par manquer – comme ce shilling en argent de George II de 1758. Pour atténuer le manque de petites pièces, l'Hôtel des Monnaies a frappé des demis et des quarts de guinée d'or, des six pence et des trois pence d'argent, et des pièces de billon. Et, malgré les nombreuses fausses pièces du XVIIIe siècle, les gens acceptaient toutes ces nouvelles pièces, comme ils acceptaient les nouveaux billets de banque.

Les pièces de billon en Angleterre

L'absence de frappe de pièces de billon par les Hôtels de la Monnaie avait ponctué les années 1648 à 1672. Les Hôtels de la Monnaie de la Couronne s'étaient considérés comme incapables de produire des pièces de billon sûres quant à la contrefaçon. La convertibilité vers les pièces d'argent et d'or était ingérable avec une profusion de fausses pièces de billon.

Pour remplir le vide, des milliers de particuliers avaient émis des pièces de billon privées convertibles par eux-mêmes, à l'image du système des billets de banque convertibles.

Néanmoins depuis 1672, les Hôtels de la Monnaie avaient repris la frappe des pièces de billon enfin mécanisée et de bonne qualité. Le « Great Recoinage » laissait le système inchangé.

L'Écosse dans l'Union

Avec l'Union de la Grande Bretagne en 1707, les Hôtels de la Monnaie d'Écosse ont unifié les frappes de pièces avec celles d'Angleterre. Depuis, les systèmes monétaires d'Écosse et d'Angleterre sont liés par les mêmes références de poids des pièces en livre sterling, donc en livre d'argent à un titre de 92,5 % (argent sterling). Une livre sterling d'Écosse valait une livre sterling d'Angleterre. Au XXIe siècle, on parle toujours de « livre sterling » pour désigner l'union des pièces de monnaie et des billets d'Écosse et d'Angleterre.

À la fin du XVIIe siècle, la Grande-Bretagne avait accompli un pas important d'un système bimétallique en pièces d'or et d'argent vers un système de billets de banque et de pièces de billon convertibles uniquement en pièces d'or aux guichets des banques. La Grande-Bretagne y était arrivée en partie involontairement.

Multiplication des crédits et Révolution industrielle au XVIIIe siècle

Prêts avec garants en Écosse

Dans l'Écosse du XVIIIe siècle, la rareté du numéraire était plus criante qu'ailleurs. Les banques avaient peu de dépôts en pièces de monnaie. Le manque de dépôts pour assurer la couverture en pièces d'or ou d'argent étranglait le volume de prêts et de crédits. Les banques réservaient les rares crédits aux riches clients capables d'assurer le remboursement par de solides garanties. Cet accès restrictif au crédit a incité les Écossais à réfléchir davantage.

Vers 1730, les banques écossaises ont profité de l'usage naissant du billet de banque de papier pour accorder plus de crédits. Les banques écossaises ont décrété de nouvelles règles pour octroyer un crédit. Désormais, l'intérêt serait payé sur la portion du crédit effectivement retirée. Par cette mesure, les retraits des prêts en billets convertibles en pièces étaient ainsi endigués et limités aux besoins immédiats de liquidités. Avec plus de dépôts, moins de retraits en pièces, et moins de billets en circulation, la couverture en pièces des dépôts et des billets s'épaississait.

Une autre règle était ajoutée. Un candidat-emprunteur même pauvre se voyait octroyer un crédit à condition d'être parrainé par au moins deux garants. Ces garants devaient être des clients sérieux de la banque, ou reconnus par celle-ci. La banque s'assurait du remboursement du crédit en dernier ressort auprès de ces garants privilégiés. Avec le système de prêts à garants, le fournisseur vendait davantage. Il lui suffisait de se porter garant de son client pour qu'il obtienne son prêt en billets synonyme d'un crédit en monnaie scripturale. Le fournisseur connaissait son client mieux que la banque. Restait à trouver un deuxième garant pour plus de sécurité pour la banque, et peut-être pour un nouveau dépôt de pièces d'or ou d'argent à la banque.

Le crédit accordé, l'heureux client acceptait sans broncher les billets que lui remettait la banque. Le fournisseur-garant recevait tout autant le paiement du client-emprunteur acquitté en billets de banque. Plutôt que de ne pas vendre du tout en pièces, autant vendre contre des billets de banque, même en assumant une partie du risque du remboursement… avec les billets reçus. L'achat fournissait au client-emprunteur de la matière pour travailler, produire, vendre et rembourser les prêts. Pour vendre, l'emprunteur parrainait à son tour ses propres clients-emprunteurs, et il évitait à son tour le manque de pièces. Ainsi, l'usage du billet de banque s'étendait à de nouveaux clients-emprunteurs de la banque pour des paiements qui contournaient la déflation. Ils agréaient les paiements acquittés en billets de banque de papier avec lesquels ils remboursaient leurs crédits et les intérêts.

Richesses sans pièces d'or ou d'argent

Pour la banque, les revenus des intérêts augmentaient avec les crédits judicieusement accordés. Les intérêts étaient peut-être payés en billets, mais les billets étaient de plus en plus acceptés pour acquitter les achats. Les banquiers n'étaient donc pas plus riches en pièces d'or ou d'argent, mais ils s'étaient certainement enrichis en biens produits et payés en billets.

Il s'agit bien ici de la véritable richesse plutôt que d'illusoires pièces précieuses. La richesse est toujours liée au travail, jamais à des metaux inertes qui ne permettent que l'achat de travail. Naturellement, les banquiers anglais ont rapidement imité les banquiers écossais.

Début du capitalisme industriel et financement de la Révolution industrielle

Jusqu'au XVIIIe siècle, l'Histoire avait favorisé les crédits aux commerçants et les prêts aux États. Avec les crédits à garants, les services de la banque sortaient du cercle des commerçants initiés, ou des emprunts d'État. Avec la multiplication des crédits en compte ou des prêts en billets, les Britanniques finançaient la production industrielle et même agricole. Ces développements monétaires et financiers ont eu une incidence majeure sur l'économie, même s'ils ont probablement été inconscients et non planifiés. Pour la première fois de l'Histoire, des banques octroyaient des crédits à des clients au savoir technique développé… et en relation avec de riches garants. Les crédits, ou les prêts en billets, tombaient à pic pour constituer ou compléter le capital de la compagnie. Le capital finançait l'achat des machines, la construction de bâtiments, les paiements des premiers salaires, la constitution de simples « stocks » pour les petits commerçants, ou de « fonds de roulement » en ressources pour les ateliers. Avec ces fonds, le capitalisme s'étendait à l'industrie.

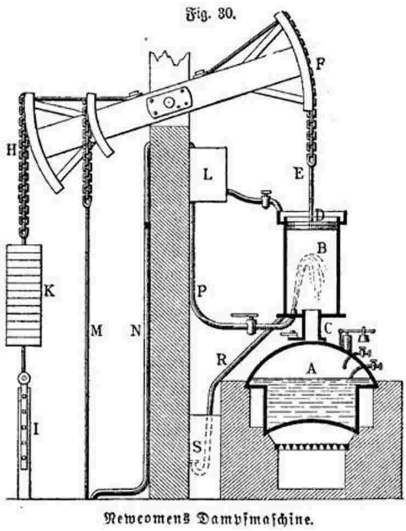
Dans le même temps, de nouvelles techniques industrielles et agricoles émergeaient continuellement en Europe. Depuis le XVIIe siècle, les inventions pouvaient être brevetées. Au XVIIIe siècle, tout était en place pour effectuer un changement quantitatif et qualitatif. L'exploitation de la nouvelle force de la vapeur, l'utilisation accrue de machines, et une suite ininterrompue d'inventions ont permis d'accroître la productivité par individu. Les innovations les plus emblématiques étaient les machines textiles et la machine à vapeur. Les répercussions de l'industrie sur l'agriculture étaient également importantes, comme avec de nouveaux aciers pour des socs de charrue plus profonds ou pour fabriquer des faux plus efficaces que des courtes faucilles. Tout au long du XVIIIe siècle, paysans et artisans se vendaient les uns aux autres leur production décuplée avec ces nouvelles techniques en constante amélioration.

Enfin, dès le début du XVIIIe siècle, une nouvelle idéologie commençait à influencer les décideurs. Le libéralisme philosophique et économique de l'Enlightenment ripostait au rationalisme et au mercantilisme de la Renaissance. Le libéralisme commençait à mettre une

sourdine aux donneurs de leçons enivrés par la Raison et si prompts à démontrer tout et son contraire, comme le bien-fondé de l'ordre établi en s'opposant à toute forme de progrès. Le libéralisme était lui-même intimement lié aux débuts du régime parlementaire par la « Déclaration des droits » de 1689 quand l'Empirisme et l'Enlightenment bourgeonnaient. Dans le sillage du libéralisme, le « ***laisser-faire*** » gagnait du terrain pour favoriser la concurrence nationale aux dépens des monopoles et les subsides accordés par l'État mercantiliste.

La synthèse des nouveaux outils de crédit, des développements technologiques, et de la montée du libéralisme a été la Révolution industrielle. Celle-ci a démarré en Écosse et en Angleterre vers 1750. Cependant, les développements monétaires ou bancaires ne peuvent être sous-estimés pour expliquer la Révolution industrielle en regard aux trouvailles techniques et au libéralisme ambiant. L'absence de financement expliquerait la stagnation de l'industrie sur l'autre rive de la Manche malgré la détention des nouvelles technologies et malgré la montée du libéralisme des Lumières. Ainsi, durant la deuxième moitié du XVIIIe siècle, l'explosion de la Révolution industrielle n'était remarquée qu'en Grande-Bretagne. Sur le continent européen, la Révolution industrielle n'a commencé qu'au XIXe siècle avec l'adoption des techniques financières britanniques.

Tout n'était pas pour le mieux dans le meilleur des mondes. Au XVIIIe siècle, les Anglais ont certainement apprécié une hausse du revenu individuel et une meilleure santé (grâce au techniques agricole de rotations des cultures, de distribution de l'eau par tuyaux, de la production industrielle de savon, de la vaccination, de socles en meilleur métal pour les charrues, etc.) qui a débouché sur une hausse de 80 % de la population. En comparaison, la hausse démographique était de 30 % en France. Malheureusement, cette brusque hausse a contribué au gonflement d'un prolétariat industriel en Grande-Bretagne, comme en France dès le XVIIIe siècle, qui ne jouissait pas d'une part équitable des fruits de la Révolution Industrielle.



La machine de Newcomen de la Révolution industrielle. Seule la Grande-Bretagne a développé de telles technologies grâce notamment au financement par des « bouts de papier ».

De son côté, le continent européen et son système financier et monétaire arriéré s'est montré incapable de suivre la cadence britannique, malgré une créativité technique et des réserves de charbon comparables à la Grande-Bretagne.

Multiplication de la monnaie sans inflation

Dans la Grande-Bretagne du XVIIIe siècle, la multiplication des crédits et des prêts en billets signifiait plus de monnaie scripturale et fiduciaire. Ce complément de monnaie aux seules pièces d'or et d'argent était substantiel. Risquait-on une poussée d'inflation comme pour l'Empire romain ? Pas cette fois, car une contrepartie en biens a compensé l'augmentation de la masse monétaire. Les crédits étaient alloués pour investir et non pour dépenser ou consommer. Chaque investissement était destiné à produire davantage ou à économiser le charbon, les matières premières, les ressources diverses, et la quantité de main d'œuvre par unité produite. Si la création monétaire était proportionnelle à l'augmentation des biens produits, alors elle n'était pas inflationniste. Davantage de monnaie a circulé dans les mains des acheteurs quand davantage de biens ont également composé les stocks des vendeurs. Peu de poussées d'inflation ont donc découlé de la multiplication des crédits. Seuls les salaires ou les profits ont pu augmenter, car les coûts unitaires de production s'abaissaient pour un prix de vente égal. L'on se retrouve dans une situation comparable à celle du début de l'Empire romain. L'augmentation des biens produits avait alors été en proportion aux nouvelles frappes de pièces. Le commerce de la Pax Romana avait progressé et favorisé la spécialisation de la production. La

multiplication des pièces de monnaie par l'extraction des mines et les rafles des conquêtes avait alors laissé les prix stables.

Retour de l'inflation

L'inflation des prix de 1730 à 1775 coïncidait avec le retour des métaux précieux. L'inflation touchait la Grande-Bretagne comme le continent européen. Au XVIIIe siècle, l'apport d'or était 3 fois plus important qu'au XVIe siècle. Entre 1720 et 1790, le stock mondial d'or a doublé avec les découvertes de filons au Brésil et dans les montagnes de l'Oural en Russie. La production d'argent-métal augmentait dramatiquement avec l'extraction par amalgamation au mercure qui pouvait s'appuyer sur les mines abondantes en mercure de Almadén en Espagne et Idrija en Slovénie. Les mines pouvaient aussi descendre plus profondément grâce à la machine à vapeur de Newcomen pour pomper les eaux de pluie. Et, avec la démographie en hausse, le nouvel afflux d'or et d'argent était même le bienvenu. Dans toute l'Europe, les besoins de pièces d'or et d'argent pour la thésaurisation mercantiliste étaient à nouveau satisfaits.

Depuis 1730, la reprise du commerce et de l'économie était également perceptible sur le continent européen, mais à un rythme moins rapide qu'en Grande-Bretagne. Au XVIIIe siècle, peut-être rassasiés de pièces de monnaie, les autres pays du continent européen n'ont pas senti le besoin de copier l'exemple britannique. Quelques essais d'émission de billets s'étaient également avérés catastrophiques, comme expliqué dans le prochain chapitre. Ainsi, le continent européen restait plus dépendant des pièces de monnaie d'or et d'argent que la Grande-Bretagne. Quand la déflation a repris après 1780, le continent européen a souffert davantage de cette dépendance. Les pages suivantes y reviendront.

Thaler de Marie Thérèse, 1780. Cette pièce d'argent était reconnue et acceptée jusque dans le monde arabe. Après la mort de l'impératrice, Joseph II a permis à l'Hôtel des Monnaies d'Autriche de continuer à frapper cette pièce pour satisfaire la demande du Moyen-Orient. Diamètre = 40 mm, épaisseur = 2,4 mm.

Cinq arabesques visibles sur la tranche de différents thalers. Les nombreux détails de la pièce permettent l'identification des frappes post-1784 autorisées aux ateliers étrangers. Dans l'ordre : Bruxelles, Vienne post-1900, Londres, Paris, Vienne pré-1900.

Création monétaire ex-nihilo : la monnaie scripturale

Vers le début du XVIIIe siècle, le billet de banque de papier avait grandement réduit les retraits des dépôts en pièces. Sur base des dépôts, les banquiers en étaient arrivés à accorder des prêts en pièces qui n'étaient pas retirées. Les crédits en compte remplaçaient les prêts en pièces. Ces crédits étaient éventuellement retirés, mais en billets pour acquitter un paiement. Même les billets qui revenaient à la banque après le paiement n'étaient pas toujours convertis en pièces. Ils servaient à ouvrir de nouveaux comptes de dépôt. Les pièces non retirées étaient créditées une deuxième ou même une troisième fois toujours sous forme de crédit en compte ou de prêt en billets. Une couverture moindre suffisait à assurer les demandes des retraits des dépôts et la convertibilité en

pièces des billets. En conséquence, le volume des crédits avait pu augmenter.

Finalement, le volume des crédits, retirés ou non en billets, dépassait le volume des dépôts en pièces. Si tous les crédits étaient retirés en billets, alors ce nombre virtuel de billets dépassait le nombre de pièces. Les banques créaient alors de la monnaie scripturale par jeux d'écritures dans les comptes clients et par émission de billets de papier. Il est difficile de préciser quand la monnaie scripturale a commencé à poindre son nez. En d'autres termes, la date exacte du dépassement du volume des dépôts en pièces par le volume des crédits est difficile à estimer.

Le volume de monnaie scripturale dépasse celui des pièces

À la fin du XVIIIe siècle, la situation à Londres est plus établie. En 1776, Adam Smith l'avait observé et des historiens l'ont confirmé : la quantité de crédits accordés par les banques était nettement supérieure aux volumes des pièces d'or et d'argent de l'Hôtel de la Monnaie en circulation ou en dépôt. Les chiffres du crédit étaient tels que le volume de monnaie scripturale créée par les banques égalait le volume de pièces frappées par l'Hôtel de la Monnaie. Donc, il y avait virtuellement un premier billet pour chaque pièce en dépôt en banque, ce qui atténuait la thésaurisation déflationniste des pièces sous l'oreiller. Ensuite, il y avait un deuxième billet que le banquier avait émis discrètement. Ce deuxième billet symbolisait l'apparition de la monnaie scripturale en compte ou en billets.

Pour la première fois dans l'Histoire, de la monnaie était créée en masse non pas exclusivement par le gouvernement et ses mines, mais par le marché des particuliers qui empruntaient aux banques. Ce que les alchimistes n'avaient jamais trouvé, les banquiers et leurs clients avaient su l'inventer : changer le plomb, ou le papier sans valeur, en or. Les banques et les émissions de billets de banque étaient un véritable transfert de pouvoir digne d'une authentique révolution. En effet, ces banques privées prêtaient à qui elles l'entendaient, noble ou roturier, marchand ou industriel, armurier ou imprimeur, défenseur ou opposant des privilèges de la Couronne.

La Banque d'Angleterre et ses billets au XVIIIe siècle

La Banque d'Angleterre créée pour financer l'État

À la fin du XVIIe siècle, l'Angleterre était en guerre contre la France de Louis XIV. Cette guerre avait déjà nécessité la refonte généralisée du « Great Recoinage » pour fournir des pièces de qualité à l'armée et à la marine. La guerre nécessitait aussi des dépenses faramineuses qui surpassaient les revenus fiscaux et les prêts obtenus par le Trésor de « l'***Échiquier*** », donc du ministère des Finances de la Couronne.

Le gouvernement peinait à emprunter par les seules obligations, emprunts d'État ou bons du Trésor. En 1672, la crise des emprunts royaux sous le roi Charles II avait traumatisé les créanciers. Ce roi avait renâclé à rembourser ses dettes lorsque les banquiers lui avaient refusé un nouveau prêt. Ce haut fait royal rebutait encore les épargnants devant les nouvelles levées d'emprunts d'État.

En 1694, le gouvernement d'Angleterre a donc créé une banque semi-privée pour ses propres besoins. Cette banque serait vouée à recevoir des privilèges royaux en échange de bons et loyaux services au gouvernement. L'ambition avouée de la Banque d'Angleterre était bien de financer l'État, selon le modèle de la Banque d'Amsterdam.

Une souscription publique a été lancée pour financer le capital nécessaire à la création de la Banque d'Angleterre. Une vente d'actions contre des pièces de monnaie du public constituait le capital. Le roi Guillaume et la reine Marie ont souscrit au capital comme de nombreux particuliers. Le succès de la souscription a étonné les observateurs. Malgré les risques, les banques rapportaient gros. Il s'agissait après tout d'une banque presque comme une autre avec son coffre-fort, ses guichets, ses clients, ses possibilités d'ouvrir des comptes de dépôt ou de crédit. De plus, l'État était derrière cette banque-ci, ce qui rassurait peut-être certains. Enfin, le boom spéculatif concernait déjà quantité de compagnies privées de toute activité, dont les actions étaient cotées ou non en Bourse.

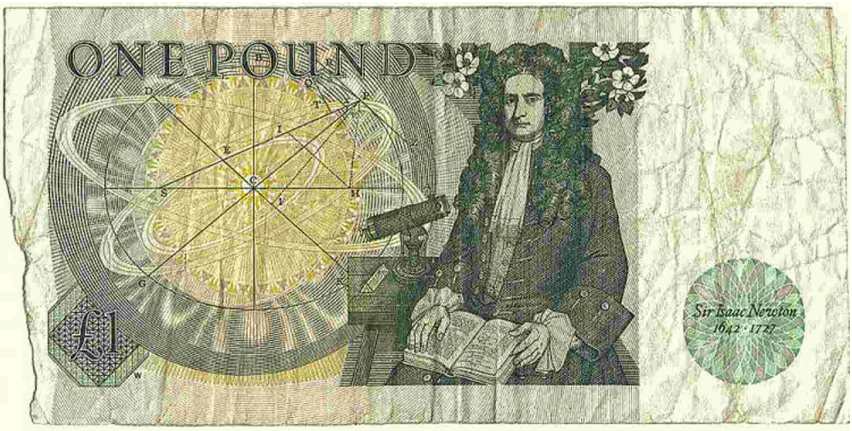
La Banque d'Angleterre nouvellement créée pouvait alors octroyer à l'État un prêt d'un nouveau type : un emprunt perpétuel. Le Trésor ne payait que les intérêts sans rembourser le montant de l'emprunt. Cet

emprunt perpétuel permettait de ne pas écraser les gens avec une lourde taxation pour rembourser le prêt. Pour couvrir les intérêts du prêt, de nouvelles taxes sur le tonnage des bateaux et sur les alcools approvisionnaient le Trésor. La Banque a pu accorder un prêt perpétuel en pièces de monnaie au Trésor public à partir de son capital obtenu par la souscription. La Banque d'Angleterre était une société à actions. Un capital en actions d'une société n'est jamais à rembourser tant que la société continue ses activités. Une action détenue par un particulier peut juste être revendue à un autre particulier confiant dans les dividendes à venir de l'action. En cas de besoin de liquidités, si l'action était cotée dans une Bourse d'actions, comme celle de Londres, il suffisait de s'accorder sur le prix de la cession de l'action avec les candidats acheteurs de la Bourse.

Avantage aux billets de la Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre acceptait les dépôts en pièces et octroyait des crédits en compte éventuellement retirés en ses propres billets. Elles émettaient des billets de banque convertibles en pièces à ses guichets, comme ses consœurs. Certains ont perçu la Banque d'Angleterre comme une concurrence intolérable aux banques privées. Des clients mécontents de cette atteinte aux libertés individuelles ont même tenté d'acculer la Banque d'Angleterre à la faillite par des retraits concertés des dépôts de pièces à la Banque. Les rumeurs de manque de pièces en dépôts ont parfois déstabilisé la Banque. Vers 1696, le cours en Bourse de l'action de la Banque chutait fortement dans l'embarras de craintes et de rumeurs.

Pour affermir la Banque d'Angleterre, des avantages ont été accordés à ses billets. Désormais, la peine de mort pour contrefaçon était applicable pour les billets de la Banque d'Angleterre autant que pour les pièces du Trésor. Dès 1722, la Banque s'est également constitué un fonds de réserve en pièces d'or qui garantissait sa solvabilité. Un monopole d'émission de billets lui a même été concédé, mais il a longuement été contourné.



Newton sur un billet moderne de la Banque d'Angleterre. Ce n'était pas son premier lien avec la monnaie. De fait, il a été Maître de la Monnaie pendant 27 ans. Cela fait de Newton un économiste, en plus de ses autres activités de scientifique, philosophe et théologien. Un esprit curieux et pluridisciplinaire.

Avec le temps, la popularité des billets de la Banque d'Angleterre supplantait celle des billets des banques privées. Les clients des banques privées les acceptaient même à la place des retraits en pièces d'or. Dès lors, les banques privées avaient elles-mêmes un compte à la Banque d'Angleterre. Pour les banques privées, la couverture des dépôts de pièces d'or et des billets émis par elles-mêmes se constituait en partie de billets de la Banque d'Angleterre. Au fil des décades, la convertibilité-or des banques privées cédait du terrain à la convertibilité-billets-émis-par-la-Banque-d'Angleterre. Pour les banques privées, la couverture des dépôts et des billets émis se comptait en billets de livre sterling de la Banque d'Angleterre plutôt qu'en pièces d'or ou d'argent en livre sterling de l'Hôtel de la Monnaie, donc du Trésor.

De plus en plus, des clients réclamaient des billets de la Banque d'Angleterre à la place des billets des banques privées. Dès lors, les émissions des billets des banques privées tendaient à disparaître décennie après décennie. Cependant, ce n'est qu'en 1844 que la Banque d'Angleterre s'est arrogé le droit d'émission des billets de banque au détriment des banques nouvellement fondées. Ensuite, le nombre des anciennes banques privées conservant le droit d'émission de billets est allé en s'amenuisant. C'est en 1921 que le dernier droit d'émission de billets d'une banque privée anglaise est retiré lors d'une fusion de banques.

La Banque d'Angleterre sous contrôle

La Banque d'Angleterre continuait d'assurer la convertibilité-or de ses propres billets. Les émissions de billets de la Banque étaient sous le contrôle du public, par les demandes de conversion-or des billets, autant que du Parlement. Les vraies mines restaient nécessaires pour fournir l'or et l'argent afin d'assurer la convertibilité des billets de la Banque d'Angleterre. Cependant, les demandes de conversions étaient éparses par l'absence de succursales de la banque d'Angleterre hors de Londres. La quantité d'or retirée aux lointains guichets de la Banque d'Angleterre était donc réduite. Seules les banques privées étaient présentes en province. Le système monétaire était « à étages ». Il se composait de billets de banques privées convertibles en billets de la banque d'Angleterre, eux-mêmes convertibles en pièces d'or. Ce système repoussait encore un peu la menace de déflation liée à la seule monnaie en pièces d'or.

La Banque d'Angleterre ne pouvait se métamorphoser en mine de billets de papier pour alimenter le Trésor public, comme le faisaient les Hôtels de la Monnaie en pièces d'or ou d'argent. La Banque d'Angleterre n'était pas autorisée à prêter ses billets de banque au Trésor sans l'aval du Parlement. En tout cas, il y avait eu des promesses incantatoires de la Banque d'Angleterre de limiter ces prêts au Trésor. Ces vœux pieux ont été plus d'une fois oubliés, malgré les tensions suscitées par ces pratiques.

Stabilisation des billets des banques privées

Au XVIIIe siècle, des règlements ont été instaurés pour supprimer les émissions incontrôlées des billets par les banques. Les demandes de conversion en pièces des petits billets de quelques shillings étaient rares, et les banques avaient tendance à multiplier imprudemment les prêts en ces billets.

Un montant minimal des billets a été instauré à une livre en Écosse. En Angleterre, un montant minimal de cinq livres a été appliqué aux billets de la Banque d'Angleterre, sans concerner les billets des banques privées.

La mention « payable à vue » devenait incontournable et mettait un terme à la « clause de délai » de convertibilité-or ou argent des billets. Ce

remboursement à terme des billets contre des pièces avait favorisé les abus et les surémissions de billets. Certaines banques écoutaient alors les sirènes des gains rapides sur des crédits beaucoup trop risqués.

Hormis ces quelques restrictions, les autres pratiques étaient tolérées et parfois légalement confirmées pour les paiements et les contrats.

La Banque d'Angleterre, dernier recours des banques privées

La Banque d'Angleterre était aussi le dernier prêteur pour les banques privées en difficulté. Sous certaines conditions, elle accordait des prêts en ses propres billets qui seront toujours acceptés en cas de panique aux guichets d'une banque privée. Plusieurs contraintes devaient être respectées pour octroyer ces prêts. La première était la couverture-or des billets de la Banque d'Angleterre. La deuxième était le sérieux de la banque privée menacée par la faillite. Une banque privée litigieuse se voyait refuser un prêt en billets. Ainsi, la Banque d'Angleterre surveillait la bonne santé de ses clients, dont les banques privées. Dorénavant, le rôle de la Banque d'Angleterre incluait la stabilisation du système bancaire.

L'État était redevable de ce service aux banques privées sérieuses. Une loi corsetait les banques privées contrairement à la Banque d'Angleterre. Après 1720, les nouvelles banques privées obéissaient aux règlements sur les compagnies à actions. Les banques privées étaient bridées dans leur levée de capital. De fait, l'émission d'actions de ce capital avait été limitée à six actionnaires. Le capital était donc rationné pour démarrer et assurer les activités de la compagnie. Quelques années plus tôt, l'émission d'actions avait été étroitement réglementée après une expérience traumatisante de « bulle spéculative ». L'État souhaitait éviter un plongeon groupé de milliers d'actionnaires d'une même compagnie. Un tel mouvement de panique était susceptible de se propager à l'ensemble de l'économie. En effet, en 1720, le cours en Bourse de l'action de la « South Sea Company » avait grimpé à des sommets excessifs avant de se dégonfler bruyamment suite aux rumeurs de déboires de la « Company ». La chute du cours de l'action en Bourse avait ruiné de nombreux investisseurs. Cette loi sur la restriction du nombre d'actionnaires n'a été assouplie qu'en 1826 pour les banques de la région de Londres, et finalement levée qu'en 1865 en province pour des raisons expliquées dans les prochains chapitres.

La première bulle spéculative n'était pas celle de la « South Sea Company » en 1720, mais bien la célèbre « tulip mania » de 1637 dans les Provinces Unies (actuels Pays-Bas). Cette année-là, la cotation de contrats sur des bulbes de tulipes rares atteignait des prix irréalistes qui étaient emportés par l'espoir d'acheter et de revendre rapidement avec profit. Ont-ils pensé que l'on ne les y reprendrait plus ?

Coïncidence :

La Révolution industrielle et la monnaie.

Les travaux récents des historiens ont étudié les quantités monétaires créées par les banques. Les résultats ont montré l'aspect fondamental des banques pour assurer le financement de la Révolution industrielle. Celle-ci n'aurait pas eu lieu sans la Révolution financière en Grande-Bretagne.

Déjà au XVIIIe siècle, certains penseurs analysaient clairement la situation. Ce siècle, moins belliqueux et imprégné des Lumières, ne justifiait plus une accumulation d'or pour parer aux hostilités. Les abus et privilèges du mercantilisme, comme les monopoles injustifiés ou l'accumulation bornée d'or, étaient attaqués. Les biens commençaient à être perçus comme la seule vraie richesse, plus que les illusoires pièces d'or et d'argent.

Au début de la Révolution industrielle, Hume, comme Berkeley, remarquait la vraie richesse des commodités, telles les denrées et les victuailles, plus profitables que la fausse richesse uniquement symbolique de l'immangeable monnaie d'or et d'argent. Hume analysait aussi que la quantité de monnaie en circulation devait être en rapport avec la quantité de biens.

Ensuite, Quesnay et les physiocrates ont professé en faveur d'une politique libérée des abus du mercantilisme. Quesnay était médecin et fasciné par la circulation sanguine et le pouvoir de guérison de la nature. De là, il raisonnait pour aboutir à un « ordre naturel », opposé au mercantilisme dirigiste. Quesnay est surtout considéré comme l'instigateur des écoles de pensées économiques et plus seulement philologiques.

Enfin, Adam Smith était plus convaincant à présenter les institutions mercantilistes comme un moyen de préserver les privilèges des nantis. Il fallait laisser le marché déterminer librement les prix et les salaires plutôt que les monopoles d'État légataires des économies de redistribution de l'Antiquité. La concurrence, appelée « la main invisible » par Smith, ordonnera le « marché libre ». Adam Smith analysait déjà l'accumulation d'un capital comme nécessaire pour accroître une concurrence capable de dynamiser la productivité. L'État ne devait pas, selon le modèle mercantiliste, s'accaparer ou rechercher l'accumulation

des pièces d'or et d'argent. Par ce mauvais réflexe, il empêchait la constitution d'un capital, et il bloquait la création de la vraie richesse dans le pays. Smith analysait que les banques pouvaient aider à sortir de l'impasse de l'accumulation de capital en seules pièces de monnaie. De la monnaie, il a abordé son aspect scriptural et en a conseillé l'usage sous forme de papier à la place des pièces d'or et d'argent.

Le philosophe David Hume était un ami de l'économiste Adam Smith. Tous deux étaient d'Édimbourg en Écosse, cœur des Lumières écossaises et de de la finance de la Révolution industrielle. Ce succès économique a même renforcé la paix entre l'Écosse et l'Angleterre dans la nouvelle nation de Grande-Bretagne.

Par contre au XXIe siècle, trop d'historiens peu férus d'économie inspirent de fausses explications quant aux origines de la Révolution industrielle. Il faut tordre le cou à ces croyances populaires. La Grande-Bretagne n'a pas financé sa Révolution industrielle avec l'or et l'argent extirpés au prix d'atroces souffrances à d'autres continents. Au contraire, c'est la carence de monnaie d'or et d'argent qui a incité Anglais et Écossais à rechercher de nouvelles techniques monétaires pour accélérer l'activité économique. Oui, les pièces d'or gagnées dans le commerce avec les colonies étaient préférées aux billets en papier, mais les billets en papier étaient acceptés faute d'alternative. En d'autres termes, les pièces d'or ou d'argent des colonies n'étaient pas indispensables pour commercer en monnaie. C'était même le cas avec les billets en Écosse encore plus qu'en Angleterre, et c'est en Écosse que la révolution industrielle a commencé, selon les historiens.

D'ailleurs, la source de la Révolution industrielle ne peut pas se trouver dans l'exploitation des richesses des colonies. Jusqu'à la moitié du XVIIIe siècle, l'Angleterre n'avait que ses colonies d'Amérique du Nord qui se sont émancipées ensuite pour une question d'impôts et pour constituer les États-Unis d'Amérique. L'Angleterre ne reçut le Canada et la plupart des comptoirs d'Inde de la France qu'en 1763, après la guerre des Sept Ans, quand la Révolution industrielle était déjà amorcée en Écosse, berceau de la Révolution industrielle, qui n'avait participé au commerce avec les colonies anglaises que tardivement, après son Traité d'Union avec l'Angleterre. C'est surtout au XIXe siècle que la Grande-Bretagne a colonisé l'Inde avant les autres pays du Commonwealth, après bien des atermoiements face au coût des conquêtes, même avec la force de son industrie et de sa Royal Navy. Dans l'ensemble, les faits historiques ne cadrent pas avec une origine de la Révolution industrielle exclusivement liée à l'exploitation des colonies.

La Révolution industrielle a représenté un palier pour le meilleur plus que pour le pire. Les nations s'enrichissaient même si la répartition des profits laissait à désirer. Malgré tout, les femmes ont vu leur vie s'améliorer en comparaison avec les temps préindustriels, quand elles glanaient dans les champs pour nourrir leurs nombreux enfants si elles ne mouraient pas en couches. Retourner à une vie sans accès aux soins de santé de haute technologie et aussi sans approvisionnement constant ne serait supportable que pour des hommes en bonne santé.

Une dernière constatation, mais pas la moindre : la Grande-Bretagne a déjoué la malédiction de la chute de l'Empire romain. L'exemple de l'industrialisation britannique financée par de nouvelles techniques monétaires montre comment Rome aurait pu franchir le cap de l'ère industrielle, au lieu de stagner voire de sombrer dans la décadence. Le crédit et les billets ont libéré les forces vives du peuple britannique du carcan de la déflation des pièces d'or et d'argent. Par contre, Rome est passée des menaces de déflation aux accès de fièvre de l'inflation, car Rome a dépensé plus qu'elle n'a investi la monnaie multipliée au seul profit des empereurs et de leur gouvernement. Rome avait brillé d'un développement comparable au XVIIe ou au XVIIIe siècle, avant de s'éteindre dans les ténèbres du Moyen Âge. Treize siècles après la chute de Rome, la Grande-Bretagne de l'Enlightenment, des nouvelles machines, des investissements financés par la création monétaire aux mains des particuliers via leurs banques, et donc de la Révolution industrielle, s'apprêtait à franchir à plein régime le cap du XIXe siècle. Tandis qu'au-delà de la Manche, les autres grandes nations occidentales tardaient à développer leur système monétaire non sans avoir essayé.

BIBLIOGRAPHIE

Aftalion Florin & Poncet Patrice, Le Monétarisme, PUF, Paris, 1981
Andreau Jean, Banque et affaires dans le monde romain, Seuil, Paris, 2001
Archibald Marion & others, Money – A History, Williams Jonathan & British Museum Press, London, 1997
Banque Nationale de Belgique, L'Escarcelle de Charles Quint : Monnaies et Finances au XVIe siècle (pour Expo juin 2000), BNB, Bruxelles, 2000
Bezbakh Pierre, Inflation et désinflation, Éditions La Découverte, Paris, 1986
Bourguinat Henri, Finance internationale, PUF, Paris, 1992
Brana Sophie & Cazals Michel, La Monnaie, Dunod, Paris, 1997
Brémond Janine & Gélédan Alain, Dictionnaire des Théories et Mécanismes Economiques, Hatier, Paris, 1984
Chernow Ron, Alexander Hamilton, The Penguin Press, New York, 2004
Crouzet François, La Grande Inflation – La Monnaie en France de Louis XIV à Napoléon, Fayard, Paris, 1993
Dallenne Pierre, Des Trente Glorieuses à la Nouvelle Économie, Ellipses, Paris, 2000
Davis Glyn, A History of Money, University of Wales Press, Cardiff, 1994
Demoulin Bruno & Kupper Jean-Louis, Histoire de la principauté de Liège, Privat, Toulouse, 2002
Duncan-Jones Richard, Money and Governement in the Roman Empire, Cambridge University Press, Cambridge, 1994
Eichengreen Barry, Exorbitant Privilege, Oxford University Press, New York, 2011
Farnetti Richard, L'Économie britannique de 1873 à nos jours, Armand Colin, Paris, 1994
Finley Moses I., L'économie antique, Les Éditions de Minuit, Paris, 1975
Friedman Milton & Schwartz Anna Jacobson, A monetary history of the United States, 1867-1960, Princeton University Press, Princeton, 1963.
Friedman Milton, La Monnaie et ses Pièges, Dunod, Paris, 1993
Gelpi R.-M. & Julien-Labruyère F., Histoire du crédit à la consommation, La Découverte, Paris, 1994
Généreux Jacques, Introduction à la politique économique, Seuil, Paris, 1993
Généreux Jacques, Introduction à l'économie, Seuil, Paris, 1992

Gobert Théodore, Liège à travers les âges – Les rues de Liège Tomes I & II, Culture et Civilisation, Bruxelles, 1975
Grou Pierre, Monnaie et crise économique, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1977
Goody, Jack. The Theft of History. Cambridge: University Press, 2012
Harsin Paul, La Révolution Liégeoise de 1789, La Renaissance du Livre, Bruxelles, 1954
Harsin Paul, Les doctrines monétaires et financière en France du XVIe au XVIIIe siècle, Félix Alcan, Paris, 1928
Henaux Fernand, L'Histoire Monétaire du Pays de Liège, Desoer, Liège, 1863
Keynes John, Essai sur la monnaie et l'économie, Petite Bibliothèque Payot, Paris, 1931
Koch-Picard C., Économie – Les bases à connaître pour mieux comprendre, Dunod, Paris, 1989
Krugman Paul, The Return of Depression Economics, Norton, New York, 2008
Lebrun Pierre, Essai sur la Révolution Industrielle en Belgique 1770-1847, Académie Royale de Belgique, Bruxelles, 1979
Levy-Garboua Vivien & Maarek Gérard, La dette – le boom – la crise, Atlas Economica, Paris, 1985
Maddison Angus, The World Economy, OECD Publishing, Paris, 2006
Marain Frederik, Du franc à l'euro, Lannoo, Belgique, 1999
Morrisson Christian et Cécile & Barrandon Jean-Noël, Or du Brésil, Monnaie et Croissance en France au XVIIIe siècle, CNRS Éditions, Paris, 1999
Mundell Robert, Reconsideration of the 20th century, www.robertmundell.org, 1999
Mundell Robert, The International Monetary System in the 21st Century, www.robertmundell.net, 1997
Nicolet-Pierre Hélène, Numismatique grecque, Armand Colin, Paris, 2002
Olszak Norbert, Histoire des banques centrales, PUF, Paris, 1998
Panckoucke C. J., L'Art du Monnayage – extraits de l'Encyclopédie Méthodique, Préau des Livres, Liège, 1788
Parks Tim, Medici Money, Atlas Books, New York, 2005
Polanyi, Karl. The Great Transformation. Boston: Beacon Press, 2 edition 2001
Ramage Andrew & Craddock Paul, King Croesus'Gold, British Museum Press, London, 2000
Rivoire Jean, Histoire de la monnaie, PUF, Paris, 1985
Rivoire Jean, Histoire de la banque, PUF, Paris, 1984
Sargent Thomas & Velde François, The Big Problem of Small Change, Princeton University Press, Princeton & Oxford, 2002
Serrure R., La Monnaie en Belgique, Bibliothèque Gilon, Belgique, 1900
Sowell, Thomas. Trickle Down Theory and Tax Cuts for the Rich. Stanford, 2012
Sowell, Thomas. Economic Facts and Fallacies. New York, 2011
Stewart Michael, Keynes, Seuil, Paris, 1969
von Reden, Sitta. Money in Classical Antiquity. Cambridge: University Press, 2010
Wilmots André, Hjalmar Schacht, Le Cri, Bruxelles, 2001
Wolff Jacques, Histoire Économique de l'Europe 1000-2000, Economica, Paris, 1995

ORIGINE DES ILLUSTRATIONS :

[1] Reproduit aux conditions de : Crown Copyright Policy Guidance issued by HMSO
[2] Photos de Historia Numorum, Barclay Head (domaine public)
[3] Reproduction autorisée : www.theaterofpompey.-com
[4] www.loc.gov
[5] fred.stlouisfed.org
[6] Reproduction autorisée : www.imf.org
[7] Collection de l'auteur (originaux ou copies)
[8] Panckoucke C. J., L'Art du Monnayage — extraits de l'Encyclopédie
Méthodique, Préau des Livres, Liège, 1788
[9] Graphes tracés d'après les données de federalreserve.gov et freddiemac.com
[10] Graphes tracés d'après les données de http://www.bls.gov/cpi/
[11] Graphes tracés d'après les données de www.whitehouse.gov www.census.gov www.bea.gov
[12] http://www.fh-augsburg.de/%7Eharsch/Chronologia/Lspost04/Diocletianus/dio_frag.html
[13] Domaine public.
[14] Domaine public et www.kremlin.ru
[15] Domaine public et belgium.be
[16] Remerciements à Michael Rivera
[17] Remerciements à Lorie Shaull
[18] Remerciements aux Démocrates du Sénat
[19] Sur base d'une photo de : Thayne Tuason, via Wikimedia Commons

xi.....[13]
xii.....[7]
4.....[7]
5.....[7]
8.....[13]
11.....[7]
12.....[7]
17.....[7]
19.....[7]
23.....[13]
25.....[7]
27.....[7]
28.....[13]
32.....[13]
35.....[7]
37.....[13]
39.....[2]
42.....[2]
45.....[7]
50.....[7]
52.....[13]
54.....[13]
57.....[13]
59.....[13]
62.....[7]
66.....[13]
67.....[3]
69.....[7]
72.....[7]
74.....[13]
77.....[13]
81.....[13]
83.....[13]
84.....[13]
85.....[7]
86.....[7]
88.....[7]
91.....[12]
93.....[7]
95.....[13]
96.....[13]
101.....[7]
104.....[7]
107.....[7]
109.....[7]
111.....[8]
113.....[13]
118.....[13]
119.....[7]
122.....[1]
125.....[13]
126.....[7]
128.....[7]
129.....[7]
132.....[13]
136.....[13]
142.....[7]

145.....[13]
150.....[7]
153.....[1]
155.....[7]
157.....[7]
162.....[9]
164.....[7]
168.....[7]
171.....[7]
173.....[13]
174.....[13]
181.....[7]
183.....[7]
186.....[7]
188.....[7]
191.....[7]
193.....[7]
197.....[7]
199.....[7]
202.....[7]
208.....[7]
210.....[7]
213.....[7]
216.....[7]
219.....[7]
222.....[13]
228.....[7]
229.....[7]
230.....[7]
231.....[7]
232.....[7]
234.....[7]
236.....[7]
238.....[7]
239.....[7]
240.....[7]
247.....[7]
252.....[7]
253.....[7]
258.....[7]
261.....[7]
264.....[7]
266.....[7]
268.....[7]
272.....[13]
274.....[13]
277.....[7]
281.....[7]
283.....[7]
288.....[11]
290.....[7]
294.....[7]
295.....[5]
297.....[7]
298.....[7]
302.....[11]
305.....[7]
307.....[7]
309.....[13]
314.....[7]
316.....[7]
319.....[7]
321.....[7]
323.....[14]
329.....[7]
334.....[10]
335.....[13]
337.....[7]
339.....[7]
341.....[10]
343.....[13]
347.....[7]
349.....[7]
351.....[7]
352.....[13]
355.....[13]
358.....[10]
360.....[11]
365.....[7]
367.....[7]
370.....[13]
371.....[13]
372.....[13]
377.....[7]
378.....[13]
383.....[7]
385.....[13]
387.....[13]
387.....[11]
392.....[9]
393.....[7]
397.....[7]
400.....[13]
402.....[16]
405.....[13]
408.....[13]
409.....[13]
410.....[13]
412.....[5]
414.....[5]
417.....[13]
419.....[18]
421.....[13]
423.....[13]
424.....[13]
429.....[13]
430.....[7]
432.....[7]
435.....[4]
437.....[19]
440.....[7]
443.....[7]
447.....[7]
449.....[7]
450.....[13]
453.....[7]
455.....[13]
457.....[7]
460.....[7]
464.....[7]
469.....[13]

DÉFINITIONS PRINCIPALES

A

actifs toxiques.....395
agrégat monétaire.....412

B

balance commerciale.....312
balance des paiements.....368
balance-sheet.....403
Banking School.....223
banque.....48
Banque Centrale.....214
Banque Mondiale.....303
BCE.....375
bénéfice par action.....141
bien-intermédiaire.....10
bilan.....403
billet de banque.....148, 315
billets de crédit.....185
billon.....65
bimétallique.....36
bons du Trésor.....120
Bourses.....142
Bretton Woods.....299

C

capital.....143
capitalisme.....143
CDS.....396
changeur-essayeur.....44
ciblage de l'inflation.....383
City.....226
clearing.....50
compensation.....50
compte bancaire.....146
convertibilité-or.....151
convertibles.....65
core inflation.....384
courbe de Laffer.....350
cours de l'action.....143
cours forcé.....316
cours légal.....67
coût.....14
couverture.....51, 151
créances titrisées.....394
crédit.....52
crise des subprimes.....393
crises de retrait.....152
croissance.....336
Currency School.....223
cycles de Juglar.....220
cycles de Kondratieff.....220
cycles économiques.....220

D

déficit commercial.....312
déflation.....114
demande.....9
denier.....101
dépôts.....52
désinflation.....348
destruction de monnaie....321
devise faible.....328
devise forte.....328
dividende.....141
dollarisation.....366
dollars-billets.....243
DTS.....369
dumping.....237

E

Échiquier.....166
économie.....vii
économie de l'offre.....348
économie de marché.....4
économie de redistribution. .3
ECU.....374
effet d'éviction.....363
épargne.....13
escompter.....122
étalon-or.....208
eurodollars.....312

F

Fed.....242
Federal Funds Rate.....355
Federal Reserve Bank.....242
fermage.....124
flottant.....315
FMI.....301
fonds fédéraux.....355
fordisme.....275
Forex.....331
franc.....195
frappe.....32
frappe libre.....145

G

gold certificates.....282
Grande Dépression.....271
greenbacks.....227
guichet d'escompte.....244
guinée.....149

H

Hôtel de la Monnaie.....40
hyperinflation.....261

I

idée CLÉ.....464, 469
idée CLÉ 455, 460
illusion monétaire.....342
incidence fiscale.....449
inflation.....72
inflation ».....263
inflation de base.....384
inflation par la demande. .340
intérêts.....51

K

keynésien.....273
krach.....218

L

laisser-faire.....161
lettre de change.....120
libre-échange.....237
lignes de crédit.....306

livre des comptes.....48, 146
livre sterling.....148
livres tournois.....179
loi de Gresham.....86
Longue Dépression.....233
lowflation.....411

M

marchands.....4
marché.....4
marché noir.....428
marché vert.....453
marchés monétaires.....356
marchés obligataires 143, 359
MBS.....394
mercantiliste.....133
mondialisation.....354
monétariste.....340
monnaie.....24
monnaie en circulation….343
monnaie fiduciaire.....151
monnaie marchandise.....20
monnaie scripturale.....55
monts de piété.....117
mortgage-backed securities » 394

N

National Banks.....230
négociants.....4
néolibéralisme.....347
NYSE.....268

O

obligations.....120
offre.....9
open market.....212

P

papier-monnaie.....189, 315
parités du pouvoir d'achat 327
pennies.....105
pétrodollars.....333
PIB.....336
pièces de monnaie.....31
pierre de touche.....46
PNB.....337
population active.....217
prêts.....16, 50, 52
prix.....14
prix du marché.....14
productivité.....421
proto-monnaie.....20

R

ratio bimétallique.....36
ratio dette/PIB.....378
ratio prêts-dépôts.....402
reaganomie.....364
rendement.....143
Reserve Banks.....243
réserves minimales.....243
réserves obligatoires.....243

S

seigneuriage.....102
serpent monétaire.....374
shadow banking.....400
shilling.....148
signal-prix.....15
SME.....374
SMI.....299
sociétés par actions.....141
souverain.....208
spread.....361
stagflation.....334
sterling.....148
subprime.....391
système bancaire parallèle 400
système monétaire.....36

T

taux d'escompte.....123
taux d'intérêt à long terme 358
taux d'intérêt des obligations à long terme.....362
taux directeur.....355
taux naturel du chômage..372
taxation-redistribution.....3
taxe carbone.....448
théorie quantitative de la monnaie.....343
traders.....331
trébuchet.....47, 125
Trente Glorieuses.....304
troc.....4
troy.....149
TVA.....336

U

unions monétaires.....225
usure.....53

V

vélocité.....343
virements.....48

TABLE DES MATIÈRES

Prologue.....vii

Avertissement !.....xi

Tableau synoptique.....xv

1• Naissance d'unités monétaires dans l'Antiquité

Économie de redistribution et prémices des marchés à l'âge du bronze.....1

Production spécialisée et excédents depuis 10000 av. J.-C.
Première villes au début de l'âge du bronze
Économie de redistribution dans les communautés
Surplus troqués au marché local au IVe millénaire av. J.-C.
Troc entre contrées en marge de l'économie de redistribution
Lente évolution de l'économie de redistribution vers l'économie de marché dans l'Antiquité

Valeurs des échanges.....7

Influence des autorités sur la valeur des biens
Valeur des échanges aussi selon négociations et marchandages

Compter en biens-intermédiaires.....10

Échanges contre biens-intermédiaires dès le néolithique
Simplifier les transactions
Postposer la dépense en épargnant les biens-intermédiaires
Prix en biens-intermédiaires pour compter et mémoriser les équivalences
Prix en biens-intermédiaires pour calculer le coût
Les prix comme indicateur de rareté
Comptabilité du système de redistribution
Besoin de prêts
Biens-intermédiaires propagés par les codes légaux
Le bien-intermédiaire appelé scientifiquement « proto-monnaie »

Vers le bien-intermédiaire de l'once d'argent.....20

Rejet des biens-intermédiaires non fiables
L'or et l'argent, biens appréciés
Lingots d'or et d'argent dans le commerce
L'once d'argent, principale référence de valeur des codes
L'once d'argent et les caractéristiques de la monnaie

Coïncidence :
Biens-intermédiaires, monnaie et Antiquité.....26

2• Les pièces de monnaie : catalyseur de l'Antiquité

Pièces de monnaie au VIIe siècle av. J.-C.....31

De minuscules lingots frappés d'un sceau royal
Profit sur ces pièces de monnaie

Pièces d'argent en Grèce au VIe siècle av. J.-C.
Pièce d'argent au poids en Méditerranée
Bimétallisme en pièces d'or et d'argent au VIe siècle av. J.-C.
Bimétallisme en Perse au VIe siècle av. J.-C.
Pièces de monnaie au poids en Grèce....38
Propagation des pièces en Grèce au Ve siècle av. J.-C.
Financement des États axé sur les pièces de monnaie
Pièces grecques standardisées au Ve siècle av. J.-C.
Les pièces de monnaie : ciment des empires....41
Pièces bimétalliques dans l'Empire macédonien
République de Rome
Changeurs-essayeurs et pièces variées de l'Antiquité....44
Nécessité des changeurs-essayeurs
Pièces d'or inspectées
Pièces d'argent suspectées
Naissance de la banque dans l'Antiquité....48
Monnaie en sécurité dans les banques
Évolution de la banque dans l'Antiquité
Prêts et crédits consécutifs aux dépôts en banque
Pratiques bancaires circonscrites au commerce
Banques inaccessibles pour le monde non commerçant
L'Antiquité sans monnaie « créée » par les banques
Coïncidence :
Les pièces de monnaie, nerf de la guerre ou de la paix ?....57

3• L'Empire romain et les pièces de monnaie multipliées

Inquiétudes financières dans l'Empire au Ie siècle apr. J.-C....61
De la monétisation de l'or et de l'argent jusqu'au manque récurrent de pièces
Accumulations des crédits
Crises financières occasionnelles
Nouveaux expédients aux crises de trésorerie dès le Ie siècle apr. J.-C....64
Réforme fiscale sous Auguste
Frappe de pièces de billon dès Auguste
Multiplication des pièces par dévaluation dès Néron
Peu d'échappatoires pour les Romains
Les crises de paiements évitées
Inflation perceptible au Ie siècle apr. J.-C....71
Hausse des prix en conséquence de la multiplication des pièces
Hausse généralisée, continue et prolongée des prix, ou inflation
Inflation modérée aux Ie et IIe siècles apr. J.-C.
Hausses ponctuelles des prix
La clé de l'inflation : excès de dépenses et manque d'investissements par l'État romain
Mécontents et profiteurs de l'inflation des prix dès le Ie siècle apr. J.-C....78
Perte pour les uns
Gain pour les autres
Gain à court terme pour l'État

Déclin économique du Ie siècle jusqu'au début du IIIe siècle apr. J.-C.....80
Démagogie financée par la fiscalité et la multiplication des pièces de monnaie
Multiplication des pièces et fatigante inflation vers la fin du IIe siècle apr. J.-C.
Déclin économique accentué au début du IIIe siècle
La « crise du IIIe siècle » apr. J.-C.....84
La « crise du IIIe siècle »
Apogée de la multiplication des pièces vers 260
Crise monétaire et bancaire vers 265
Sauvetage militaire de l'Empire financé par… la surmultiplication des pièces
Décollage de l'inflation avec Aurélien
Fiasco de la résorption de l'inflation à la fin du IIIe siècle apr. J.-C.....89
Échec de la réforme monétaire pour mater l'inflation
Échec de « l'édit des prix » pour geler l'inflation
L'inflation contournée pour redresser l'Empire au IVe siècle apr. J.-C.....91
Réforme fiscale de Dioclétien
Retour partiel de la circulation des pièces d'or ou d'argent sous Constantin
Chute de l'Empire d'Occident au Ve siècle apr. J.-C.
Coïncidence :
L'Empire romain a chuté aussi sur des obstacles monétaires.....95

4• Manque récurrent de pièces de monnaie du Moyen Âge à la Renaissance

Circulation des pièces en Occident du VIIe au XIIe siècle.....99
Sans pièces de monnaie ni banques depuis la chute de Rome
Retour des paiements en pièces de monnaie au VIIe siècle
Pièces variées de la féodalité du IXe au XIIe siècle
Les mines d'argent inégalement réparties
Pièces de monnaie transmutées au XIIIe siècle.....104
Réapparition des marchands
Nouvelles pièces d'argent diffusées par le commerce
Retour du bimétallisme
Ratio bimétallique variable
Nécessité des changeurs-essayeurs
Vers des pièces de qualité et un seigneuriage modéré sous l'emprise du change
Unification progressive des systèmes monétaires royaux
Déclin économique au XIVe siècle jusqu'à la déflation du XVe siècle.....112
Défaillance de l'appoint d'argent occultée par les fléaux du XIVe siècle
Dévaluations endiguées
Déflation des prix, reflet du manque de pièces
Les gens résistent aux baisses de salaire, malgré une chute du prix des biens
La déflation marquée par une lente baisse des prix
Commerce gêné par la « famine des métaux »
La déflation allégée par les banques aux XIVe et XVe siècles.....117
Plus de tolérance envers les intérêts sur les prêts
Réapparition des banques
Emprunts et banques publics
Déflation, lettres de change et Renaissance au XVe siècle.....120

Une nouveauté : la lettre de change
Lettre de change parfois escomptée
Lettre de change : source de crédits et de prêts
Déflation, banques et Renaissance
Légère inflation au XVIe siècle, et embellie économique.....125
Amélioration des frappes de pièces de monnaie
Pièces de billon réintroduites
Nouvelles sources d'or et argent et embellie économique
Inflation très relative au XVIe siècle
Inflation limitée par le mercantilisme au XVIe siècle.....131
Accumulation autorisée avec la Renaissance
Mise en place de politiques mercantilistes
Inflation limitée et dévaluations repoussées
Coïncidence :
Évolutions contrastées avec ou sans banques.....135

5• Du billet de banque à la Révolution industrielle

La rareté du numéraire à nouveau préoccupante au XVIIe siècle.....139
L'Europe en déflation de 1650 à 1730
Récession et déflation moindres en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas
Nouveau concept : la société par action
Nouveaux marchés financiers et naissance du capitalisme
Marchés obligataires
Montée en puissance d'Amsterdam et Londres
Apparition du billet de banque en Angleterre au XVIIe siècle.....146
Naissance des banques anglaises
Intérêts sur les dépôts
Prêts réservés aux marchands et gouvernements
Apparition du billet de banque
Prêts et billets de banques pour alléger la déflation
Les émissions de billets de banque restreintes par la convertibilité-or
Premières crises de retrait aux guichets des banques
Les crises de retraits contenues par l'augmentation des taux d'intérêts
La convertibilité des billets restreinte aux seules pièces d'or par le « Great Recoinage »
Les pièces de billon en Angleterre
L'Écosse dans l'Union
Multiplication des crédits et Révolution industrielle au XVIIIe siècle.....158
Prêts avec garants en Écosse
Richesses sans pièces d'or ou d'argent
Début du capitalisme industriel et financement de la Révolution industrielle
Multiplication de la monnaie sans inflation
Retour de l'inflation
Création monétaire ex-nihilo : la monnaie scripturale
Le volume de monnaie scripturale dépasse celui des pièces
La Banque d'Angleterre et ses billets au XVIIIe siècle.....166
La Banque d'Angleterre créée pour financer l'État

Avantage aux billets de la Banque d'Angleterre
La Banque d'Angleterre sous contrôle
Stabilisation des billets des banques privées
La Banque d'Angleterre, dernier recours des banques privées
Coïncidence :
La Révolution industrielle et la monnaie.....172

6• Échecs et succès des billets de papier au XVIIIe siècle

Le billet de banque discrédité en France vers 1720.....178
Le système de John Law
Le système de Law
Émission désordonnée des billets et spéculation sur les actions
Effondrement du système de Law
Séquelles de l'échec de l'usage du billet de banque
L'échec du premier papier-monnaie vers 1780 aux USA.....185
Les émissions de billets de crédit
Les « Continentals » de la Révolution américaine
Vers l'inflation
Liquidation des billets de crédit
Système monétaire des jeunes États-Unis
L'effondrement des assignats de la Révolution française vers 1795.....191
Création du billet de l'assignat en 1789
Inflation et crise économique
Les assignats et la Terreur
Liquidation des assignats
Les Guerres de la Révolution française et les billets de banque britanniques.....196
Les « country banks » de Grande-Bretagne, et la croissance industrielle auto-soutenue
Succès de l'inconvertibilité temporaire du billet de la Banque d'Angleterre
Napoléon et le blocus continental.....200
Timides émissions de billets en Europe continentale sans Révolution industrielle
Napoléon et ses timides réformes monétaires
L'échec du blocus continental
Coïncidence :
Échecs monétaires et aléas des Couronnes de France et d'Angleterre.....204

7• Le billet de banque, l'étalon-or et les cycles économiques au XIXe siècle

Brève dépression économique en Grande-Bretagne vers 1820.....207
La naissance de l'étalon-or pour les billets de la Banque d'Angleterre
Déflation organisée
Objectif des autorités : assurer la convertibilité-or
Propagation de la Révolution industrielle après 1830.....213
Billets de banque et conversion bimétallique entre 1830 et 1870
Cadences variées en Europe entre 1830 et 1870

Cycles économiques remarqués.....217
Une société agricole en mutation vers un monde industriel
Hausses économiques avec embauche, et baisses avec recrudescence du chômage
Baisses amplifiées par les krachs boursiers et les crises de retrait en banque
Cycles remarqués, mais incompris
Début de la contestation
Débats incomplets au XIXe siècle
Influence monétaire postérieurement confirmée
L'étalon-or généralisé après 1873.....225
Les problèmes du bimétallisme
Du bimétallisme vers le modèle anglais de l'étalon-or
Saut groupé en Europe vers l'étalon-or dans les années 1870
Les États-Unis sur l'étalon-or après la guerre de Sécession
Les « National Banks » créées en 1863
Taux de changes fixes des billets par l'étalon-or
Déflation entre 1873 et 1896.....233
La Longue Dépression de 1873 à 1879
Déflation et « Gilded Age » aux États-Unis
Le retour du protectionnisme dès 1873
Reprise accompagnée de spasmes après 1896
Chamboulement de l'ordre économique mondial à la fin du XIXe siècle.....239
L'industrie de Grande-Bretagne rattrapée par les industries du continent européen
L'industrie britannique rattrapée après 1870
Les USA, première économie au monde au début du XXe siècle
La Fed des USA créée en 1913
Coïncidence :
L'instabilité de la fin du XIXe siècle et le retour du nationalisme.....246

8• Dollars, billets de banque et Keynes entre 1914 et 1971

Les années 1920 dans la lignée du XIXe siècle pour la plupart des pays.....250
Les pièces d'or remplacées par les billets pendant la guerre de 1914-1918
Financement de la guerre par déficit inflationniste en Europe
La Fed et de son guichet d'escompte pour supporter les États-Unis en guerre
Les États-Unis et l'étalon-or après la guerre
La Fed et ses opérations d'open market pour soutenir les années 1920
L'Europe et l'étalon-or dans les années 1920
La livre sterling de la Banque d'Angleterre fourvoyée dans les parités d'avant-guerre
L'hyperinflation en Allemagne vers 1922-1923.....259
Instabilité dans l'Allemagne d'après guerre
Dérapage vers l'hyperinflation en 1922-1923
Résorption remarquée de l'hyperinflation
Retour à la convertibilité-or et stabilité économique
Le violent krach boursier de Wall Street de 1929.....268
La spéculation boursière de Wall Street favorisée par la Fed dans les années 1920
Le krach de Wall Street d'octobre 1929
Mauvais réflexes de la Fed et crise économique mondiale

Théories de Keynes vers 1930.....272
Contestation keynésienne de la politique monétaire
La quantité de monnaie libérée de l'étranglement par l'étalon-or
Les taux d'intérêt abaissés
Crédit pour redémarrer l'activité économique
L'impulsion étatique en appui
La dette publique : temporaire, et non pour remplacer la fiscalité
Expérimentations keynésiennes pendant les années 1930.....278
Suppression de l'étalon-or en Europe
Pâle reprise économique sans impulsion étatique « keynésienne » avant la guerre
Application timide des théories keynésiennes aux USA dès 1932.....280
Fin de la convertibilité-or du dollar
Création de la FDIC
Le dollar dévalué par rapport à l'or et aux devises
Nouveau système monétaire international autour du dollar dans les années 1930
La Fed sous contrôle plus démocratique
Taux d'intérêt bas
Le volume de crédits des banques privées toujours sous surveillance
La RFC en support
Le New Deal et l'endettement timide du gouvernement
Déflation enrayée et inflation modérée
Reprise économique fulgurante dans l'Allemagne nazie dès 1933.....291
L'Allemagne en crise profonde de 1929 à 1933
Stabilisation des taux de change pour alléger la crise
Endettement étatique prononcé
Résorption du chômage dans l'Allemagne nazie
La Deuxième Guerre mondiale et les batailles monétaires.....295
Keynésianisme pendant la guerre
L'or et le commerce international pendant la guerre
La fausse monnaie de l'« Opération Bernhard »
Une nouvelle vague d'hyperinflation en Allemagne à la fin de la guerre
Bretton Woods en 1944 et les Trente Glorieuses de 1945 à 1975.....299
Retour à des parités de change fixes comme avant-guerre
Les marchés de change autour du dollar
Création du FMI pour soutenir les taux de change fixes
Hausse économique des Trente Glorieuses.....303
Prêts à l'Europe
Les Trente Glorieuses supportées par le Keynésianisme
Bons du Trésor, crédits bancaires, et risque d'inflation
Coïncidence :
Keynes en retrait, Schacht en avant, dans l'entre-deux-guerres.....308

9• Montée du monétarisme

Fin de la convertibilité-or du dollar après 1971.....311
Multiplication de la monnaie aux USA
Déficit commercial pour les USA

Fin de la convertibilité-or du dollar-billet
La nouvelle âme et la source de la monnaie....315
La valeur de la monnaie dépendante du cours forcé ?
L'essentiel de la création monétaire par les banques privées
Les banques ne peuvent créer de la monnaie sans clients
Création monétaire supplétive par les Banques Centrales
La monnaie : des octets électroniques sur des disques durs
Les pièces comme appoint des billets
Risque de surmultiplication de la monnaie par les banques privées ?
Éclatement des parités fixes et dévaluations dès 1973....326
La valeur de la monnaie sur les marchés de change
Devises faibles ou fortes après 1973
Réapparition des dévaluations de monnaie
Drame des dévaluations pour certains
Jusqu'à la crise financière
Montée de l'inflation et du chômage dans les années 1970....331
Mesure de l'inflation
Poussée d'inflation par multiplication de la monnaie
Croissance faible et chômage de masse
La santé de l'économie mesurée par la croissance du PIB
Lutte contre l'inflation pour relancer la croissance à la fin des années 1970....339
Contestation monétariste des priorités keynésiennes
Lutte contre l'inflation, source de tous les maux
La masse monétaire incontrôlée, seule source d'inflation
Varier les taux d'intérêt pour freiner l'inflation, en évitant la déflation
Lutte contre les déficits de l'État, pourvoyeurs d'inflation
« Reaganomie » aux USA dès 1980....347
Objectif : libérer le marché
Économie de l'offre
Priorité 1 : réduire les excès d'impôts
Priorité 2 : réductions supplémentaires d'impôts en cas de crise
Priorité 3 : déréguler
Priorité 4 : encourager le travail
Priorité 5 : favoriser la concurrence internationale
Priorité 6 : l'inflation freinée par le « taux directeur » de la Fed
Les taux d'intérêt à long terme moins affectés par le taux directeur de la Fed
Un autre outil toujours en place : les opérations d'Open Market
Les autres outils de moindre importance
Taux d'intérêt élevés : un cadeau relatif pour les banques
Mixte monétariste et keynésien, ou « reaganomie »
Reprise économique malgré l'effet d'éviction
Le dollar à la place des pièces d'or depuis les années 1980....364
Remontée du dollar et retour vers l'étalon-dollar pour les devises
Des monnaies accrochées au dollar
Dollarisation
Mine à dollars et déficit commercial US
Les DTS du FMI plutôt que les pièces d'or ou les dollars ?
Les monnaies européennes stabilisées jusqu'à l'euro en 1999....370

La fin du keynésianisme en Europe après 1980
Vers une politique monétariste et néolibérale en Europe dans les années 1980
Le SME
Critères d'adhésion à la BCE et à son euro
Multiples trésoreries nationales dans la zone euro
Coïncidence :
Les USA jugulent l'inflation, et leur économie domine le monde.....379

10• Les turbulences du monétarisme

Premier accident économique en 1990.....382
La récession de 1990-1991
Ciblage de l'inflation dès les années 1990
Deuxième accident en 2001.....385
Bulle Internet dans les années 1990
Un deuxième creux économique après 2001
Un retour de la croissance après 2003 grâce à la reaganomie
En contrôlant l'inflation
Et les taux de change
Limites de la reaganomie pour les pays européens
Troisième accident : la crise financière de 2008.....391
Prêts hypothécaires et marché immobilier
La chute de l'immobilier dès 2007
D'autres institutions menacées par la baisse de l'immobilier
Des banques à court de liquidités en 2008
Le risque devenu systémique par les CDS
La Fed support les banques commerciales, pas les banques d'investissement
La crise explose en septembre 2008
Les programmes du Congrès américain en octobre 2008
La Fed surveille le "système bancaire parallèle"
La Fed aide le « système bancaire parallèle » avec son bilan comptable
Réforme du bilan comptable de la Fed
QE pour décharger les actifs toxiques
La Fed écrase les taux hypothécaires pour favoriser la reprise de l'immobilier
Les banques remboursent leurs dettes et liquidation des QE
Quatrième accident : inégalités croissantes.....408
Salaires de la classe moyenne en berne
Inégalités croissantes
Chômage persistant, même aux États-Unis
La lowflation et les recettes monétaires dépassées
La Fed supprime les réserves obligatoires pour contrer la lowflation
Cinquième accident : les crises du Covid et de la guerre en Ukraine.....415
La crise du Covid en 2020 et le support du Congrès
La Fed et la BCE au service de l'économie
L'inflation de retour avec la reprise post-Covid et la Guerre en Ukraine
La Fed ne peut garantir un atterrissage en douceur
Les nouvelles technologies pour éviter la récession ?

Coïncidence à espérer :
Une solution plus large pour un problème planétaire.....424

11• Les monnaies parallèles pour échapper à l'État

Le marché noir : limite à la taxation.....428
Un marché noir estimé en trillions d'euros
Les monnaies intraçables du marché noir
Le marché noir de voisinage pour réduire les inégalités
Combattre le marché noir
Le marché noir : plafond sur la taxation pour certains pays
Taxes élevées sans marché noir : la France s'y empêtre
Les cryptomonnaies : évader les contrôles.....437
Les cryptomonnaies basées sur le blockchain
Bitcoin : la première cryptomonnaie basée sur le blockchain
Les cryptomonnaies : un système de paiement hors règlements
Les cryptomonnaies : vagues de spéculations
Les cryptomonnaies : pour épargner loin des dictatures
Répression des régimes autoritaires
Le Congrès américain réglemente les cryptomonnaies
Coïncidence Historique
Les économies parallèles ignorées malgré leur potentiel pour réduire les inégalités.....444

12• Une nouvelle monnaie pour un marché parallèle

Taxes sur les produits verts : empêtrées dans le système.....446
Taxation jusqu'à 50 % sur les produits verts
Taxes sur les produits verts : fiscalité injuste
La taxe carbone : risque de punir les plus défavorisés
Détaxer les produits verts n'est pas simple
Les subsides pour compenser la taxation
Un nouveau marché isolé par sa monnaie pour réduire les inégalités.....452
Un marché parallèle hors-taxes tel le marché noir
Une monnaie verte uniquement en comptes en banque
Création et transactions en monnaie verte
Sélection des produits verts
Contrôle des comptes verts des entreprises vertes volontaires
Pas de contrôle pour les salariés verts
Le reste de l'économie non concerné par les comptes verts
Des centimes gris pour contrôler le marché vert.....460
Un centime gris à côté de la monnaie verte
Introduction des centimes gris
Contrôle simplifié des entreprises vertes
Traçage dans l'économie verte : le centime gris s'emboîte parfaitement avec l'euro vert
Comptes verts et empreinte carbone pour ménages volontaires
Augmenter la taxe en centimes gris : peut-être jamais

Les riches doivent payer plus !.....465
Quotas de centimes gris
Quotas sur les articles de consommation et les actifs à long terme
Les entreprises transfèrent simplement les taxes sur les consommateurs
Un marché pour les quotas inutilisés : faire payer les riches
Participation volontaire des ménages
Coïncidence à espérer :
Une solution monétaire aux inégalités et au réchauffement climatique ?.....470

Bibliographie.....472

Origine des illustrations :.....474

Définitions principales.....476